

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

**COMMUNES DE PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE
ET FOS-SUR-MER**

ENQUÊTE PUBLIQUE

DU 15 FÉVRIER AU 18 MARS 2019

Arrêté préfectoral du 18 janvier 2019 de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône

**DEMANDE FORMULÉE PAR LA SOCIÉTÉ VELIO SUR LA DEMANDE DE PERMIS DE
CONSTRUIRE ET D'EXPLOITATION D'UN ENTREPÔT LOGISTIQUE À PORT-SAINT-
LOUIS-DU-RHÔNE**

**ANNEXES AU
RAPPORT**

André FRANÇOIS commissaire enquêteur

**Décision N° E18000154/13 du 7 janvier 2019 de Madame le Président du Tribunal
Administratif de Marseille**

ANNEXES

- 1.- Décision de Madame le Président du Tribunal Administratif de Marseille désignant le commissaire enquêteur**
- 2.- Arrêté de Monsieur Le Préfet des Bouches-du-Rhône prescrivant l'enquête publique**
- 3.- Publicité de l'enquête publique**
 - 3.1- Avis d'enquête publique**
 - 3.2- Insertion de l'avis dans les journaux locaux**
 - 3.3- Certificats d'affichage des Mairies**
- 4.- Avis du Conseil Municipal de Port-Saint-Louis-du-Rhône**
- 5.- Avis des autorités concernées**
 - 5.1- Avis de l'ARS**
 - 5.2- Avis du Service Régional d'Archéologie de la Direction des Affaires Culturelles**
 - 5.3- Avis de l'INAO**
 - 5.4 Avis de la DDTM**
 - 5.5 Avis de la DREAL**
 - 5.6 Avis de la MRAe**
 - 5.7 Avis de la MRAe relatif au permis de construire**
 - 5.8 Avis du Conseil National Protection Nature (CNP)**
 - 5.9 Mémoire de la société VELIO en réponse à l'avis de la MRAe**
 - 5.10 Mémoire du Grand Port Maritime de Marseille (GPM) en réponse à l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature (CNP)**
 - 5.11 Avis du maire de Fos-sur-Mer**
- 6.- Observations du public et compléments d'information**
 - 6.1- Procès-verbal des observations du public et demande de compléments d'information**
 - 6.2- Compléments d'information fournis par la société VELIO**

1. - Décision de Madame le Président du Tribunal Administratif de Marseille désignant le commissaire enquêteur

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE

07/01/2019

N° E18000154 /13

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation commission ou commissaire

Vu enregistrée le 21/12/2018, la lettre par laquelle le Préfet des Bouches-du-Rhône demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet la demande formulée par la société VELIO en vue d'être autorisée à exploiter un entrepôt logistique à Port-Saint-Louis-du-Rhône ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2018 ;

DECIDE

Article 1er : M. André François est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

Article 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance par la législation en vigueur.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône et à M. André François.

Fait à Marseille, le 07/01/2019

La 1^{ère} Vice-présidente,



Muriel JOSSET

2. - Arrêté de Monsieur Le Préfet des Bouches-du-Rhône prescrivant l'enquête publique



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Préfecture

Direction de la Citoyenneté, de la Légalié
et de l'Environnement

Bureau des Installations et Travaux Réglementés
pour la Protection des Milieux

Dossier suivi par : M BARTOLINI
Tél : 04.84.35.42.71
patrick.bartolini@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille le 11 0 JAN. 2019

**Arrêté portant ouverture d'une enquête publique unique concernant la demande
de la Société VELIO sur la demande de permis de construire
et d'exploitation d'un entrepôt logistique
à Port Saint Louis du Rhône**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,**

Vu le Code de l'Environnement notamment en ses articles L.123-3 et s, L.181-1 et s, R.181-1 et s et R.123-1 et s ;

Vu le code des relations entre le public et l'Administration ;

Vu la demande déposée le 2 octobre 2017 en préfecture, par laquelle la société VELIO a sollicité l'autorisation d'exploiter un entrepôt logistique sur le site de la commune de Port Saint Louis du Rhône ;

Vu la demande de permis de construire présentée par la société VELIO en mairie de Port Saint Louis du Rhône ;

Vu le dossier annexé à la demande et notamment l'évaluation environnementale,

Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 18 décembre 2018 concernant la demande d'autorisation unique d'exploiter susvisée ;

Vu les avis des services déconcentrés consultés lors de la phase d'examen de la procédure de demande d'autorisation environnementale unique ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale (AE) en date du 3 octobre 2018 au titre des installations classées, joint au dossier d'enquête publique,

Vu le mémoire en réponse de la société VELIO à l'avis de l'AE installations classées en date du 12 décembre 2018,

Vu la lettre du maire de Port Saint Louis du Rhône du 20 octobre 2018 sollicitant l'enquête unique pour les installations classées et le permis de construire ;

.../...

Vu la décision du 7 janvier 2019 de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant un commissaire enquêteur ,

Considérant qu'il y a lieu de soumettre ce projet aux formalités d'enquête publique prescrites par le Code de l'Environnement,

Sur proposition de la Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Il sera procédé, sur le territoire des communes de Port saint Louis du Rhône et de Fos sur Mer, à une enquête publique, concernant la demande formulée par la Société VELIO (dont le siège social est situé : 17, avenue André Roussin, 13016 Marseille 16), d'exploitation d'un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de Port Saint Louis du Rhône (13230) , route Mat de Ricca, Lot A8, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, et au titre d'une demande de permis de construire.

Ce projet d'entrepôt logistique dans la zone Distriport, ayant vocation à être loué à des sociétés de stockage de marchandises diverses, sera composé de 12 cellules de stockage de produits secs, de bureaux et locaux sociaux, de locaux techniques, d'un local de sprinklage et réserves d'eau incendie associés, des voiries et places de stationnement, des bassins de régulation des eaux pluviales et de rétention des eaux incendie, et d'espaces verts.

Le dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable.

ARTICLE 2

Ce dossier contient notamment une évaluation environnementale et celui-ci peut être consulté sur les sites internet aux adresses suivantes :

-<http://www.projets-environnement.gouv.fr>

-<http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Ce dossier a fait l'objet de deux (2) avis de l'autorité environnementale pour le volet installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) , et pour le volet permis de construire (PC) avec les mémoires en réponse correspondants, qui seront consultables à ces adresses et joints au dossier d'enquête publique qui regroupera également les copies des avis prévus par le code de l'environnement.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique à la préfecture des Bouches-du-Rhône , place Félix Baret, CS 80001, 13282 MARSEILLE Cedex 06, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau des Installations et des Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (Téléphone : 04.84.35.42.71), et gratuitement, par consultation à partir d'un poste informatique à cette même adresse.

.../...

Préfecture de région Provence Alpes côte d'Azur et des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret CS 80001 - 13282 MARSEILLE
Cedex 06 - ☎ 04 84.35.40.00 - Télécopie 04.84.35.42.00.

ARTICLE 3

Est désigné :

-Monsieur André François, en qualité de commissaire enquêteur

ARTICLE 4

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le commissaire enquêteur resteront déposés en mairie de Port Saint Louis du Rhône et de Fos sur Mer **du 15 février 2019 au 18 mars 2019 inclus**, afin que le public puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables aux heures d'ouverture des bureaux et consigner sur ces registres ses observations et propositions.

Les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur , aux lieux, jours et heures qui auront été fixés dans le présent arrêté.

Les observations, propositions pourront être également adressées par voie postale, au commissaire enquêteur à la mairie de Port Saint Louis du Rhône **siège de l'enquête** et seront tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais.

En outre, les observations, propositions pourront être également transmises par courriel au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : pref-ep-velio@bouches-du-rhone.gouv.fr

Les observations du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête. Les observations transmises sous format numérique seront consultables sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Monsieur André FRANCOIS recevra personnellement les observations des intéressés en mairie de :

PORT SAINT LOUIS DU RHÔNE :

- à l'adresse suivante pour l'accueil du public pendant les permanences du commissaire enquêteur : **Mairie de Port Saint Louis du Rhône, Hôtel de ville, 3 avenue du Port, 13230 Port Saint Louis du Rhône,**

-lundi 25 février de 14h00 à 17h00

-mardi 5 mars de 14h00 à 17h00

-mercredi 13 mars de 14h00 à 17h00

En dehors des permanences du commissaire enquêteur, l'accueil du public se fera à la **Direction des services techniques , avenue Marcel Baudin, 13230 Port Saint Louis du Rhône, aux horaires d'ouverture des bureaux. (9h00 -12h00 / 14h00 -17h00).**

.../...

Préfecture de région Provence Alpes côte d'Azur et des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret CS 80001 - 13282 MARSEILLE
Cedex 06 - ☎ 04 84.35.40.00 - Télécopie 04.84.35.42.00.

FOS SUR MER :

- à l'adresse suivante : **Hôtel de ville de Fos sur Mer, Avenue René Cassin, BP 5, 13771 Fos sur Mer**

-lundi 25 février de 9h00 à 12h00
-mardi 5 mars de 9h00 à 12h00
-mercredi 13 mars de 9h00 à 12h00

ARTICLE 5

À l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Le commissaire enquêteur examinera les observations recueillies et entendra toute personne qu'il lui paraît utile de consulter ainsi que le demandeur lorsque celui-ci en fait la demande.

Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire dans un délai de quinze jours ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies et consigne dans un document séparé, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorables à la demande d'autorisation.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur enverra l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, au Préfet avec son rapport et ses conclusions motivées.

Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la présidente du tribunal administratif.

ARTICLE 6

Copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée, dès sa réception par le Préfet des Bouches-du-Rhône, au pétitionnaire.

Copies des observations éventuelles en réponse du demandeur ainsi que du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sont adressées par le préfet en mairie de Fos sur Mer et de Port Saint Louis du Rhône pour y être, sans délai, tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Le public peut également consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

.../...

ARTICLE 7

Un avis reprenant les dispositions de l'article R123-9 du code l'environnement est affiché par les maires concernés, **quinze jours** au moins avant l'ouverture de l'enquête publique, ainsi que dans un rayon de 2 kms autour de l'établissement et pendant toute la durée de celle-ci.

Ces formalités devront être attestées par un certificat des maires concernés.

Cet avis sera inséré dans les journaux "**La Provence**" et "**La Marseillaise**" dans les **quinze jours** au moins avant l'ouverture de l'enquête **et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci**, par les services préfectoraux.

Cet avis sera également publié sur le site Internet de la préfecture : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête.

Enfin, ce même avis sera affiché par le demandeur, sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, suivant les caractéristiques et les dimensions fixées par l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable des transports et du logement en date du 24 avril 2012, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête

ARTICLE 8

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation est le Préfet des Bouches-du-Rhône après avis du Conseil Départemental de l'Environnement, et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST). Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, soit de refus, soit d'autorisation en tant que décision individuelle. Cette décision sera publiée notamment sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>.

L'autorité compétente pour délivrer le permis de construire est le maire de Port Saint Louis du Rhône sous la forme d'un arrêté municipal.

ARTICLE 9

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations pourront être demandées est : M. Denis LIOTTA, Directeur logistique, MEDIACOVAC, Tél: 04.91.09.59.02, mail : d.liotta@mediacovrac.fr.

ARTICLE 10 :

Les conseils municipaux des communes de Port Saint Louis du Rhône et de Fos sur Mer, et la métropole Aix Marseille Provence seront consultés sur ce projet. Seuls seront pris en compte les avis formulés au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la clôture de l'enquête.

.../...

ARTICLE 11

- La Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-préfet d'Istres,
- Le Maire de Port Saint Louis du Rhône,
- Le Maire de Fos sur Mer,
- La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et le commissaire enquêteur,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint

Nicolas DUFAUD

3. - Publicité de l'enquête publique

3.1- Avis d'enquête publique



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Préfecture

Direction de la Citoyenneté, de la Légalité
et de l'Environnement

Bureau des Installations et Travaux Réglementés
pour la Protection des Milieux

Marseille, le 21 janvier 2019

AVIS D'ENQUETE entrepôt logistique exploité par la société VELIO à Port Saint Louis du Rhône

En exécution de l'arrêté du Préfet en date du 18 janvier 2019, il sera procédé à une enquête publique au sujet de la demande formulée par la Société VELIO (dont le siège social est situé : 17, avenue André Roussin, 13016 Marseille 16), d'exploitation d'un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de Port Saint Louis du Rhône (13230), route Mat de Ricca, Lot A8, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, et au titre d'une demande de permis de construire.

Ce projet d'entrepôt logistique dans la zone Distriport, ayant vocation à être loué à des sociétés de stockage de marchandises diverses, sera composé de 12 cellules de stockage de produits secs, de bureaux et locaux sociaux, de locaux techniques, d'un local de sprinklage et réserves d'eau incendie associés, des voiries et places de stationnement, des bassins de régulation des eaux pluviales et de rétention des eaux incendie, et d'espaces verts.

Le dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable.

Ce dossier contient une étude d'impact et celui-ci peut être consulté sur site internet aux adresses suivantes :

[-http://www.projets-environnement.gouv.fr](http://www.projets-environnement.gouv.fr)

[-http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr](http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr)

Ce dossier a fait l'objet de deux (2) avis de l'autorité environnementale pour le volet installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et pour le volet permis de construire (PC) avec les mémoires en réponse correspondants, qui seront consultables à ces adresses et joints au dossier d'enquête publique qui regroupera également les copies des avis des services déconcentrés reçus en préfecture à joindre.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique à la préfecture des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001, 13282 MARSEILLE Cedex 06, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau des Installations et des Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (Téléphone : 04.84.35.42.71), et gratuitement, par consultation à partir d'un poste informatique à cette même adresse.

.../...

Préfecture de région Provence Alpes côte d'Azur et des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret CS 80001 – 13282 MARSEILLE Cedex 06 –
☎ 04 84.35.40.00 – Télécopie 04.84.35.42.00.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le commissaire enquêteur resteront déposés en mairie de Port saint Louis du Rhône et de Fos sur Mer **du 15 février 2019 au 18 mars 2019 inclus**, afin que le public puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables aux heures d'ouverture des bureaux et consigner sur ces registres ses observations et propositions.

Les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur , aux lieux, jours et heures qui auront été fixés dans le présent arrêté.

Les observations, propositions pourront être également adressées par voie postale, au commissaire enquêteur à la mairie de Port Saint louis du Rhône **siège de l'enquête** et seront tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais.

En outre, les observations, propositions pourront être également transmises par courriel au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : pref-ep-velio@bouches-du-rhone.gouv.fr

Les observations du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête. Les observations transmises sous format numérique seront consultables sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Monsieur André François recevra personnellement les observations des intéressés en mairie de :

PORT SAINT LOUIS DU RHÔNE :

- à l'adresse suivante pour l'accueil du public pendant les permanences du commissaire enquêteur : **Mairie de Port Saint Louis du Rhône, Hôtel de ville, 3 avenue du Port, 13230 Port Saint Louis du Rhône,**

-lundi 25 février de 14h00 à 17h00
-mardi 5 mars de 14h00 à 17h00
-mercredi 13 mars de 14h00 à 17h00

En dehors des permanences du commissaire enquêteur , l'accueil du public se fera à la **Direction des services techniques , avenue Marcel Baudin, 13230 Port Saint Louis du Rhône aux horaires d'ouverture des bureaux (9h00-12h00/ 14h00-17h00)**

FOS SUR MER :

- à l'adresse suivante : **Hôtel de ville de Fos sur Mer, Avenue René Cassin, BP 5, 13771 Fos sur Mer**

-lundi 25 février de 9h00 à 12h00
-mardi 5 mars de 9h00 à 12h00
-mercredi 13 mars de 9h00 à 12h00

.../...

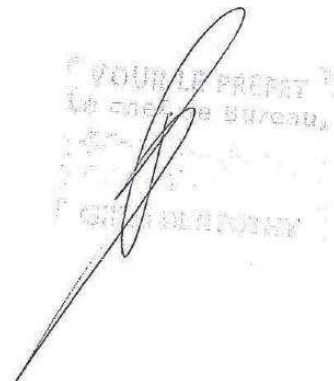
Préfecture de région Provence Alpes côte d'Azur et des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret CS 80001 – 13282 MARSEILLE Cedex 06 –
☎ 04.84.35.40.00 – Télécopie 04.84.35.42.00.

Le public peut également consulter ses observations, propositions ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation est le Préfet des Bouches-du-Rhône après avis du Conseil Départemental de l'Environnement, et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST). Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, soit de refus, soit d'autorisation en tant que décision individuelle. Cette décision sera publiée notamment sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>.

L'autorité compétente pour délivrer le permis de construire est le maire de Port Saint Louis du Rhône sous la forme d'un arrêté municipal.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations pourront être demandées est : M. Denis LIOTTA, Directeur logistique, MEDIACOVRAAC, Tél: 04.91.09.59.02.

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "LE PREFET" and "LE CHIEF DE BUREAU" in a circular arrangement.

3.2- Insertion de l'avis dans les journaux locaux

La Provence du 28 février 2019

Exemplaire de bureautiquepddld [Email:pref-environnement@bouches-du-rhone.gouv.fr - IP:212.95.67.77]

Annonces légales

ANNONCES LEGALES

AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC

SUR LES STRATÉGIES DE FAÇADE MARITIME DE FRANCE MÉTROPOLITAINE

La France est dotée d'un espace maritime et littoral offrant un patrimoine naturel exceptionnel et porteur d'un potentiel de développement social et économique unique. Objets de nombreux usages, la mer et le littoral sont soumis à d'importantes pressions : urbanisation, artificialisation des sols, changement climatique, pollutions maritimes et terrestres... Afin que la mer et le littoral soient véritablement lieux d'échanges et de partage, de richesses, de connaissances ou encore de cultures, la France porte une politique maritime ambitieuse pour le 21^{ème} siècle. La stratégie nationale pour la mer et le littoral, adoptée en 2017, est le document de référence. Un document de planification, le « document stratégique de façade », doit venir décliner cette stratégie pour chacune des quatre façades maritimes de l'Hexagone. L'Etat soumet à évaluation croisée métropolitaine.

Du 4 mars au 4 juin 2019, les projets pour les parties diagnostic et objectifs stratégiques des documents stratégiques de façade sont soumis à la consultation du public. Ils consistent en un document synthétique accompagné de sept annexes.

Cette consultation se fait par voie électronique via la plateforme www.merlittoral2030.gouv.fr.

Les autorités compétentes sont au niveau national la Ministère de la Transition écologique et solidaire, et au niveau de la façade Méditerranée, le préfet maritime de la Méditerranée et le préfet de région Provence-Alpes Côte d'Azur.

Pour décliner son avis, les documents suivants sont également mis à disposition du public : rapport environnemental, avis de l'autorité environnementale, bilan des garants de la procédure de participation du public et rapport des enseignements tirés de la consultation préalable réalisée du 26 janvier au 25 mars 2018.

Sur demande présentée dans les conditions prévues à l'article D.123-46-2 du code de l'environnement, le dossier pourra être mis en consultation sur support papier dans les locaux de la direction interrégionale de la mer Méditerranée.

VIE DES SOCIÉTÉS

ANSCOUR SOCIÉTÉ à responsabilité limitée au capital de 30 000 euros Siège social : 1175 Mont d'Avignon 13090 Aix en Provence 78075398 RCS Aix-Marseille (Durée : 99 ans Capital : 500 euros) Objet social : animation des sociétés dans lesquelles elle peut avoir des participations et fourniture de prestations de services au profit de ses filiales et des sociétés contrôlées par ses filiales. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'un droit de vote qui peut être représenté d'action. La cession des actions de l'associé unique est libre. Les cessions d'actions aux tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Président : Vincent BELLU, 47 Boulevard de l'Occan, 13009 MARSEILLE Immatriculation au RCS MARSEILLE

SCOP BORDA SOCIÉTÉ CIVILE AU CAPITAL DE 10 000 euros SIÈGE SOCIAL : MARSEILLE (13005), 107, BOULEVARD SAKAKINI 917 542 461 RCS MARSEILLE. Le 06.02.2019, la collectivité des associés a nommé CASTELLET HOSPITALITY SAS au capital de 25 150 000 euros, situé à MARSEILLE (13005), 107 boulevard Sakakini, immatriculé au RCS de MARSEILLE sous le n° 530 338 239, aux fonctions de gérant en remplacement de CASTELLET HOSPITALITY SAS au capital de 1 euro, dont le siège social est à MARSEILLE (13005), 107 boulevard Sakakini, immatriculé au RCS de MARSEILLE sous le n° 833 260 920, démissionnaire, à compter de ce jour.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS DE CONSULTATION DU PUBLIC

SUR LES STRATÉGIES DE FAÇADE MARITIME DE FRANCE MÉTROPOLITAINE

La France est dotée d'un espace maritime et littoral offrant un patrimoine naturel exceptionnel et porteur d'un potentiel de développement social et économique unique. Objets de nombreux usages, la mer et le littoral sont soumis à d'importantes pressions : urbanisation, artificialisation des sols, changement climatique, pollutions maritimes et terrestres... Afin que la mer et le littoral soient véritablement lieux d'échanges et de partage, de richesses, de connaissances ou encore de cultures, la France porte une politique maritime ambitieuse pour le 21^{ème} siècle. La stratégie nationale pour la mer et le littoral, adoptée en 2017, est le document de référence. Un document de planification, le « document stratégique de façade », doit venir décliner cette stratégie pour chacune des quatre façades maritimes de l'Hexagone. L'Etat soumet à évaluation croisée métropolitaine.

Du 4 mars au 4 juin 2019, les projets pour les parties diagnostic et objectifs stratégiques des documents stratégiques de façade sont soumis à la consultation du public. Ils consistent en un document synthétique accompagné de sept annexes.

Cette consultation se fait par voie électronique via la plateforme www.merlittoral2030.gouv.fr.

Les autorités compétentes sont au niveau national la Ministère de la Transition écologique et solidaire, et au niveau de la façade Méditerranée, le préfet maritime de la Méditerranée et le préfet de région Provence-Alpes Côte d'Azur.

Pour décliner son avis, les documents suivants sont également mis à disposition du public : rapport environnemental, avis de l'autorité environnementale, bilan des garants de la procédure de participation du public et rapport des enseignements tirés de la consultation préalable réalisée du 26 janvier au 25 mars 2018.

Sur demande présentée dans les conditions prévues à l'article D.123-46-2 du code de l'environnement, le dossier pourra être mis en consultation sur support papier dans les locaux de la direction interrégionale de la mer Méditerranée.

VIE DES SOCIÉTÉS

ANSCOUR SOCIÉTÉ à responsabilité limitée au capital de 30 000 euros Siège social : 1175 Mont d'Avignon 13090 Aix en Provence 78075398 RCS Aix-Marseille (Durée : 99 ans Capital : 500 euros) Objet social : animation des sociétés dans lesquelles elle peut avoir des participations et fourniture de prestations de services au profit de ses filiales et des sociétés contrôlées par ses filiales. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'un droit de vote qui peut être représenté d'action. La cession des actions de l'associé unique est libre. Les cessions d'actions aux tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Président : Vincent BELLU, 47 Boulevard de l'Occan, 13009 MARSEILLE Immatriculation au RCS MARSEILLE

SCOP BORDA SOCIÉTÉ CIVILE AU CAPITAL DE 10 000 euros SIÈGE SOCIAL : MARSEILLE (13005), 107, BOULEVARD SAKAKINI 917 542 461 RCS MARSEILLE. Le 06.02.2019, la collectivité des associés a nommé CASTELLET HOSPITALITY SAS au capital de 25 150 000 euros, situé à MARSEILLE (13005), 107 boulevard Sakakini, immatriculé au RCS de MARSEILLE sous le n° 530 338 239, aux fonctions de gérant en remplacement de CASTELLET HOSPITALITY SAS au capital de 1 euro, dont le siège social est à MARSEILLE (13005), 107 boulevard Sakakini, immatriculé au RCS de MARSEILLE sous le n° 833 260 920, démissionnaire, à compter de ce jour.

APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

AVIS PUBLIÉ À TITRE COMPLÉMENTAIRE
Extrait de l'avis intégral publié au BOAMP et au JOUE N° 19-29368
Métropole Aix-Marseille-Provence
58 Boulevard Charles Lévêque
13007 Marseille

OBJET DU MARCHÉ : Etudes et recueil de données pour la régulation du trafic routier
Lot 1 Conception des dossiers de régulation des carrefours à feux
Lot 2 Recueil de données sur le trafic routier

APPEL D'OFFRES OUVERT

TYPE DE MARCHÉ : Services

DURÉE DU MARCHÉ : 12 mois à compter de sa notification, renouvelable sous réserve d'un accord-cadre sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

ESTIMATION PAR AN DU MARCHÉ PAR L'ADMINISTRATION :
Lot 1 : 65000 € HT
Lot 2 : 80000 € HT
Il s'agit d'un accord-cadre donnant lieu à la passation de bons de commande.

LOT N°1 : l'accord-cadre est passé sans montant minimum et pour un montant maximum annuel de 80 000 euros HT.

LOT N°2 : l'accord-cadre est passé sans montant minimum et pour un montant maximum annuel de 120 000 euros HT.

CRITÈRES :
Lot 1 : Prix 60 %, Valeur technique 40 %
Lot 2 : Prix 70 %, Valeur technique 30 %

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES : la 18/04/2019 à 10h30

Les informations complémentaires, le cahier des charges et les documents complémentaires peuvent être obtenus sur <https://marchespublics.aixmarseille.fr>.

N° DE L'AVIS : 71100051

DATE D'ENVOI DE L'AVIS AU BOAMP : 13/02/2019

APPEL D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

Office de Tourisme de Cassis, Mme Carole CLOUTIER, Directrice
Quai des Moulins 13250 Cassis
Tél. : 04 42 01 67 58
Courriel : direction@office-cassis.com
Adresse internet du profil acheteur : www.office-cassis.com

TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR : EPIC

PRINCIPALES ACTIVITÉS DU POUVOIR ADJUDICATEUR : Office de tourisme

OBJET DU MARCHÉ : Mise en place d'un service de transfert navette avec diffusion d'un commentaire touristique

RÉFÉRENCE 2019.01

NATURE : Marché de services

TYPE : Achat

MODE : MAPA

DURÉE : 5 mois du 1er mai au 30 septembre 2019.

DESCRIPTION : L'Office souhaite mettre en place un service de navettes ayant pour but de transporter des touristes arrivant en autocar avec diffusion de commentaires touristiques en français et en anglais du 1er mai au 30 septembre 2019 à 16h00, du parking des autocars situé au Parking des Gorguettes au Centre-Ville d'Enl-Viguerie.

NOMENCLATURE : 60.14

FORME : Division en lots : non

LES VARIANTES SONT REFUSÉES
Financement : Paiement par mandat administratif sous 30 jours à compter de la réception des factures au service administratif de l'Office de Tourisme

FORME JURIDIQUE :
- Candidat individuel
- Groupement solidaire

CRITÈRES D'ATTRIBUTION LE JUGEMENT DES OFFRES SERA EFFETUÉ PAR L'OFFICE DE TOURISME EN FONCTION DES CRITÈRES SUIVANTS :
Valeur technique 50 %
(ce moyen est une note explicative sur l'organisation du service, des moyens humains et matériels, et sur les mesures de sécurité mises en place pour l'exécution de la prestation) se décomposent comme suit :
Moyens techniques (Performance des véhicules, véhicules de réserve, véhicules complémentaires) : 25 %
Sous critères :
Véhicules techniques ou répondant à des critères : durabilité : 5 %
Moyens humains dédiés au service : 15 %
Officiers bilingues anglais : 5 %
Prix 50 %

DOCUMENTS : Les documents sont téléchargeables sur le site internet de l'Office de Tourisme www.office-cassis.com
Si vous ne pouvez pas télécharger ces documents, contactez-les par voie postale ou par mail à l'Office de Tourisme - Service Administratif - Parking des Gorguettes - Avenue des Gorguettes - 13250 CASSIS
Tél : 04 42 01 67 58 administration@office-cassis.com

OFFRES : Remise des offres le 8 mars 2019 à 11h00 au plus tard
L'offre doit être rédigée en français
La monnaie utilisée est l'Euro

DÉPÔTS : Dépôt sous pli à l'adresse suivante
Office de Tourisme - Service Administratif - Parking des Gorguettes - Avenue des Gorguettes - 13250 CASSIS
Ouvert de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h30

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus : Service administratif, Parking des Gorguettes - Avenue des Gorguettes - 13250 Cassis, tél. : 04 42 01 67 58, courriel : administration@office-cassis.com, adresse internet du profil acheteur : www.office-cassis.com

CONDITIONS ET MODE DE PAIEMENT POUR OBTENIR LES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET ADDITIONNELS
Les dossiers de consultation sont téléchargeables gratuitement sur notre site internet.
OFFICE DE TOURISME - Quai des Moulins 13250 CASSIS - www.office-cassis.com

ORGANISME IMMATRICULÉ AU REGISTRE DES OPÉRATEURS DE VOYAGES ET DE SÉJOURS SOUS LE NUMÉRO : IM013120017

FORME JURIDIQUE : EPIC - N° SIRET : 431 967 255 00022 - Code APE : 7990Z.

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÉFECTURE
DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX RÉGLEMENTÉS
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

AVIS D'ENQUÊTE

entrepôt logistique exploité par la société VELIO à Port Saint Louis du Rhône

En exécution de l'avis du Préfet en date du 18 janvier 2018, il sera procédé à une enquête publique au sujet de la demande formulée par la Société VELIO (dont le siège social est situé : 17, avenue André Roussin, 13016 Marseille 16), d'exploitation d'un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de Port Saint Louis du Rhône (13200), route Mal de Ricca, Lot A8, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, et au titre d'une demande de permis de construire.

Ce projet d'entrepôt logistique dans la zone Disirport, ayant vocation à être loué à des sociétés de stockage de marchandises diverses, sera composé de 12 cellules de stockage de produits secs, de bureaux et locaux sociaux, de locaux techniques, d'un local de stockage et de réserves d'eau incendie associée, des volumes et places de stationnement, des locaux de régulation des eaux pluviales et de répartition des eaux usées, et d'équipements divers.

Le dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable.

Le dossier contient une étude d'impact et celui-ci peut être consulté sur le site internet aux adresses suivantes :
<http://www.projets-environnement.gouv.fr>
<http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Ce dossier a fait l'objet du deux (2) avis de l'autorité environnementale pour la validité des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et pour la validité des permis de construire (PC) avec les mesures en réponse correspondantes, qui seront consultables à ces adresses et joints au dossier d'enquête publique qui regroupera également les copies des avis des services déconcentrés reçus en préfecture à jour.

Dès la publication de l'avis d'enquête de l'enquête, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique à la préfecture des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80071, 13009 MARSEILLE Cedex 05, Direction de la Citoyenneté, de la Législation et de l'Environnement, Bureau des Installations et des Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (Téléphone : 04 91 35 42 71), et gratuitement par consultation à partir d'un poste informatique à cette même adresse.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à remplir non mobiles cotés et paginés par le commissaire enquêteur seront déposés en mairie de Port Saint Louis du Rhône et de Fos sur Mer du 15 février 2019 au 19 mars 2019 inclus, afin que le public puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables aux heures d'ouverture des bureaux et consignés sur ces registres ses observations et propositions.

Les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés dans le présent arrêté.

Les observations, propositions pourront être également adressées par voie postale, au commissaire enquêteur à la mairie de Port Saint Louis du Rhône siège du Préfet et seront tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais.

En outre, les observations, propositions pourront être également transmises par courriel au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : pref-velio@bouches-du-rhone.gouv.fr

Les observations du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête. Les observations transmises sous forme numérique seront consultables sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Monsieur André François recevra personnellement les observations des intéressés en mairie de :

PORT SAINT LOUIS DU RHÔNE :

À l'adresse suivante pour l'accueil du public pendant les permanences du commissaire enquêteur : Mairie de Port Saint Louis du Rhône, Hôtel de ville, 3 avenue de Port : 13200 Port Saint Louis du Rhône, mardi 5 mars de 9h00 à 12h00 - mercredi 13 mars de 14h00 à 17h00 - jeudi 28 février de 14h00 à 17h00 - mardi 5 mars de 14h00 à 17h00 - mercredi 13 mars de 14h00 à 17h00

En dehors des permanences du commissaire enquêteur, l'accueil du public se fera à la Direction des services techniques, avenue Marcel Baudin, 13200 Port Saint Louis du Rhône aux heures d'ouverture des bureaux (9h00 - 12h00 / 14h00 - 17h00)

FOSS SUR MER :

À l'adresse suivante : Hôtel de ville de Fos sur Mer, Avenue René Cassin, BP 8, 13771 Fos sur Mer - mardi 5 mars de 9h00 à 12h00 - mercredi 13 mars de 14h00 à 17h00 - jeudi 28 février de 14h00 à 17h00 - mardi 5 mars de 14h00 à 17h00 - mercredi 13 mars de 14h00 à 17h00

Le public peut également consulter ses observations, propositions à ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation est le Préfet des Bouches-du-Rhône après avis du Conseil Départemental de l'Environnement, et des Risques Sanitaires et Technologiques (CDERST). Cette décision sera prise sous forme d'un arrêté préfectoral, soit de refus, soit d'autorisation en tant que décision individuelle. Cette décision sera publiée notamment sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

L'autorité compétente pour délivrer le permis de construire est le maire de Port Saint Louis du Rhône sous la forme d'un arrêté municipal.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations pourront être demandées est : M. Denis LOTTI, Directeur logistique, MEDACOVIRAC, Tél. 04 91 09 59 02.

Pour le Préfet le Chef de Bureau SIGNE : Greta BERTOTTHY

Annonces légales

Contacts : 04.91.84.46.30 - al@laprovence-medias.fr
www.laprovence-marchespublics.com

Lundi 28 Janvier 2019
habilité à publier par arrêté de Monsieur le Préfet du département

VENTES AUX ENCHERES

SCP EMMANUEL DARD & VERONIQUE DUBOIS
COMMISSAIRES-PRISEURS JUDICIAIRES

51 rue Alfred Cortet 13010 Marseille
Tél : 04 91 39 80 31 - Fax : 04 91 39 81 47 - Email : emmanuel.dard@laprovence-medias.fr

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES SUITE A LIQUIDATION JUDICIAIRE LUNDI 4 FEVRIER 2019

• 10h L. J. FRED & OLIV - O. FRANCO THAI - 1 Route d'Alauch - Quartier
des 4 saisons 13011 Marseille.

Mobilier & Matériel de restauration et d'hôtellerie : cuisinière 5 feux,
lampes chauffantes, cuisinier, balance BEZERRA, tables en fer forgé, un
jazzzi deux places...

Exposition : de 9h30 à 10h - Frais de vente 14,400 % (fiscistes)

ANNONCES COMPLETES & PHOTOS SUR NOTRE SITE
www.laprovence-marchespublics.com

ANNONCES LEGALES



13390 MOURIES

AVIS DE PUBLICATION

Par délibération en date du 15 janvier 2019, le conseil municipal de la commune de MOURIES a prescrit l'élaboration d'un plan local d'urbanisme (PLU).
La délibération en date du 15 janvier 2019 ouvre une période de concertation avec toutes les personnes intéressées par l'approbation du projet et le plan de la concertation qui sera dressé par délibération du conseil municipal.
La délibération en date du 15 janvier 2019 et le dossier des études en cours est à la disposition de toutes les personnes intéressées en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'un registre de concertation où peuvent être notés toutes les observations du public.

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU DÉCLASSEMENT ANTICIPÉ DU
DOMAINE PUBLIC ROUTIER METROPOLITAIN DE L'EXTREMITÉ DU
BOULEVARD ICAUD A MARSEILLE (10ème ARRONDISSEMENT)

Il sera procédé à une enquête publique sur le déclassement anticipé du domaine public routier métropolitain de l'extrémité du boulevard Icaud à Marseille (10ème arrondissement) :

du mercredi 23 janvier au jeudi 7 février 2019 inclus
Celle-ci, ordonnée par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, se déroulera au siège de la Métropole (1) et à la Mairie des 8ème et 10ème arrondissements de la Ville de Marseille (2).

Le dossier soumis à l'enquête sera consultable durant toute la durée de l'enquête, aux jours et heures habituels de leurs ouvertures au public, à l'exception des samedis, dimanches, jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle, ainsi que sur le site internet de la Aix-Marseille-Provence : www.marseille-provence.fr

Les observations du public peuvent être consignées sur les registres ou adressées par mail à : enquete@metropoleaix-marseille-provence.fr et pourront également être adressées par courrier, durant la période de l'enquête, à l'attention de Monsieur Marcel HUBERT, commissaire enquêteur (1).
Toutes les observations devront être adressées avant le jeudi 7 février 2019, 17h00.

Le commissaire enquêteur recevra à la Mairie des 8ème et 10ème arrondissements de la Ville de Marseille - 150 Boulevard Paul Claudel - 13009 Marseille, le mercredi 23 janvier 2019 de 9 h 00 à 12 h 00, le jeudi 5 février 2019 de 13 h 00 à 16 h 30, au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence, « Palais du Pharo », 58 Boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, le jeudi 7 février 2019 de 14 h 00 à 17 h 00.

Dans un délai d'un mois suivant l'expiration de l'enquête, le commissaire enquêteur remettra à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence son rapport et ses conclusions motivées, qui seront tenus à la disposition du public à la Direction de Pôle Voie Espace Public, 2 allée de la Voie, 13014 Marseille et à la Mairie des 8ème et 10ème arrondissements (2).

La Métropole Aix-Marseille-Provence sera alors compétente pour prendre toute décision relative au déclassement de l'extrémité du boulevard Icaud - 13010 Marseille.

- (1) - Métropole Aix-Marseille-Provence Palais du Pharo - 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille
- (2) - Mairie des 8ème et 10ème arrondissements de la Ville de Marseille 150 Boulevard Paul Claudel - 13009 Marseille

Officielles, Légales,
Vie des sociétés...

www.laprovence-medias.fr

La Provence

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÉFECTURE
DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX RÉGLEMENTÉS
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

AVIS D'ENQUÊTE

entrepôt logistique exploité par la société VELIO
à Port Saint Louis du Rhône

En exécution de l'arrêté du Préfet en date du 18 janvier 2019, il sera procédé à une enquête publique au sujet de la demande formulée par la Société VELIO (dont le siège social est situé : 17, avenue André Roussin, 13016 Marseille 16), d'exploitation d'un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de Port Saint Louis du Rhône (13393), route Mac de Rica, Lot A8, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, et au titre d'une demande de permis de construire.

Ce projet d'entrepôt logistique dans la zone Distripark, ayant vocation à être loti à des sociétés de stockage de marchandises diverses, sera composé de 12 cellules de stockage de produits secs, de bureaux et locaux sociaux, de locaux techniques, d'un local de printemps et réserves d'eau, d'espaces verts, des voies et places de stationnement, des bassins de régulation des eaux pluviales et de rétention des eaux incendie, et d'espaces verts.

Le dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable.
Ce dossier contient une étude d'impact, et celui-ci peut être consulté sur site internet aux adresses suivantes :
- http://www.projets-environnement.gouv.fr
- http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr

Ce dossier a fait l'objet de deux (2) avis de l'autorité environnementale pour le volet installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et pour le volet permis de construire (PC) avec les mémoires en réponse correspondants, qui seront consultables à ces adresses et joints au dossier d'enquête publique qui rassemblera également les copies des avis des services départementaux reçus en préfecture à joindre.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique à la préfecture des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 50001, 13282 MARSEILLE Cedex 05, Directeur de la Citoyenneté, de la Législation et de l'Environnement, Bureau des Installations et des Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (Téléphone : 04.91.35.42.71), et gratuitement, par consultation à partir d'un poste informatique à cette même adresse.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuilleter non mobiles cotés et paraphés par le commissaire enquêteur installé auprès de la Mairie de Port Saint Louis du Rhône et de Fos sur Mer du 15 février 2019 au 18 mars 2019 inclus, afin que le public puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables aux heures d'ouverture des bureaux et consignés sur ces registres ses observations et propositions.

Les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur, aux jours, jours et heures qui auront été fixés dans le présent arrêté.

Les observations, propositions pourront être également adressées par voie postale, au commissaire enquêteur à la mairie de Port Saint Louis du Rhône siège de l'enquête et seront tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais.

En outre, les observations, propositions pourront être également transmises par courriel au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : pref-al@bouches-du-rhone.gouv.fr.
Les observations du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête. Les observations transmises sous forme numérique seront consultables sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Monsieur André François recevra personnellement les observations des intéressés en mairie de :

PORT SAINT LOUIS DU RHÔNE :
- à l'adresse suivante pour l'accueil du public pendant les permanences du commissaire enquêteur : Mairie de Port Saint Louis du Rhône, Hôtel de ville, 3 avenue du Port, 13320 Port Saint Louis du Rhône,
- du 25 février de 14h00 à 17h00
- du 5 mars de 14h00 à 17h00
- du 13 mars de 14h00 à 17h00
En dehors des permanences du commissaire enquêteur, l'accueil du public se fera à la Direction des services techniques - avenue Marcel Baudin, 13300 Port Saint Louis du Rhône, aux horaires d'ouverture des bureaux (9h00-12h00/14h00-17h00)

FOS SUR MER :
- à l'adresse suivante : Hôtel de Ville de Fos sur Mer, Avenue René Cassin, BP 5, 13771 Fos sur Mer
- du 25 février de 9h00 à 12h00
- du 5 mars de 9h00 à 12h00
- du 13 mars de 9h00 à 12h00

Le public peut également consulter ses observations, propositions ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation est le Préfet des Bouches-du-Rhône après avis du Conseil Départemental de l'Environnement, et des Régions Sanitaires et Technologiques (CODREST). Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, soit de refus, soit d'autorisation en tant que décision individuelle. Cette décision sera publiée notamment sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr.

L'autorité compétente pour délivrer le permis de construire est le maire de Port Saint Louis du Rhône sous la forme d'un arrêté municipal.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations pourront être demandées est : M. Denis LIOTTA, Directeur logistique, MEDIACOVIRAC, Tél: 04.91.38.59.02.

Pour le Préfet
M. Denis LIOTTA
Gilles BERTHOY



AVIS AU PUBLIC

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
COMMUNE DE SAINT-CANNAT

INSTALLATION D'UN DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Par délibération n°URB 022-153/19/CM en date du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'instauration d'un droit de préemption urbain sur les périmètres des zones urbaines (ZU) et à urbaniser (AU) du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Cannat. Cette délibération est affichée en mairie depuis le 21 janvier 2019.

VIE DES SOCIÉTÉS



SPL SA AU CAPITAL DE 460 036 EUROS
SIÈGE SOCIAL : 129 BULEVARD CHARLES NEDLEC
13331 MARSEILLE CEDEX 01
340 206 572 RCS MARSEILLE

AVIS DE MODIFICATION

Le Conseil d'Administration du 12 octobre 2018 a pris acte de la cession du mandat de Monsieur Maurice BATTIN, en tant qu'administrateur, représentant la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
Il a également pris acte, lors de cette même séance, de la démission par la Région, en sa délibération du 29 juin 2018, de la désignation de son nouveau représentant : Monsieur Georges LEONETTI.
Mention sera faite au RCS de Marseille.

AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL - DELAI D'OPPOSITION

Article 1007 du code Civil
Article 1378-1 Code de Procédure Civile
Loi n° 2018-1547 du 28 novembre 2018

Suivant testament olographe en date du 11 février 2011,

Madame Henriette Louise BELFILI, en son vivant retraitée, demeurant à LA CLOTAT (13600), ZAC du Jonquet Les Opalines, née à LIXINCOURT (25400), le 27 août 1942.
Veuve en secondes nocces de Monsieur René Germain BILGER, et non remariée.
Étant divorcée en premières nocces de Monsieur René Jean Maurice VERDIN, suivant jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de MONTBELLARD, le 1er avril 1963.

Décédée à LA CLOTAT (13600), le 01 août 2018, a consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes d'un procès-verbal de dépôt et de description dressé par Maître Suzanne HERRY, notaire au sein de l'étude de Maître Benoît FARRAND, notaires à PARIS (8ème) 34-36 rue de Constantinople, le 24 janvier 2019, lequel il résulte que le légataire universel remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exécution de son décès pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Suzanne HERRY, notaire au sein de l'étude de Maître Benoît FARRAND, notaires à PARIS (8ème) 34-36 rue de Constantinople, référence CPCEN : 75104, dans le mois suivant la réception par le greffe de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copié de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL PUBLIC A CONCURRENCE

DÉPARTEMENT DE PUBLICATION : Bouches-du-Rhône

NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ORGANISME ACHETEUR : COMMUNE DE VENTABREN

OBJET DU MARCHÉ : Mise en accessibilité Marché 1 2019.
Et rétablissement de la salle Jean Boudry
Mairie de Ventabren, 17 grand rue 13122 Ventabren
Tél : 04.42.28.80.14

TYPE D'AVIS : Avis d'appel public à concurrence

TYPE DE PROCÉDURE : Procédure adaptée

CATÉGORIE : Travaux

SUPPORT(S) DE PARUTION : http://ventabren-marchespublics.com

DATE DE MISE EN LIGNE : 22/01/2019 16h

DATE ET HEURE LIMITE DE DÉPÔTS : 08h : 08/03/2019 à 12 h 00

POUR VOS ANNONCES LÉGALES, LA SOLUTION SIMPLE ET EFFICACE POUR VOS FORMALITÉS

NOUVEAU SITE

- 1 Saisissez en ligne vos annonces légales via une plateforme facile d'utilisation et accessible 24h/24.
- 2 Disposez de modèles d'annonces pour vous accompagner dans la rédaction.
- 3 Rédigez votre attestation de parution immédiatement.
- 4 Consultez le résumé des annonces légales avec une recherche multicritères.
- 5 Parution dans La Provence, journal habilité par la préfecture des Bouches-du-Rhône.

www.laprovence-legales.com

Contacts : al@laprovence-legales.com - 04 91 84 46 30

PROVENCE / SERVICES

vendredi 25 janvier 2019 / La Marseillaise 21

CONVOIS DE MARSEILLE

08h30. GARCERAN Colette, 72 ans, chapelle maison funéraire Saint-Pierre, 5e
 08h30. PUSOIR Antoinette Vve GIMENEX, 89 ans, funérarium municipal Saint-Pierre, 5e
 09h15. MFSUD Carmen Vve TIBEL, 89 ans, funérarium municipal Saint-Pierre, 5e
 09h30. GIOVANNANGILO Paul, 94 ans, église de Saint-Mitre, 13e
 10h00. ESPANET Jean-Louis, 58 ans, chapelle funérarium municipal Saint-Pierre, 5e
 10h00. MARAIS Irène, 84 ans, église Saint-François-d'Assise, 6e
 10h30. PEYROT Lucienne née WARRANT, 95 ans, funérarium municipal Saint-Pierre, 5e
 10h45. LAILER Anna Vve DES MARIS, 97 ans, funérarium municipal Saint-Pierre, 5e
 11h00. ROTA Adriana Vve GONTERO, 91 ans, église de Saint-Barnabé, 12e
 11h15. CRUDELI Max, 75 ans, crématorium Saint-Pierre, 5e
 11h00. CARREY Daniel, 89 ans, chapelle funérarium Allauch
 11h00. SCANNAPICCO Gilbert, 85 ans, maison funéraire Saint-Pierre, 5e
 11h00. NICOLAS Renée Vve ROUX, 91 ans, funérarium municipal Saint-Pierre, 5e
 11h45. FORANNA Odette Vve ACCIARI, 89 ans, église du Rouet, 8e
 12h15. MAURRAS Christiane Vve AVALON, 77 ans, abbaye de Saint-Victor, 7e
 12h30. SIMOES Ribeiro José, 80 ans, chapelle funérarium municipal Saint-Pierre, 5e
 15h00. ROCHE Reine Vve DEL CATTO, 76 ans, église Sainte Rita, 12e

TOULON

Nous contacter
 La Marseillaise - Toulon
 agtoulon@lamarseillaise.fr
 Annonces légales
 Toulonpub@lamarseillaise.fr

URGENTES

Commissariat 04 98 03 53 00
 Gendarmerie maritime - 04 94 02 81 00
 SOS Médecins 04 94 14 33 33
 Urgences médicales 04 94 14 77 44
 Urgences Sainte-Musse 04 94 14 50 40
 Urgences Sainte-Anne 04 83 16 20 15
 Urgences La Seyne 04 94 11 31 31
 Urgences main 04 94 03 07 07
 Urgences dentiste 08 92 56 67 66
 SOS Femmes battues 04 91 24 61 50
 SOS Vétérinaires 04 98 00 93 64
 Service des eaux 04 94 46 72 72 (nuits et jours fériés)
 Urgences gaz 04 94 41 41 00
 Info Sida Toxicomane 04 94 62 36 14 (rue Mairaud, à Toulon)
 Alcooliques anonymes 04 94 23 24 99
 Groupe de réflexion et d'action pour la défense de l'enfant 04 94 24 07 97 (consultation gratuite, le mercredi sur rendez-vous)
 SOS Adultes 04 94 62 62 62 (24 heures sur 24 et 7 jours sur 7)
 Refuge de Lagouran Tél. 04 94 62 16 36 (pour les chats)
 Tél. 04 94 24 25 84 (pour les chiens)

SERVICES

AUBAGNE

Prise de rendez-vous facilitée au centre hospitalier
 Le centre hospitalier Edmond-Garcin veut faciliter la prise de rendez-vous de consultations externes et met à disposition des usagers un numéro direct pour les scanners, IRM, échographie, radiologie, pour la gynécologie obstétrique et pour les consultations externes en général. Il suffit d'appeler le 04.42.84.70.70. Les coordonnées des autres spécialités sont disponibles sur le site internet de l'hôpital www.ch-aubagne ou via le standard au 04.42.84.70.00.

MARSEILLE CIMENTIÈRES

Service des concessions : permanence
 Le service des concessions de la mairie de Marseille assure une permanence tous les samedis. Ces horaires sont mis en place afin de traiter prioritairement les formalités afférentes aux inhumations dont notamment les délivrances et renouvellement de concessions.
 Service des concessions, 380, rue Saint-Pierre (5^e).

SECURITE ROUTIERE

Automobilistes : comment récupérer des points
 Plus de 50 000 permis de conduire ont été invalidés

suite à une perte totale des points.
 En cas de solde nul, les automobilistes ne peuvent plus reconstituer leur capital points. Et le permis est annulé pour une période de six mois. Il est possible de récupérer 4 points en suivant un stage de sensibilisation. Ces stages de deux jours animés par des spécialistes de la Sécurité routière sont organisés dans notre département par l'Automobile Club de Provence, 149, bd Rabatau, Marseille (13^e). Tél. : 04.91.78.83.00 ou 04.91.78.94.72, fax : 04.91.26.74.33, www.automobileclubprovence.com

Permis : vos points sur Internet
 Le ministère de l'Intérieur a lancé un nouveau service baptisé « Télépoints » sur son site internet, www.interieur.gouv.fr. Il permet aux conducteurs de consulter le nombre de points restants sur leur permis. L'accès se fait au moyen du numéro de permis de conduire et après la délivrance du document officiel par les préfetures et sous-préfetures.

ÉTAT CIVIL

Suivi des demandes de pièces d'identité par Internet
 Dans le cadre de la simplification des démarches administratives, la Ville de Marseille lance le suivi des demandes de pièces d'identité via le site Internet de la Ville et le Centre d'appels « Allô Mairie ».
 L'administré qui a établi une demande de carte d'identité ou de passeport peut désormais savoir en temps réel si son document est disponible au guichet du bureau municipal de proximité où le dossier a été déposé.
 Pour ce faire, deux méthodes :
 www.mairie-marseille.fr et « Allô Mairie » au 0.810.813.813.
 Dans les deux cas, l'administré devra indiquer son nom et la référence de sa demande.

Numérisation des actes d'état civil
 Poursuivant sa démarche de modernisation des services à la population, la Ville de Marseille a entrepris de numériser ses actes d'état civil afin de faciliter leur délivrance.
 Les actes de naissance des Marseillais nés avant le 1^{er} juillet 1983 étaient déjà disponibles dans la plupart des bureaux municipaux de proximité.

PERMANENCES

Comité chômeurs CGT des quartiers Nord
 S'informer, se défendre, revendiquer... Le comité CGT chômeurs et précaires des quartiers Nord assure des permanences deux fois par semaine. Le lundi et le jeudi après-midi, de 14h à 17h30 dans ses locaux du 20, rue de Lyon dans le 15^e arrondissement : 04.91.62.57.87.

ANNONCES OFFICIELLES

MARSEILLE
 Mairie de Marseille
 Tél. 04 91 57 75 00
 www.mairie-marseille.fr
 Mairie de Marseille
 Tél. 04 91 57 75 00
 www.mairie-marseille.fr



AVIS D'ENQUETE

Entrepôt logistique exploité par la société VELIO à Port Saint Louis du Rhône

En exécution de l'arrêté du Préfet en date du 18 janvier 2019, il sera procédé à une enquête publique au sujet de la demande formulée par la Société VELIO (dont le siège social est situé : 17, avenue André Roussin, 13015 Marseille 15^e), d'exploitation d'un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de Port Saint Louis du Rhône (13230), route Mat de Ricca, Lot A6, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, et au titre d'une demande de permis de construire.

Ce projet d'entrepôt logistique dans la Zone Distincte, ayant vocation à être loué à des sociétés de stockage de marchandises diverses, sera composé de 12 cellules de stockage de produits secs, de bureaux et locaux sociaux, de locaux techniques, d'un local de sprinklage et réserves d'eau incendie associés, des voiries et places de stationnement, des bassins de régulation des eaux pluviales et de rétention des eaux inondées, et d'équipements divers.
 Le dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable.
 Ce dossier contient une étude d'impact et celui-ci peut être consulté sur le site internet aux adresses suivantes :
 - http://www.projets-environnement.gouv.fr
 - http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr

Ce dossier a fait l'objet de deux (2) avis de l'autorité environnementale pour le volet installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et pour le volet permis de construire (PC) avec les mémoires en réponse correspondants, qui seront consultables à ces adresses et joints au dossier d'enquête publique qui regroupera également les copies des avis des services concernés notifiés en préfecture à joindre.
 Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique à la préfecture des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001, 13062 MARSEILLE Cedex 06, Direction de la Citoyenneté, de la Légimité et de l'Environnement, Bureau des Installations et des Travaux Réglementaires pour la Protection des Milieux (Téléphone : 04.84.35.42.71), et gratuitement, par consultation à partir d'un poste informatique à cette même adresse.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuillet non mobiles cotés et paraphés par le commissaire enquêteur seront déposés en mairie de Port Saint Louis du Rhône et de Fos sur Mer du 15 février 2019 au 18 mars 2019 inclus, afin que le public puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables aux heures d'ouverture des bureaux et consigner sur ces registres ses observations et propositions.

Les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés dans le présent arrêté.
 Les observations, propositions pourront être également adressées par voie postale, au commissaire enquêteur à la mairie de Port Saint Louis du Rhône siège de l'enquête et seront tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais.

En outre, les observations, propositions pourront être également transmises par courriel au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : prelo-velio@bouches-du-rhone.gouv.fr
 Les observations du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête. Les observations transmises sous format numérique seront consultables sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Monsieur André François recevra personnellement les observations des intéressés en mairie de :
 - PORT SAINT LOUIS DU RHÔNE :
 à l'adresse suivante pour l'accueil du public pendant les permanences du commissaire enquêteur : Mairie de Port Saint Louis du Rhône, Hôtel de ville, 3 avenue du Port, 13230 Port Saint Louis du Rhône,
 - lundi 25 février de 14h00 à 17h00
 - mardi 5 mars de 14h00 à 17h00
 - mercredi 13 mars de 14h00 à 17h00

En dehors des permanences du commissaire enquêteur, l'accueil du public se fera à la Direction des services techniques, avenue Marcel Baudin, 13230 Port Saint Louis du Rhône aux horaires d'ouverture des bureaux (8h00-12h00/14h00-17h00)
 - FOS SUR MER :
 à l'adresse suivante : Hôtel de Ville de Fos sur Mer, Avenue René Cassin, BP 5, 13771 Fos sur Mer
 - lundi 25 février de 9h00 à 12h00
 - mardi 5 mars de 9h00 à 12h00
 - mercredi 13 mars de 9h00 à 12h00.

Le public peut également consulter ses observations, propositions à ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation est le Préfet des Bouches-du-Rhône après avis du Conseil Départemental de l'Environnement, et des Ritesques Sanitaires et Technologiques (CODERST). Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, soit de refus, soit d'autorisation en tant que décision de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse :
 http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr

L'autorité compétente pour délivrer le permis de construire est le maire de Port Saint Louis du Rhône sous la forme d'un arrêté municipal. La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations pourront être demandées est : M. Denis LIOTTA, Directeur logistique, MEDIACOVRA, Tél. : 04.91.09.59.02.

Pour le Préfet
 le Chef de Bureau
 SIGNÉ : Gilles BERTOTHY

UTILES

MARSEILLE NOUS CONTACTER

La Marseillaise
 17 cours Honoré d'Estienne d'Orves
 Tél. : 04.91.57.75.00
 redaction@lamarseillaise.fr
 Abonnements
 Tél. : 04.91.57.75.20
 adminventes@lamarseillaise.fr
 Publicité
 Tél. : 04.91.57.75.34 ou 04.91.57.75.42

URGENTES

Samu : 15 Police secours : 17
 Pompiers : 18
 SOS Cardio Tél. : 04.91.59.28.40
 SOS Médecins
 Tél. : 04.91.52.91.52
 Centre anti-poison
 Tél. : 04.91.75.25.25
 Urgences de la main
 Tél. 04.91.38.36.52
 Consultations de médecine générale
 Hôpital Nord
 Permanence médicale de 16h-19h30
 Tél. : 04.91.96.49.59
 Hôpitaux
 Assistance publique - Hôpitaux de Marseille (Conception, Timone, Hôpital Nord, Sainte-Marguerite)
 Numéro unique : 04.91.38.00.00

PROVENCE / ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES OFFICIELLES

HABILITE A PUBLIER PAR ARRETE PREFECTORAL

MARSEILLE	MARTIGUES
Marchés publics : Tél. 04 91 57 25 53 executions@lamarseillaise.fr	Vie des sociétés : Tél. 04 91 57 75 54 lpg@lamarseillaise.fr
	MARTIGUES Tél. 04 42 41 30 81 martiguequ@lamarseillaise.fr

VIE DES SOCIÉTÉS

AVIS

SARL TRAJECTOIRE au capital de 1500 euros
Siège social : 7 Lotissement les Camus - 13540 Puyracard
809 932 429 RCS AIX EN PROVENCE

Aux termes du PV en AGE du 31/01/2019, a décidé :
- de nommer en qualité de gérant unique à compter du 01/02/2019 : **Didier THIRAUX**, né le 04/02/1961 à BERGERAC, 845 Route de Coutheron, à la suite du départ de Mr JOUAN MICKAEL, né le 17/03/1986 à Aix en Provence, 26 Rue des Jardiniers, Les Pinchinnades, Vitrolles 13127, suite à la cession de 50 parts sociales de 660 euros de Mr Jouan Mickael à Mr Thiriaux Didier et par ce fait de transformer la SARL en EURL ;
- de transférer le siège social au 845 Route de Coutheron, 13770 Venelles, à compter du 01/02/2019 et par ce fait modifier l'adresse du gérant qui est désormais au 845 Route de Coutheron, 13770 Venelles. Les statuts ont été modifiés en conséquence. L'inscription modificative sera portée au RCS de Aix en Provence.

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP, avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : EXPERTISES & CROISSANCE - Forme : SASU - Objet social : l'exercice de la profession d'expert-comptable des son inscription au tableau de l'ordre des experts comptables - **Siège social :** 22 rue Robert 13007 MARSEILLE.
Capital : 100 euros.
Président : Madame Stéphanie Houdier demeurant idem siège - **Durée :** 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de Marseille. Admission aux assemblées et participations aux décisions : tout associé peut participer aux décisions collectives. Droit de vote : une action donne droit à une voix. Transmission d'actions à un tiers est soumise à l'agrément de la collectivité des associés.

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP, avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : SETIFIS - Forme : SARL
Objet social : alimentation générale - **Siège social :** 1 Rue Marché des Capucins 13001 Marseille - **Capital :** 1000 euros - **Gérance :** Monsieur OTMANI Mohammed demeurant 8 Rue Vacon, 13001 Marseille - **Durée :** 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de Marseille.

AVIS DE DISSOLUTION

Aux termes d'une AGE en date du 31/01/2019, il a été décidé la dissolution anticipée de la société, **SARL 2D Nettoyage** au capital de 1 800 euros - **Siège social :** 4 Boulevard Henri Barnier, 13015 Marseille, 812 077 923 RCS Marseille, à compter du 31/01/2019. Monsieur Feghaoui Ridouane demeurant 4 Boulevard Henri Barnier 13015 Marseille, est nommé liquidateur. Le siège de la liquidation a été fixé au siège de la société. Mentions seront faites au R.C.S de MARSEILLE.

AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'AGE du 31/01/2019, de la **SARL 2D Nettoyage** au capital de 1 800 euros, siège social : 4 Boulevard Henri Barnier, 13015 Marseille, 812 077 923 RCS Marseille, a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur : Monsieur Feghaoui Ridouane demeurant 4 Boulevard Henri Barnier, 13015 Marseille, l'a déchargé de son mandat et a constaté la clôture définitive de la liquidation à compter de ce jour. Mention faite au R.C.S de Marseille.

AVIS DE DISSOLUTION

Aux termes d'une AGE en date du 31/01/2019, il a été décidé la dissolution anticipée de la société, **SARL CHEZ DJEMAA**, capital de 1000 euros, siège social : 42 Avenue Merleau Ponty - 13013 Marseille, 824 394 712 RCS Marseille, a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur : Monsieur Dajolo Sébastien demeurant 42 Avenue Merleau Ponty - 13013 Marseille, l'a déchargé de son mandat et a constaté la clôture définitive de la liquidation à compter de ce jour. Mention faite au R.C.S de Marseille.

AVIS DE CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'AGE du 31/01/2019, de la **SARL CHEZ DJEMAA** capital de 1000 euros, siège social : 42 Avenue Merleau Ponty - 13013 Marseille, 824 394 712 RCS Marseille, a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur : Monsieur Dajolo Sébastien demeurant 42 Avenue Merleau Ponty - 13013 Marseille, l'a déchargé de son mandat et a constaté la clôture définitive de la liquidation à compter de ce jour. Mention faite au R.C.S de Marseille.



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

AVIS D'ENQUÊTE

Entrepôt logistique exploité par la société VELIO à Port Saint Louis du Rhône

En exécution de l'arrêté du Préfet en date du 18 janvier 2019, il sera procédé à une enquête publique au sujet de la demande formulée par la Société VELIO (dont le siège social est situé : 17, avenue André Roussin, 13016 Marseille 16), d'exploitation d'un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de Port Saint Louis du Rhône (13230), route Mat de Ricca, Lot A8, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, et au titre d'une demande de permis de construire.

Ce projet d'entrepôt logistique dans la zone Distriport, ayant vocation à être loué à des sociétés de stockage de marchandises diverses, sera composé de 12 cellules de stockage de produits secs, de bureaux et locaux sociaux, de locaux techniques, d'un local de sprinklage et réserves d'eau incendie associées, des voiries et places de stationnement, des bassins de régulation des eaux pluviales et de rétention des eaux incendie, et d'espaces verts.

Le dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable. Ce dossier contient une étude d'impact et celui-ci peut être consulté sur site internet aux adresses suivantes :
- <http://www.projets-environnement.gouv.fr>
- <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Ce dossier a fait l'objet de deux (2) avis de l'autorité environnementale pour le volet installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et pour le volet permis de construire (PC) avec les mémoires en réponse correspondants, qui seront consultables à ces adresses et joints au dossier d'enquête publique qui regroupera également les copies des avis des services déconcentrés reçus en préfecture à joindre.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique à la préfecture des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001, 13282 MARSEILLE Cedex 06, Direction de la Citoyenneté, de la Législation et de l'Environnement, Bureau des Installations et des Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (Téléphone : 04.84.35.42.71), et gratuitement, par consultation à partir d'un poste informatique à cette même adresse.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le commissaire enquêteur resteront déposés en mairie de Port Saint Louis du Rhône et de Fos sur Mer du 15 février 2019 au 18 mars 2019 inclus, afin que le public puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables aux heures d'ouverture des bureaux et consigner sur ces registres ses observations et propositions.

Les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur, aux lieux, jours et heures qui auront été fixés dans le présent arrêté. Les observations, propositions pourront être également adressées par voie postale, au commissaire enquêteur à la mairie de Port Saint Louis du Rhône siège de l'enquête et seront tenues à la disposition du public dans les meilleurs délais.

En outre, les observations, propositions pourront être également transmises par courriel au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : pref-velio@bouches-du-rhone.gouv.fr

Les observations du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête. Les observations transmises sous format numérique seront consultables sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Monsieur André François recevra personnellement les observations des intéressés en mairie de :

- **PORT SAINT LOUIS DU RHÔNE :**
à l'adresse suivante pour l'accueil du public pendant les permanences du commissaire enquêteur : Mairie de Port Saint Louis du Rhône, Hôtel de ville, 3 avenue du Port, 13230 Port Saint Louis du Rhône,
- lundi 25 février de 14h00 à 17h00
- mardi 5 mars de 14h00 à 17h00
- mercredi 13 mars de 14h00 à 17h00.

En dehors des permanences du commissaire enquêteur, l'accueil du public se fera à la Direction des services techniques, avenue Marcel Baudin, 13230 Port Saint Louis du Rhône aux horaires d'ouverture des bureaux (9h00-12h00/14h00-17h00)

- **FOS SUR MER :**
à l'adresse suivante : Hôtel de Ville de Fos sur Mer, Avenue René Cassin, BP 5, 13771 Fos sur Mer
- lundi 25 février de 9h00 à 12h00
- mardi 5 mars de 9h00 à 12h00
- mercredi 13 mars de 9h00 à 12h00.

Le public peut également consulter ses observations, propositions s ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation est le Préfet des Bouches-du-Rhône après avis du Conseil Départemental de l'environnement, et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST). Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, soit de refus, soit d'autorisation en tant que décision individuelle. Cette décision sera publiée notamment sur le site Internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

L'autorité compétente pour délivrer le permis de construire est le maire de Port Saint Louis du Rhône sous la forme d'un arrêté municipal. La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations pourront être demandées est : M. Denis LIOTTA, Directeur logistique, MEDIACOVRAC, Tél : 04.91.09.59.02.

Pour le Préfet
le Chef de Bureau
SIGNÉ : Gilles BERTOTHY

ANNONCES OFFICIELLES

HABILITE A PUBLIER PAR ARRETE PREFECTORAL

VAR
toulonpub@lamarseillaise.fr - Tél. 04 91 57 75 42



PRÉFET DU VAR

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté du 23 janvier 2019, le préfet du Var a prescrit et organisé, au titre du code de l'environnement, une enquête publique, sur le projet de concession de la plage naturelle des Marines sur le territoire de la commune de Cogolin.

La plage des Marines a une surface de 13 726 m² et un linéaire de 380 m. Le projet de concession a un taux d'occupation de 17 % et comprend 4 lots : un lot pour les activités de la base de voile municipale, 2 lots de location matelas/parasols et buvette, un lot dédié au club enfant.

Le projet ne nécessite pas d'étude d'impact. Le dossier d'enquête publique sera déposé en mairie de Cogolin, siège de l'enquête, pendant les 31 jours de l'enquête publique, du 18 février 2019 au 20 mars 2019, afin que chacun puisse en prendre connaissance du lundi au jeudi de 8 h 30 à 17 h et le vendredi de 8 h 30 à 15 h 30, consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par courrier postal au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : Mairie - Place de la République - 83310 Cogolin ou par voie dématérialisée en utilisant le formulaire "contact" sur le site internet des services de l'Etat dans le Var (<http://www.var.gouv.fr>).

Madame Elisabeth VARCIN, fonctionnaire d'Etat (E.R.), désignée en qualité de commissaire enquêteur, recevra le public en mairie les jours suivants :

- Lundi 18 février 2019 : de 9 h à 12 h
- Mardi 26 février 2019 : de 14 h à 17 h
- Jeudi 7 mars 2019 : de 14 h à 17 h
- Vendredi 15 mars 2019 : de 9 h à 12 h
- Mercredi 20 mars 2019 : de 14 h à 17 h.

Les informations sur le projet pourront être demandées auprès du préfet, responsable du projet de concession (direction départementale des territoires et de la mer du Var, service domaine public maritime et environnement marin, Boulevard du 112ème Régiment d'Infanterie - CS 31209 - 83070 TOULON CEDEX).

Pendant toute la durée de l'enquête, chacun pourra prendre connaissance de l'avis d'enquête et de l'ensemble du dossier sur le site internet de l'Etat dans le Var. Les observations reçues par courriel seront consultables sur ce site. Cette consultation pourra également se réaliser depuis un poste informatique dédié et installé en Préfecture du Var aux heures d'ouverture de celle-ci.

À l'issue de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public, pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête, en mairie de Cogolin, en préfecture du Var (DDTM du Var, service aménagement durable) et sur le site internet de l'Etat dans le Var.

Le préfet du Var pourra accorder la concession de plage à la commune de Cogolin par arrêté préfectoral.



Ville de Saint-Tropez

ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À L'ABROGATION PARTIELLE DU PLU (PARCELLE BA 442)

Par arrêté municipal N°325/2019 en date du 16 janvier 2019, le Maire de Saint-Tropez a ordonné l'ouverture de l'enquête publique relative à l'abrogation partielle du PLU (parcelle BA 442).

Par décision N°E18000093/93 en date du 18 décembre 2018, a été désigné par M le Président du Tribunal Administratif de Toulon Monsieur André VANTALON, Chargé d'études CETE, suivi de barrages et déchets OM, responsable LGV SEA (er).

L'enquête se déroulera à la mairie du 18 février 2019 au 22 mars 2019 inclus du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 où chacun pourra prendre connaissance du dossier et soit consigner ses observations sur le registre d'enquête, soit les adresser par écrit à l'adresse suivante, Monsieur le commissaire-enquêteur Mairie de Saint-Tropez, BP 161, 83902 Saint-Tropez cedex. Le public pourra consulter le dossier soumis à enquête sur le site internet de la ville www.saint-tropez.fr. Le public peut faire également parvenir ses observations et propositions par courrier électronique à l'adresse suivante : urbanisme@ville-sainttropez.fr

Un point d'accès informatique gratuit est mis à la disposition du public en mairie pendant toute la durée de l'enquête publique du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00 pour consulter le dossier d'enquête publique.

Le commissaire-enquêteur recevra en Mairie aux jours et heures suivants :

- Le 18 février 2019 de 9h30 à 12h00
- Le 01 mars 2019 de 9h30 à 12h00
- Le 22 mars 2019 de 14h00 à 17h00.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur, transmis au Maire dans un délai d'un mois à l'expiration de l'enquête, seront tenus sous délai à la disposition du public à la Mairie de Saint-Tropez, direction de l'urbanisme, 1 rue de la Ponche 83990 Saint-Tropez. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication à leurs frais.

Le Maire,
Jean-Pierre TUVÉRI

3.3- Certificat d'affichage des Mairies



NM/IG - 2019.49-02

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

ARRONDISSEMENT D'ISTRES

MAIRIE DE PORT SAINT LOUIS DU RHONE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Martial ALVAREZ, Maire de PORT SAINT LOUIS DU RHÔNE, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille Provence certifie avoir fait procéder, du 22 janvier 2019 au 18 mars 2019 inclus, à l'affichage de l'Avis d'Enquête Publique en date du 21 janvier 2019 concernant la demande formulée par la société **VELIO** d'exploitation d'un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de Port Saint Louis du Rhône au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, et au titre d'une demande de permis de construire.

Fait pour servir et valoir ce que de droit,
En Mairie de Port Saint Louis du Rhône,
Le 26 mars 2019

Le Maire
Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille Provence

Martial ALVAREZ

A adresser à :

Monsieur André FRANÇOIS, Commissaire Enquêteur, Ingénieur Télécommunication et aéronautique



REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE FOS-SUR-MER

Affaire suivie par : DESGRES ANTHONY
Service Risques Majeurs
N° de téléphone : 04 42 47 71 13
Courriel : anthony.desgres@mairie-fos-sur-mer.fr

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Délivré par le Maire

Je soussigné, Jean HETSCH Maire de la Commune de Fos-sur-Mer, certifie avoir procédé aux formalités d’affichage de l’Avis d’enquête publique relative à la demande formulée par la Société VELIO pour l’exploitation d’un entrepôt logistique sur le territoire de la commune Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Cet affichage a été effectué sous le numéro 2019-41 du 22 janvier 2019 jusqu’au 18 mars 2019 inclus.

En foi de quoi j’ai établi le présent certificat pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Fos-sur-Mer, le 19 mars 2019.

Le Maire,
Jean HETSCH



VILLE DE FOS-SUR-MER
www.fos-sur-mer.fr

BOUCHES-DU-RHÔNE - ARRONDISSEMENT D'ISTRES
HÔTEL DE VILLE - AVENUE RENÉ CASSIN - BP 5 - 13771 FOS-SUR-MER CEDEX
TÉL. : 04 42 47 70 00 - FAX : 04 42 05 52 15

4. - Avis du Conseil Municipal de Port-Saint-Louis-du-Rhône**BORDEREAU D'ENVOI**

Nom de la collectivité : Mairie de Port St Louis du Rhône

Service : Administration Générale

Réfèrent : Nathalie AUBERT 04.42.86.90.18 – n.aubert@portsaintlouis.fr

Liste des pièces adressées à

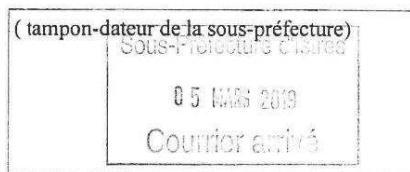
Monsieur le Sous-Préfet d'Istres

DESIGNATION DES PIECES	n°	Date des actes
<u>Nature et objet de l'acte (Délibération)</u>	<u>Numéro de l'acte</u>	<u>Date à laquelle a été pris l'acte</u>
Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés de la métropole Aix Marseille Provence pour l'exercice 2017	2019/007	CM du 26/02/2019
Création de l'impasse des Canotiers et modification de la rue des Ecluses dans le lotissement Cœur Saint Louis au Faubourg Italien	2019/008	CM du 26/02/2019
Avis sur enquête publique : Société WLIFE en vue d'exploiter un entrepôt logistique sur la commune de Port Saint Louis du Rhône et d'obtenir le permis de construire	2019/009	CM du 26/02/2019
Avis sur enquête publique : Société VELIO en vue d'exploiter un entrepôt logistique sur la commune de Port Saint Louis du Rhône et d'obtenir le permis de construire	2019/010	CM du 26/02/2019
Avis sur enquête publique : SARL VIRTUO FOS 1 en vue d'exploiter un entrepôt couvert sur la commune de Port Saint Louis du Rhône et d'obtenir le permis de construire	2019/011	CM du 26/02/2019
Avis sur enquête publique : SARL VIRTUO FOS 2 en vue d'exploiter un entrepôt couvert sur la commune de Port Saint Louis du Rhône et d'obtenir le permis de construire	2019/012	CM du 26/02/2019

Fait à Port St Louis du Rhône, le 28/02/2019 signature du responsable.....

ACCUSE DE RECEPTION :

Déposé en Sous-Préfecture d'Istres le :



DEPARTEMENT DES BDR

(Loi du 5 avril 1884 – Article 56)

ARRONDISSEMENT
D'ISTRESMAIRIE
DE

PORT-ST-LOUIS DU RHONE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE PORT-ST-LOUIS DU RHONE

Travaux-Urbanisme-Accessibilité

2019/010 : Avis sur Enquête Publique : Société VELIO en vue d'exploiter un entrepôt logistique sur la commune de Port Saint Louis du Rhône et d'obtenir le permis de construire

CONSEIL MUNICIPAL DU 26 FEVRIER 2019

L'an deux mille dix neuf et le vingt six février à dix huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune régulièrement convoqué, s'est réuni en séance publique au nombre prescrit par la loi dans la salle Marcel Pagnol, sous la Présidence de Monsieur Martial ALVAREZ, Maire de PORT SAINT LOUIS DU RHONE.

ETAIENT PRESENTS	ETAIENT ABSENTES	PROCURATIONS
Martial ALVAREZ		Philippe CAIZERGUES pour
Frédéric ROUGON		Jérôme BERNARD
Sandrine LUIGI		Cécile DUPONT pour
Ali ABDESSELAM		Marc MINORETTI
Murielle PERES		Maria Dolorès PARRODI pour
Jean Paul GAY		Jean Paul GAY
Najat PILLER		Stéphane NAVARRO pour
Aline CIANFARANI		Frédéric ROUGON
Marie-Françoise BRACCINI		Siv Say TAN pour
Laurent BONFILS		Maryline OXISOGLOU
Jérôme BERNARD		Pierre SPERTA pour
Céline CHAFER		Alain CAVASSILA
Sonia GRACH		Annie STAMATIOU pour
Marc MINORETTI		Jean-Marc CHARRIER
Maryline OXISOGLOU		Paulette PANICHI pour
Joan BERGENEAU		Georgette TAFFIGNON
Philippe FANTESINI		
Roland MONTURLI		
Georgette TAFFIGNON		
Jean Marc CHARRIER		
Alain CAVASSILA		

Madame Aline CIANFARANI est nommée secrétaire de séance.

DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE
ARRONDISSEMENT D'ISTRES
MAIRIE DE PORT SAINT LOUIS DU RHONE

QUESTION N° 2019/010*
MAESTRE NATHALIE

TRAVAUX-URBANISME-ACCESSIBILITE

AVIS SUR DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Concernant la demande de la société VELIO en vue d'être autorisée à réaliser un entrepôt de stockage logistique sur la Plateforme Multimodale DISTRIPORT et pour l'obtention de son permis de construire

Madame Najat PILLER expose : conformément aux articles R 181-36 à R 181-38 du Code de l'Environnement, le Projet de la société VELIO est soumis à enquête publique. Pour réduire les délais d'instruction et la multiplication de documents, il a été décidé de réaliser une enquête publique unique regroupant deux autorisations :

La première concerne :

La demande d'autorisation d'exploiter une plate forme logistique sur un site de 14 hectares sur la zone de DISTRIPORT,

La seconde concerne :

La demande de permis de construire un entrepôt logistique comportant 12 cellules de stockage de 4 000 à 6 000 m² chacune. Le bâtiment comporte par ailleurs, une unité de production photovoltaïque sur sa toiture.

Le dossier présenté décrit le projet de construction, la prise en compte du risque, son impact sur l'environnement, sur la santé et la qualité de l'air.

L'enquête publique se déroule en Mairie de Port Saint Louis du Rhône et de Fos sur Mer du 15 février 2019 au 18 mars 2019.

Conformément à l'article R 181-38 du Code de l'Environnement, le Conseil Municipal doit donner son avis sur les dossiers déposés.

La zone de DISTRIPORT sur laquelle doit se réaliser le projet a été créée pour recevoir ce type d'installation dont l'impact économique est essentiel pour l'ensemble du territoire. L'entreprise prévoit d'employer environ 300 personnes.

Pour autant ces installations doivent prendre en compte l'environnement naturel et humain qui les entoure.

Le porteur du projet considère que la voie est adaptée. Il annonce dans son dossier d'enquête publique que le fonctionnement de l'entreprise apporterait presque 7% de trafic routier en plus et que sa liaison au fer réduirait cet impact à 5%. Bien que le fer soit envisagé, l'impact routier supplémentaire n'est pas négligeable.

En effet, les entrepôts qui s'implantent sur DISTRIPORT n'apportent chacun qu'une centaine de camions de plus par jour. Mais mis bout à bout nous en retrouvons tous les jours des milliers.

Considérant, l'effort produit par cette société quant à l'utilisation ultérieure de la voie ferrée au sein de ses entrepôts ainsi que son engagement à réaliser un plan de déplacement d'entreprise (PDE)

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'émettre un avis favorable à la demande formulée par la Société VELIO, sous réserves :
 - ↳ Que la voie ferrée soit utilisée de façon optimale entraînant ainsi la réduction des vacations poids lourds au strict minimum,
 - ↳ Que le PDE soit réalisé et mis en place,
 - ↳ Que l'engagement pris par le GPMM d'assumer d'éventuelles mesures compensatoires liées aux études complémentaires relatives à la destruction d'espèces protégées soit respecté,
 - ↳ Que l'engagement pris par le Conseil Départemental de doubler la RD 268 permettant le développement de l'activité sur la ZIP de FOS soit respecté.

Où cet exposé, le Conseil Municipal adopte la délibération à l'unanimité

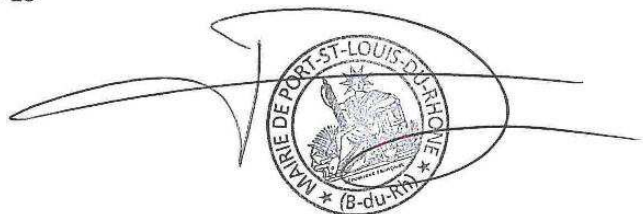
Fait et délibéré les jour mois et an que dessus et ont les membres présents signé après lecture

Certifiée exécutoire
conforme,
Compte tenu d'un affichage le
Et d'une transmission en Sous-Préfecture le
Le Maire



Pour extrait

Le Maire



5. - Avis des autorités concernées

5.1-Avis de l'ARS



PREFECTURE DES B-D-R
COURRIER ARRIVE LE

29 JAN. 2018

PREFECTURE DES B-D-R
ARRIVEE
DCLE

31 JAN. 2018

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
DE LA LEGALITÉ ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS
ET TRAVAUX RÉGLEMENTÉS
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

— Délégation territoriale des Bouches-du-Rhône

Merci de rappeler impérativement
la référence de ce courrier et l'objet

Affaire suivie par : Françoise COUSTES
Courriel : francoise.coustes@ars.sante.fr

Téléphone : 04.13.55.82.31
Télécopie : 04.13.55.82.63

Réf : DT13/SE/ERS/VELIO-IC17
PJ :

Date : 19 janvier 2018

Objet : Consultation pour avis de l'autorité environnementale - Installations classées non IED.
Projet de plateforme logistique VELIO - dans la zone de DISTRIPORT sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.
Pétitionnaire : Société VELIO.
Dossier N° 2017-229A (version septembre 2017) reçu par mail le 12 décembre 2017.

DCLE

Bureau des installations et des travaux
réglementés pour la protection des milieux

Place Félix Baret - CS 80001
13282 Marseille Cedex 06

A l'attention de madame OUAKI

Textes de référence pour les évaluations des risques sanitaires, ERS, dans les études d'impact :

- Code de la Santé Publique notamment l'article L. 1435-1,
- Article L.122-3 du code de l'environnement,
- Guide méthodologique pour l'évaluation des risques sanitaires de l'INERIS (2003),
- Guide pour l'analyse du volet sanitaire des études d'impact de l'InVS - circulaire DGS 3/2/2000,
- Préconisations de l'Observatoire des Pratiques de l'Evaluation des Risques Sanitaires dans les Etudes d'Impact (OPERSEI),
- Circulaire DGS/SD7B/2005/273 du 25 février 2005 relative à la prise en compte des effets sur la santé de la pollution de l'air dans les études d'impact des infrastructures routières,
- Rapport du Haut Conseil de la Santé Publique « Evaluation des risques sanitaires dans les analyses de zone - Utilité, lignes méthodologiques et interprétation - Décembre 2010 »,
- Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires - Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les Installations Classées - INERIS (2013),
- Circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation,
- Note d'information DGS/EA1/DGPR/2014/307 du 31 octobre 2014 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations des risques sanitaires dans le cadre des études d'impact et de la gestion des sites et sols pollués.

EXAMEN DU DOSSIER

Le présent dossier concerne la création d'un entrepôt logistique par la société VELIO sur le lot A8. Le projet s'insère au sein de la zone industrielle-portuaire de DISTRIPORT, d'une superficie de 168 hectares qui prévoit 160 hectares pour la logistique.

L'entrepôt sera constitué de 12 cellules de stockage dont une scindée en 2 cellules, de bureaux et locaux sociaux, de locaux techniques, d'un quai ferré, d'une unité de production d'énergie photovoltaïque l'emprise au sol des bâtiments représentera environ 70 068 m² en 2 phases (phase 1 36 670 m² et phase 2 33 398) sur un terrain d'une surface totale d'environ 14 hectares L'entrepôt est voué au stockage de marchandises diverses non dangereuses. L'entrepôt logistique sera desservi par le réseau ferré afin de favoriser le transport ferroviaire de marchandises, et liés directement aux activités maritimes du Port de Marseille.

La société VELIO souhaite implanter un entrepôt « blanc » c'est-à-dire qu'il est conçu sans connaître son utilisation future, donc sa destination et son contenu final. L'entrepôt sera loué à une ou plusieurs sociétés pour le stockage de marchandises diverses.

Agence régionale de santé - Délégation territoriale des Bouches-du-Rhône - 132 Bd de Paris 13003 MARSEILLE
Adresse postale : CS 50039 - 13331 Marseille cedex 03
Standard : 04 13 55 80 10 / Fax : 04 13 55 80 45
www.ars.paca.sante.fr

1/3

Le projet s'accompagne de la mise en place de panneaux photovoltaïques en toiture de l'entrepôt. La puissance électrique installée sera de 6,86 MWc, l'énergie produite sera d'environ 8 970 MWh/an pour les 2 phases.

Ce dossier, présenté sous la responsabilité du pétitionnaire, m'amène à faire les remarques suivantes, en l'état actuel des connaissances :

I. Examen de l'étude des effets du projet sur la santé des riverains

Le projet concerne une installation classée qui n'est pas mentionnée à l'annexe I de la directive n°2010/75/UE relative aux émissions industrielles (IED).

La circulaire du 9 août 2013 prévoit pour ces installations, à l'exception des installations de type centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers, que l'analyse des effets sur la santé requise dans l'étude d'impact soit réalisée sous une **forme qualitative**. La quantification des risques sanitaires n'est pas demandée.

Les effets du projet sur la santé des riverains sont présentés dans la partie 13.3 et 13.4.7 de l'étude d'impact.

Ils sont présentés selon le cadre méthodologique défini par la circulaire du 9 août 2013 : la démarche d'évaluation qualitative des risques sanitaires qui comprend l'identification :

- des substances émises pouvant avoir des effets sur la santé ;
- des enjeux sanitaires ou environnementaux à protéger ;
- des voies de transfert des polluants.

Les habitations les plus proches sont situées à environ 1,9 km au sud-ouest du site. Aucun établissement recevant du public n'est recensé dans un rayon de 1,8 km.

Le bâtiment a été conçu afin de permettre la création d'un branchement au réseau ferré afin de favoriser le transport ferroviaire et multimodal. Les mouvements quotidiens induits par l'activité du site seront 300 rotations/jour pour les véhicules légers et 300 rotations/jour pour les poids lourds. La mise en place du quai fer, permettra de diminuer de 40% le nombre de PL par jour (de 300 à 180 rotations/jour pour les PL)

L'étude indique que les seuls polluants émis au niveau du site sont liées au trafic routier.

Une évaluation des émissions de polluants induites par le trafic lié à l'activité a été réalisée.

Les émissions de polluants représenteront une augmentation d'environ 5,61 % pour la partie Est de la RD 268 et environ 6,06% pour la partie Ouest de la RD 268, en moyenne tous polluants confondus. Les polluants qui comptent la plus forte augmentation sont les COV avec une évolution de 6,5% sur la partie Est de la RD 268 et le benzène avec une évolution de 7,4 % pour la partie Ouest de la RD 268. La simulation sans branchement au réseau ferré montre que les émissions polluantes augmenteraient d'environ 8,27 % (en moyenne tous polluants confondus) pour la partie Est de la RD 268.

Le trafic sera réparti sur l'ensemble de la journée. Les poids-lourds ne transiteront pas par le centre-ville des communes voisines.

L'étude conclut : « Le risque sanitaire est considéré comme acceptable de par la nature des rejets. De plus, le projet prévoit un branchement rail qui à terme pourront permettre de diminuer le trafic poids lourds et la proximité avec de la zone Distriport avec le terminal à conteneurs permet de limiter l'impact du trafic : la distance parcourue sur les voies de la zone est courte. »

Les résultats de l'évaluation de l'exposition et des caractéristiques des risques ne nécessitent pas la réalisation d'une évaluation quantitative des risques sanitaires.

II. CONCLUSION

II.1 Evaluation de la qualité de l'étude des risques sanitaires et de la prise en compte de l'enjeu sanitaire dans le projet

La qualité de l'étude des effets des émissions de substances chimiques liées au projet sur la santé des riverains est satisfaisante

Conformément à la circulaire du 9 août 2013, les risques sanitaires chroniques n'ont pas été quantifiés, une évaluation qualitative est présentée.

Toutefois, l'incidence du trafic de l'ensemble de la zone DISTRIPORT, autorisée au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 par arrêté préfectoral n°95-221/19-1995 E-A du 2 novembre 1995 et par l'arrêté préfectoral complémentaire n°36-2007-EA du 27 septembre 2007, n'a pas fait l'objet d'une étude particulière malgré l'importance du trafic induit par l'activité de logistique seule activité de la zone.

Mes services ne souhaitent pas être de nouveau consultés sur ce dossier.

II.2 Prescriptions techniques et de surveillance à prendre en compte dans l'arrêté d'autorisation

Il convient de prendre en compte les prescriptions suivantes dans l'arrêté d'autorisation :

- la pose d'un dispositif anti-retour d'eau afin de protéger le réseau public d'eau potable.
- le projet intègre la création de bassins de rétention d'eau pluviale. Compte tenu de l'implantation du moustique *Aedes albopictus*, ou moustique tigre, dans le département depuis 2010, la présence d'eau stagnante dans les bassins constitue un risque de développement de ce moustique dans le secteur du projet. Il est conseillé au pétitionnaire de se rapprocher de l'EID (Entente Interdépartementale pour la Démoustication) pour obtenir les informations et conseils concernant l'aménagement afin de limiter la prolifération du moustique tigre dans le cadre de ce projet.

Pour le Préfet des Bouches-du-Rhône
Philippe ZADJIAN
Philippe ZADJIAN

COPIE par courriel : DREAL, arnaud.zadjian@developpement-durable.gouv.fr

Agence régionale de santé - Délégation territoriale des Bouches-du-Rhône - 132 Bd de Paris 13003 MARSEILLE
Adresse postale : CS 50039 - 13331 Marseille cedex 03
Standard : 04 13 55 80 10 / Fax : 04 13 55 80 45
www.ars.paca.sante.fr

3/3

5.2-Avis du Service Régional d'Archéologie de la Direction des Affaires Culturelles

Port-Saint-Louis-du-Rhône, Société VELIO permis de construire et d'exploitation d'un entrepôt logistique ; arrêté préfectoral du 18 janvier 2019 M. le Préfet des Bouches-du-Rhône; enquête du 15/02/2019 au 18/03/2019- Annexes

25/114

1991 repris par PB

AUT → SS → PB

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES B-D-R
ARRIVÉE
19 FEV. 2018

PREFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

PREFECTURE DES B-D-R
COURRIER ARRIVE LE
19 FEV. 2018

BUREAU DES INSTALLATIONS
ET TRAVAUX RÉGLEMENTÉS
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX
Préfecture des Bouches du Rhône
Direction des Collectivités Locales de l'Utilité Publique
et de l'Environnement
Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour
la Protection des Milieux
Place Félix Baret
CS 80001
13282 MARSAILLE Cedex 06

Direction régionale
des affaires culturelles
Service régional de l'archéologie
Téléphone: 04-42-99-10-00
Télécopie: 04-42-99-10-01

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
DE LA LÉGITIMITÉ ET DE
L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par:
Françoise TRIAL

Poste:
04 42 99 10 15

N° 712

Aix-en-Provence, le 13/02/2018

Réf SRA: FT 2018/26864

Objet : 13 - PORT SAINT LOUIS DU RHONE - rue du Mas de Ricca - lot A8 - EI
13078 327

Je vous informe que je n'édicterai, sur le projet cité en objet, aucune prescription archéologique en application de la réglementation relative à l'archéologie préventive (livre V du Code du patrimoine).

Je vous rappelle toutefois qu'en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques vous avez l'obligation d'en faire la déclaration immédiate auprès du maire de la commune concernée conformément à l'article L.531-14 du code du patrimoine, et je vous remercie d'en informer mes services.

Pour le Directeur Régional des Affaires Culturelles
Le Conservateur Régional de l'Archéologie
Xavier DELESTRE

Direction régionale des affaires culturelles
Service régional de l'archéologie
Bât. Austerlitz - 21 allée Claude Forbin - CS 80783 - 13625 Aix-en-Provence cedex 1

5.3-Avis de l'INAO



INSTITUT NATIONAL
DE L'ORIGINE ET DE
LA QUALITÉ

Le Délégué Territorial

Dossier suivi par Patrice JADAULT

Tel. : 04.94.35.74.07
Fax : 04.94.65.89.43
Mél : p.jadault@inao.gouv.fr
Ref. : PJ : 0114122017

20 DEC. 2017
DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
DE LA LEGALITÉ ET DE
L'ENVIRONNEMENT

La Directrice de l'INAO
à
Mr Le Préfet
Préfecture des Bouches-du-Rhône
Direction des Collectivités Locales,
De l'Utilité Publique et de l'Environnement
Place Félix Baret CS 80000
13282 MARSEILLE Cedex 06

AUT → S → FM
M

A l'attention de Mme MEZIANI

Objet : Société: VELIO
Demande d'autorisation d'exploiter une plateforme
logistique sur le lot A8 de la zone Distrilport sur la
commune de Saint-Louis-du Rhône.

La Valette-du-Var, le 14 décembre 2017

Par courrier en date du 07 décembre 2017, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, la demande d'autorisation d'exploiter une plateforme logistique sur le lot A8 de la zone Distrilport à Port-Saint-Louis-du Rhône, présentée par la Société VELIO.

La commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône est incluse dans l'aire géographique de l'AOC : « Taureau de Camargue » et dans les aires géographiques des IGP : « Riz de Camargue », « Méditerranée », « Pays des Bouches-du-Rhône » et « Miel de Provence ».

Après étude du dossier, je vous informe que l'INAO ne s'oppose pas à cette demande d'autorisation d'exploiter cette installation classée pour la protection de l'environnement sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, dans la mesure où ce projet n'affecte pas les activités liées aux AOC et IGP.

La Directrice : Marie GUITARD
Par délégation Le Délégué Territorial
Emmanuel ESTOUR

INAO - Unité Territoriale Sud-Est
Ingénieur Tervoir
Parc Technologique Vulgorn, Bâtiment C
Avenue Alfred Kastler - 834160 La Valette-du-Var
TEL. : 0 494 357 467 / TELECOPIER : 0 494 658 943
www.inao.gouv.fr

5.4-Avis de la DDTM



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction départementale
des Territoires et de la
Mer
Service de
l'Environnement

Marseille, le 13/02/2018

Le Directeur
à

Préfecture des Bouches-du-Rhône
Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux
MEZIANI Farida
Boulevard Paul PEYTRAL
13282 Marseille cedex 20

Affaire suivie par :
Magali MARQUE Tél. : 04.91.28.41.45
Courriel : magali.marque@bouches-du-rhone.gouv.fr

**Objet : Contribution de la DDTM à l'instruction du dossier d'autorisation ICPE de la société Vêlio
-- Commune de Port Saint Louis du Rhône (13).**

En date du 07 décembre 2017, vous avez sollicité la contribution de la DDTM des Bouches-du-Rhône pour contribution à l'instruction du dossier cité en objet.

En réponse à cette demande, j'ai l'honneur de vous communiquer, ci-après, la contribution de la DDTM à l'instruction du présent dossier.

I.- Avis au titre de la Police de l'Eau

Conformément à l'article R 512-21 du Code de l'Environnement, nous avons consulté ce dossier de demande d'autorisation au titre de la Police de l'Eau.

Nous avons pris bonne note que :

- Le site est alimenté par le réseau public d'eau potable. Les ouvrages de prélèvement seront équipés de dispositifs de mesures totalisateurs et de dispositifs de disconnection pour éviter tout risque de pollution du réseau d'alimentation.
- L'assainissement des eaux usées domestiques est assuré par une station de traitement autonome implantée sur site en raison de l'absence de réseau d'assainissement collectif à proximité du projet et conformément à l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral de la zone en date du 02 novembre 1995. Les eaux usées traitées sont rejetées dans le milieu naturel (filtre à sable). Compte-tenu de la présence d'une nappe à faible profondeur, il est proposé d'installer :
 - Un dégrilleur,
 - Une fosse toutes eaux (pré traitement),
 - Un bac décolloïdeur (protection des systèmes d'épandage : pérennité de l'installation),

Siège : 16, rue Antoine Zattara - 13 332 Marseille cedex 3 - Tél : 04 91 28 40 40
site Internet : www.bouches-du-rhone.gouv.fr

- o Un filtre à sable vertical situé hors des plus hautes eaux de la nappe.

L'installation répond aux exigences réglementaires suivantes :

- o Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅,
 - o L'installation d'assainissement collectif fera l'objet d'une demande d'autorisation auprès de la société des Eaux de Provence, délégataire du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) du territoire Istres Ouest Provence dont fait partie Port Saint-Louis du Rhône.
- Le projet sera construit en deux phases. Lors de chaque phase les moyens adaptés seront mis en œuvre pour permettre le traitement des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel :
- o Phase 1 : il sera réalisé trois bassins de rétention :
 - Bassin 1, étanché, recevra les eaux pluviales de la moitié de la toiture du bâtiment et de la voie pompier à l'arrière du bâtiment,
 - Bassin 2, étanché, récoltera toutes les eaux pluviales des voiries lourdes et légères,
 - Bassin 3, non étanché, sera une noue où sera rejetée la moitié de la toiture du bâtiment.
 - o Phase 2 : Il sera réalisé deux bassins de rétention :
 - Bassin 4, étanché, recevra les eaux pluviales de la moitié de la toiture du bâtiment et toutes les eaux pluviales des voiries lourdes et légères,
 - Bassin 5, non étanché, sera une noue où sera rejetée la moitié de la toiture du bâtiment.

Ces bassins sont dimensionnés de telle sorte qu'ils permettent de réguler le rejet des eaux pluviales conformément aux débits de fuite imposés par le port pour les différents bassins versants interceptés par le projet et en prenant en compte une pluie d'occurrence à 10 ans. Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées seront traitées par des séparateurs d'hydrocarbures. Les eaux rejetées dans le réseau pluvial de Distriport respecteront les valeurs limites définies dans l'arrêté du 02 novembre 1995. Les eaux pluviales non souillées seront évacuées par un réseau spécifique et rejoindront directement les bassins/ noues de compensation prévus sur le site.

Les bassins étanches serviront également au confinement des eaux d'extinction incendie. Des vannes, asservies à la détection incendie, permettront le confinement des bassins.

- Les dispositions mise en œuvre sur le projet permettent de répondre aux neuf orientations fondamentales du SDAGE. L'exploitation du site sera conforme

Ce dossier répond aux préoccupations de la DDTM en matière de Police de l'Eau. Il permet d'apprécier les conséquences de l'aménagement sur les milieux aquatiques et de s'assurer que les dispositions de l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement en vue de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ont été respectées.

II- Contribution à l'avis de l'AE

Enjeux eaux

Compte tenu de la situation de l'activité au regard des milieux aquatiques et des usages locaux, l'étude d'impact est détaillée. Le dossier identifie parfaitement les impacts potentiels durant les phases de chantier et d'exploitation.

Néanmoins, le dossier n'arrête pas définitivement le type de fondations et les dispositions constructives correspondantes.

Au regard de la proximité des eaux souterraines, le pétitionnaire doit s'assurer que la construction

n'impacte d'aucune manière la nappe souterraine.

Le cas échéant, il transmet avant toute intervention au service police de l'eau, pour avis et validation, les solutions techniques retenues lors des phases ayant un risque de pollution sur le milieu aquatique. Ce dossier fera apparaître l'organisation projetée et les dispositions mises en œuvre pour préserver le milieu naturel.

Enjeux Natura 2000

L'étude Faune/Flore comme l'EIN2000 du projet VELIO présente les lacunes et les faiblesses suivantes:

1) Description du projet

Le projet est insuffisamment décrit : le dossier indique qu'il sera réalisé en 2 phases. Néanmoins, aucun détail dans l'EIN2000 ou ailleurs n'est donné sur ces 2 phases (localisation et calendrier pour la phase 1 et 2). Cette absence d'information ne permet pas de caractériser les effets du projet sur le milieu naturel.

2) État initial

Le dossier fait état d'une recherche bibliographique très restreinte et parfois obsolète :

L'expertise faune/flore datant de mars 1995 est réalisée dans le cadre de l'étude d'impact de l'aménagement de la zone de Distriport.

L'EIN2000 simplifiée de la plate-forme logistique de la société GCA Logistics située plus au sud du projet VELIO.

L'aire d'étude annoncée se limite à l'emprise du projet, alors qu'elle devrait être étendue à l'aire d'influence du projet autant pour la phase exploitation que pour la phase chantier.

Un unique passage sur le terrain a été effectué le 21/09/2017 à une période peu propice à la détection des enjeux écologiques. Lors de ce passage, seuls 2 points d'écoute de 25 minutes ont été réalisés. Ce passage s'est limité à la zone actuellement remblayée et a évité les recherches dans la zone non encore remblayée où des enjeux relictuels pouvaient être présents. Enfin, compte tenu du faible intérêt écologique de la zone, les compartiments reptiles, amphibiens et insectes n'ont pas été spécifiquement investigués.

C'est également avant remblaiement de la zone que le passage sur le terrain aurait dû avoir lieu. La partie ouest du site n'est pas encore remblayée ou est en cours de remblaiement. Les récentes photos aériennes (Google Earth 26/03/2016) le confirment. Si sur la zone remblayée, les enjeux paraissent très limités, des enjeux relictuels pourraient subsister sur la partie ouest en contact avec la zone humide de 11ha qui doit être préservée selon les dispositions du 27/09/1995 et de l'arrêté du 02/11/1995. En effet, cette zone fait partie de la ZNIEFF "Salins du Caban et du Relai, Étang de l'Oiseau" potentiellement mise en place pour sa richesse faunistique et floristique.

En ce qui concerne les chiroptères, aucun recueil de donnée n'a été diligenté et le dossier fait appel à une étude menée en 2013 dans le cadre du dossier GCA Logistics situé plus au sud du projet. Cette étude montrait pourtant que le site était particulièrement utilisé par les chauves-souris, mais qu'aucune espèce du Formulaire Standard de Données du site "Marais entre Crau et Grand Rhône" n'avait été observée. L'EIN2000 se base sur la proximité du site de projet avec celui de GCA Logistics pour conclure qu'aucune espèce inscrite au FSD du site n'utilise le site du projet VELIO. Compte tenu de cet enjeu potentiel, des investigations complémentaires auraient dû être menées.

Cette étude faune/flore, l'EIN200 et le passage sur le terrain ne sont donc pas de nature à permettre l'identification des enjeux sur le site et ses fonctionnalités.

Au regard de cet état initial lacunaire, les conclusions reportées en pages 100 à 103 de l'étude d'impact relatives aux habitats, à la flore ou la faune, ne sont pas argumentées et restent partielles.

3) Évaluation des effets

Compte tenu de cette faiblesse de l'état initial, l'évaluation des effets n'est pas possible et remet en question les éléments des pages 168 et 169 de l'étude d'impact.

L'EIN2000 exclut tout effet direct du projet sur la zone d'emprise, du fait de l'absence d'enjeux alors que l'évaluation des enjeux s'est limitée à la partie remblayée. Or le remblaiement de la partie ouest pourrait occasionner une perte d'habitat et de fonctionnalités pour certaines espèces.

Les effets indirects du projet, notamment sur sa zone d'influence ne sont pas suffisamment abordés. Or, compte tenu de sa proximité avec la zone humide qui réglementairement doit être préservée dans son périmètre et surtout dans sa fonctionnalité, le projet pourrait être impacté notamment en phase de travaux. (transport de polluants, transports de particules fines par lessivage des sols terrassés, modification du fonctionnement hydraulique du secteur du fait des travaux).

La phase d'exploitation, comme la phase chantier, pourrait être source de dérangement pour l'avifaune présente dans le site N2000 voisin. Les espèces lucifuges, dont les chiroptères pourraient être impactées.

4) Mesures proposées

Certaines mesures proposées en page 187 de l'étude d'impact sont pertinentes mais restent hypothétiques et difficiles à évaluer du fait des lacunes de l'état initial et de l'évaluation des effets. (calendrier des travaux, éclairage, végétalisation pour éviter le lessivage).

Compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme

Le projet est compatible avec la DTA et le SCOT OEB.

Actuellement, les communes de Port saint Louis du Rhône et Fos sur Mer sont en RNU : le règlement de la ZAC de Fos s'applique.

Les PLU des deux communes sont en cours d'élaboration et devraient être approuvés en 2018 : ils devront intégrer la ZAC de Fos.

- Cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés (page 180 du DDAEU)

Les projets Virtuo 1 et Virtuo 2 ne sont pas intégrés à l'analyse.

Dans le cadre de la consultation de la cartographie interactive des Servitudes d'Utilité Publique de la DDTM, le projet pourrait se situer dans l'emprise de la servitude PT2 « Protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles - Falsceau Hertzien Pic de Bertagne-Espiguet » gérée par le ministère des armées (USID Istres).

Le porteur de projet devrait se rapprocher du gestionnaire de cette servitude afin de convenir des conditions nécessaires au respect de cette servitude.

Enjeux risques

- Le risque technologique ;

Le projet est situé au sein du périmètre d'étude du PPRT Fos Ouest, prescrit par AP du 3 décembre 2012.

- Le risque inondation :

Le Plan de Prévention des Risques Naturels Inondation par débordement du Rhône et submersion marine de la commune de Port Saint Louis du Rhône a été approuvé par AP du 21 juin 2016.

Comme indiqué dans le dossier, le projet est bien situé en zone Espace Stratégique en Mutation 1

(aléa modéré) et Espace Stratégique en Mutation 2 (aléa fort).

Un tel projet est interdit en ESM 2 sauf s'il est considéré comme un équipement d'activité portuaire ou un bâtiment d'activité économique strictement lié au nautisme.

De plus, le premier plancher de la construction correspond au plancher le plus bas de cette construction quel qu'en soit son usage, y compris le stockage. Celui-ci doit être positionné à une altimétrie de 2,40m NGF minimum.

Les dispositions spécifiques à la zone ESM 1 interdisent les remblais, sauf s'ils sont directement liés à des opérations autorisées ou nécessaires à des travaux de réduction de vulnérabilité, et à condition qu'ils soient limités à l'emprise des ouvrages, installations et aménagements autorisés (constructions, rampe d'accès, zone de repli pour animaux) et dans le respect des dispositions prévues par le code de l'environnement.

Le dossier indique que les opérations de remblais seront limitées au strict nécessaire pour le projet : l'absence d'altimétrie (avant/après) sur les plans, ne permet pas d'analyser précisément cet aspect.

Enfin, le règlement écrit du PPRI exige la mise en place d'un mode de gestion de crise. Le document pourrait être plus explicite quant aux modalités de mise en œuvre (mise en sécurité des personnes et gestion des aires de stationnement).

Le Directeur Adjoint
des Territoires et de la Mer 13
Pascal JOBERT

5.5-Avis de la DREAL



PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE

PREFECTURE DES B-D-R
ARRIVÉE
DCLE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Martigues, le 18 décembre 2018
3 JAN. 2019

Unité Départementale des Bouches du Rhône
Subdivision de Martigues
Route de la Vierge
CS1
13696 – Martigues Cedex

PREFECTURE DES B-D-R
COURRIER ARRIVE LE

BUREAU DES INSTALLATIONS
ET TRAVAUX REGLEMENTES
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

03 JAN. 2019

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
DE LA LEGALITÉ ET DE
L'ENVIRONNEMENT

Rapport de l'Inspection
de l'Environnement

Référence : AZ/MB – D 01419-2018
n° SIIC : 64-13047 – P3
Affaire suivie par : ARNAUD ZADJIAN
arnaud.zadjian@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 04.42.13.01.15 – Fax : 04.42.13.01.29

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
Société VELIO à Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Réf. : Votre transmission du 13 octobre 2017.

P.-J. : 1 - Avis des organismes et des services consultés.
2 - Courrier du GPMM en date du 10 décembre 2018. } transmis par mail

Dossier suivi par : Mme MEZIANI → Repris par PB

**Rapport de l'inspection de l'environnement chargée des installations classées
relatif à l'examen de la demande d'autorisation environnementale unique en vue
d'exploiter un entrepôt couvert par l'autorité environnementale et les différents
services et organismes consultés avant l'enquête publique.**

Nom du pétitionnaire : **M. Marc LIOTTA (Président)**
Nature de l'évaluation environnementale : **Étude d'Impact**
Projet : **SAS VELIO**
Située sur la commune de : **Port-Saint-Louis-du-Rhône (13)**
Dossier déposé auprès du préfet de département le : **29 septembre 2017**
Dossier complété le : **26 avril 2018 et le 3 août 2018**
Accusé-réception du dossier : **7 décembre 2017**

Par transmission reçue le 16 novembre 2017, vous m'avez adressé la demande d'autorisation
environnementale unique visée en objet.

L'accusé réception du dossier a été réalisé en date du 7 décembre 2017.

Par courrier en date du 16 février 2018 suite à la consultation des services et à l'examen sur le fond du
dossier, j'ai demandé des précisions ou améliorations au pétitionnaire qui ont été remises en dates des
26 avril 2018 et 3 août 2018.

Ce dossier a alors été soumis à l'avis de l'autorité environnementale.

Adresse postale du siège :
DREAL PACA
16, rue Antoine Zattara
CS 70248
13331 MARSEILLE cedex 03

www.paca.developpement-durable.gouv.fr

1/8

1. PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER

1.1. Le pétitionnaire

Raison sociale : VELIO.

Siège social : 17 avenue André Roussin – 13016 MARSEILLE 16.

Adresse du site : Zone Logistique Distriport – Lot A8 – Route du Mat de Ricca – 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE.

Statut juridique : SASU.

N° de SIRET : 832 419 238 00015.

N° de SIREN : 832 419 238.

Nom et qualité du demandeur : M. Denis LIOTTA (Président).

Capital : 100 000 euros.

1.2. Le site d'implantation

Le projet est situé dans la zone d'activité logistique du Distriport sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône dédiée à l'implantation d'entrepôts de stockage.

La surface totale du site est d'environ 14 hectares.

Les habitations les plus proches se trouvent à environ 2 km du site.

1.3. Les droits fonciers

Le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) est propriétaire du terrain.

Il est actuellement sous compromis de vente à la société VELIO.

1.4. Le projet

Le projet consiste en la création d'un entrepôt couvert constitué de 12 cellules de stockage dont 10 cellules d'une surface unitaire d'environ 5 700 m² et deux cellules d'une surface unitaire d'environ 4 000 m².

La surface de l'entrepôt est d'environ 67 048 m² et son volume d'environ 859 060 m³.

1.4.1. Autorisations sollicitées

Le pétitionnaire sollicite par la présente demande uniquement l'autorisation d'exploiter une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

1.4.2. Situation actuelle de l'ICPE

Il s'agit d'un nouveau projet.

1.4.3. Installations classées et régime

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité projetée
1510-1	A	Stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 1. Supérieur ou égal à 300 000 m ³ .	859 060 m ³
1530-1	A	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 50 000 m ³ .	210 830 m ³
1532-1	A	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur à 50 000 m ³ .	211 350 m ³
2662-1	A	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 40 000 m ³ .	(1) 179 450 m ³
2663-1-a	A	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 45 000 m ³ .	
2663-2-a	A	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 80 000 m ³ .	
2925	D	Ateliers de charge d'Accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	480 kW
4802-2-a	DC	Fabrication, emploi, stockage de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009. 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	300 kg
1436	NC	Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de).	99 t
1450	NC	Solides inflammables (stockage ou emploi de).	50 kg
1630	NC	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de).	100 t
2171	NC	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole.	200 m ³

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité projetée
2910-A	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.	0,8 MW
4320	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	14 t
4321	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	490 t
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	49 t
4441	NC	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3.	1,5 t
4510	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	19 t
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	90 t
4734-2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages.	2,55 t
4741	NC	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].	19 t
4755-1	NC	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.	200 t
4755-2	NC	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 %.	49 m ³
4801	NC	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.	49 t

A autorisation

D (C) déclaration (avec contrôles périodiques)

NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A, ou AS, ou A-SB

(1) Il s'agit du volume maximal de produits classés au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement présent dans l'établissement à répartir par rubrique.

Capacité projetée : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'établissement n'est pas classé sous le régime SEVESO seuil bas ou seuil haut d'après le calcul effectué sous la responsabilité du pétitionnaire selon les règles de calcul de la directive SEVESO III.

Le site n'est pas assujéti à la constitution de garantie financière au titre de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

1.5. Les inconvénients et les moyens de prévention

L'inconvénient significatif du projet est l'impact sur la faune et la flore.

Afin de prendre en compte cet impact, le pétitionnaire propose la mise en œuvre des mesures principales suivantes :

- Mesure R2 : Proscrire tout stationnement d'engins de chantier et tout dépôt de matériaux potentiellement polluants à proximité des cours d'eau ou au sein des zones à enjeu ;
- Mesure R3 : Limitation et adaptation de l'éclairage – Evitement de l'effarouchement de certaines espèces de chauves-souris ;
- Mesure R4 : Adaptation de la clôture en périphérie des sites industriels au passage de la faune ;
- Passages d'un écologue avant, pendant et après les travaux de construction.

Aucune mesure d'évitement n'a pu être proposée du fait de la nature du projet.

L'aménageur de la ZAC du Distriport, le Grand Port Maritime de Marseille (GPM), a également en charge la mise en œuvre des mesures principales suivantes :

- Mesure R1 : Amélioration de l'état de conservation et des fonctionnalités écologiques des canaux de ceinture ;
- Mesure C1 : Amélioration des connaissances locales sur la biodiversité et les écosystèmes, actions soutenues durablement de restauration écologique et mise en place d'une gestion pérenne, adaptée à la biodiversité locale en contexte fortement vulnérable ;
- Mesure C2 : Recréer une continuité écologique entre l'actuelle zone compensatoire et les écosystèmes au nord de la route départementale ;
- Déplacements d'espèces végétales et animales remarquables.

L'actualisation de l'étude faune/flore réalisée au cours de l'instruction de ce dossier a révélé l'existence de nouvelles espèces ou d'habitats protégés qui n'avaient pas été recensés lors de la création de la zone logistique Distriport en 1995.

À l'issue de ce complément d'étude il s'est avéré que l'ensemble des projets sur cette zone pouvait altérer des espèces animales ou végétales protégées et nécessitait par conséquent, outre une demande de dérogation à la destruction d'espèces (DEP), une augmentation drastique des mesures compensatoires proposées initialement par le GPM.

Cette mesure concernant la totalité de la zone Distriport, il a été convenu que la procédure de DEP serait portée par le GPM sur la base du courrier d'engagement joint au présent rapport et non par les porteurs de projet pris individuellement.

Une fois la DEP instruite avec proposition d'augmentation des zones de compensation, les mesures Éviter – Réduire – Compenser (ERC) seront suffisantes pour le respect des intérêts à protéger.

1.6. Les risques et les moyens de prévention

Le risque significatif du projet est l'incendie de produits combustibles stockés dans l'entrepôt.

Le pétitionnaire prévoit la mise en œuvre de moyens de prévention et de protection tels que :

- des murs coupe-feu de degré 2 heures entre les cellules ;
- des extincteurs ;
- des robinets d'incendie armés (RIA) ;
- un système d'extinction automatique d'incendie redondé (sprinkler) ;
- des colonnes sèches ;
- un réseau incendie avec poteaux incendie (PI) ;

- une détection incendie asservie à une alarme ;
- des formations du personnel au risque incendie ;
- des consignes de sécurité ;
- un Plan de Défense Incendie (PDI).

Ces dispositions répondent à la réglementation en vigueur et paraissent suffisantes pour permettre de limiter ce risque et de contenir les flux thermiques de 8 kW/m² (seuil des effets létaux significatifs sur l'homme et des effets domino sur les structures) à l'intérieur des limites de propriété sans créer d'effet domino sur les installations connexes à celles à l'origine du risque incendie.

1.7. Les conditions de remise en état proposées

En cas d'arrêt définitif d'exploitation, la société VELIO s'engage à remettre le site dans un état compatible avec un usage d'activités industrielles.

Monsieur le Maire de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône a émis un avis favorable sur tous les engagements pris par le pétitionnaire.

2. DEROULEMENT DE L'EXAMEN DU DOSSIER

2.1. Procédure administrative

L'accusé de réception du dossier a été établi le 7 décembre 2017.

Ce dossier est soumis à la procédure d'autorisation environnementale au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et à l'avis de l'autorité environnementale.

L'autorité environnementale compétente est la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe). Son avis a été rendu le 3 octobre 2018 et sera joint à l'enquête publique.

2.2. Conférence administrative

Les avis des organismes et des services consultés au titre des articles R. 181-18 à R. 181-32.

Organismes et services consultés	Avis	Suites données
MRAe (R. 181-19 du CE)	Recommandations en date du 3 octobre 2018 concernant principalement la zone du Distriport dans son ensemble dont la gestion a été confiée au GPMM.	Réponse du pétitionnaire en date du 12 décembre 2018 à laquelle est annexée le courrier ci-joint du GPMM dans lequel ce dernier s'engage à réaliser un dossier de demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées pour l'ensemble de la zone du Distriport (voir §1.5).
Le préfet des Bouches-du-Rhône (R. 181-21 du CE)	/	-
Le sous-préfet d'Istres	/	-
DRAC (R. 523-9 du code du patrimoine)	/	Avis du 15/02/2019 -

Organismes et services consultés	Avis	Suites données
ARS (R. 181-18 du CE)	Favorable en date du 19 janvier 2018 : étude des effets des émissions des substances chimiques liées au projet sur la santé des riverains et évaluation qualitative des risques sanitaires chroniques satisfaisante et absence d'étude d'incidence du trafic poids lourds à l'échelle de la ZAC.	L'absence d'étude d'incidence du trafic poids lourds à l'échelle de la ZAC ne concerne pas uniquement le présent dossier. Les prescriptions proposées seront reprises dans le projet d'arrêté d'autorisation.
INAO (R. 181-23 du CE)	Favorable en date du 14 décembre 2017.	-
SIRACEDPC	/	-
DD SIS	Favorable en date du 20 décembre 2017.	Les prescriptions proposées seront reprises dans le projet d'arrêté d'autorisation.
DIRECCTE	/	-
DDTM (Service risques et urbanisme)	Défavorable en date du 13 février 2018 : justifications du respect des dispositions du PPRI insuffisantes et étude écologique insuffisante.	Après concertation avec la DDTM lors de la réunion du 25 juin 2018, il s'avère que les informations fournies dans le dossier de demande concernant le PPRI sont suffisantes. La DDTM a donc modifié son avis en conséquence.
GPMM (R. 181-22-2° du CE)	/	-
DREAL (SBEP)	Défavorable en date du 6 novembre 2017 : étude écologique de 1995 désormais insuffisante et nécessite une actualisation.	L'étude écologique pour l'ensemble du secteur Distriport est parvenue le 24 juillet 2018 (voir §1.5)
	Avis favorable exprimé au cours de la réunion du 11/12/2018 à laquelle participaient les porteurs de projets, le GPMM et le SBEP	L'actualisation de l'étude écologique a montré la nécessité d'une demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées qui sera portée par le GPMM et instruite par le SBEP.
DREAL (U.D. 13)	Demande de compléments en date du 16 février 2018 : absence de justification des aménagements spécifiques projetés ou de la non aggravation du risque liés à la présence de matières dangereuses dans les cellules particulières et erreur de cotation de probabilités.	Demande de compléments.
	Compléments reçus le 26 avril 2018	Compléments conformes à la demande.

3. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

3.1. Caractère complet et régulier du dossier

Le dossier de demande d'autorisation présenté par la société VELIO comporte l'ensemble des documents exigés aux articles R. 181-13 à R. 181-15 et D. 181-15-1 à D. 181-15-9 du code de l'environnement.

Conformément aux dispositions de l'article R. 122-5 du code de l'environnement, le contenu de l'étude d'impact doit être proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet.

Suite à l'examen technique de l'inspecteur sur le fond du dossier, aux retours des services et aux échanges avec le pétitionnaire :

- demande de compléments du 16 février 2018 suspendant le délai d'instruction ;
- réception des compléments techniques le 26 avril 2018 ;

- réception des compléments relatifs à l'étude faune/flore le 3 août 2018 ;

le dossier de demande d'autorisation environnementale peut être désormais estimé complet et régulier au sens de la procédure d'instruction prévue par les articles R 181-16 et suiv. du code de l'environnement.

3.2. Dispositions d'urbanisme

Le règlement d'urbanisme applicable pour la zone du Distriport est le règlement d'aménagement de la zone industrielle et portuaire de Fos.

Dans la zone du Distriport, les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sont autorisées.


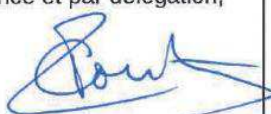
4. PROPOSITION DE L'INSPECTION

Au vu des éléments exposés précédemment et en considérant que les critères de refus d'autorisation exposés à l'article R. 181-34 du code de l'environnement ne sont pas atteints, l'inspection propose de poursuivre l'instruction, et notamment :

- de communiquer le dossier, sous quinze jours, au président du tribunal administratif en application des dispositions de l'article R. 181-36 du code de l'environnement. Les rubriques 2662 et 2663 de la nomenclature des ICPE détermine un rayon d'affichage de 2 km pour l'enquête publique. Cette enquête concerne donc les communes de Port-Saint-Louis-du-Rhône et de Fos-sur-Mer ;
- d'informer le pétitionnaire du caractère complet et régulier du dossier.

Vous trouverez joints au présent rapport les avis à mettre dans le dossier d'enquête publique.

Le présent rapport est à transmettre à M. le Préfet des Bouches du Rhône, Direction des Collectivités Locales, de l'Utilité Publique et de l'Environnement - Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux, comme suite à sa transmission référencée.

Rédacteur	Vérificateur	Vu, Adopté & transmis avec avis conforme à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône
Martigues, le 18/12/2018	Martigues, le 27/12/2018	Marseille, le 28/12/2018
 Arnaud ZADJIAN Inspecteur de l'Environnement	 Pierre GASQUY Inspecteur de l'Environnement	 Pour la Directrice et par délégation, Patrick COUTURIER Chef de l'U.D. 13

5.6-Avis de la MRAe



**Avis de la Mission Régionale
d'Autorité environnementale
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
sur la création d'un entrepôt logistique VELIO**

n° MRAe – 2018 – 1968

Préambule

Conformément aux dispositions prévues par les articles L.122-1 et R.122-7 du code de l'environnement, l'Autorité environnementale a été saisie par le préfet de département des Bouches-du-Rhône sur la base du dossier d'autorisation environnementale pour le projet VELIO situé sur le territoire de Port-Saint-Louis-du-Rhône. Le maître d'ouvrage du projet est la société VELIO (groupe MEDIACO).

Le dossier comporte notamment :

- une étude d'impact sur l'environnement incluant une évaluation des incidences Natura 2000 (1) ;
- un dossier de demande d'autorisation environnementale ;
- une étude de dangers.

La DREAL PACA¹ a accusé réception du dossier à la date du 06/08/2018, date de départ du délai de deux mois pour formuler l'avis de l'Autorité environnementale.

Suite à la décision du Conseil d'État n°400559 en date du 6 décembre 2017, la mission régionale d'Autorité environnementale de la région Provence Alpes Côte d'Azur, a adopté le présent avis.

Pour établir son avis, la DREAL PACA a consulté, conformément aux dispositions prévues par l'article R.122-7 du code de l'environnement, l'Agence régionale de santé (ARS) et le préfet de département au titre de ses attributions en matière d'environnement.

L'avis porte sur la qualité de l'étude d'impact présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le projet.

L'avis devra être porté à la connaissance du public par l'autorité en charge de le recueillir, dans les conditions fixées par l'article R.122-7 du code de l'environnement, à savoir le joindre au dossier d'enquête publique ou le mettre à disposition du public dans les conditions fixées par l'article R.122-7 du code de l'environnement.

Conformément aux dispositions de l'article R.122-7-II, l'avis est également publié sur le SIDE (système d'information développement durable environnement) :

[http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/EXPLOITATION/DRPACA/avis-ae-projets-pa-ca.aspx](http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/EXPLOITATION/DRPACA/avis-ae-projets-paca.aspx)

accessible via le site internet de l'autorité environnementale / DREAL :

<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/autorite-environnementale-r1406.html>

L'avis de l'autorité environnementale est un avis simple qui ne préjuge en rien de la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution du projet prise par l'autorité compétente. En application des dispositions de l'article L.122-1-1, cette décision prendra en considération le présent avis.

L'article L. 122-1 du code de l'environnement fait obligation au porteur de projet d'apporter une réponse écrite à l'Autorité environnementale. Cette réponse doit être mise à disposition du public, par voie électronique, au plus tard au moment de l'ouverture de l'enquête publique ou de la participation du public par voie électronique. L'Autorité environnementale recommande que cette réponse soit jointe au dossier d'enquête ou de participation du public.

¹ - Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Enfin, une transmission de la réponse à la DREAL serait de nature à contribuer à l'amélioration des avis et de la prise en compte de l'environnement par les porteurs de projets.

Sommaire de l'avis

Préambule.....	2
Synthèse de l'avis.....	5
Avis.....	6
1. Contexte et objectifs du projet, enjeux environnementaux, qualité de l'étude d'impact.....	6
1.1. Contexte et périmètre du projet.....	6
1.2. Présentation du projet, contexte et objectifs.....	7
1.3. Procédures.....	7
1.3.1. <i>Soumission à étude d'impact au titre de l'évaluation environnementale</i>	7
1.3.2. <i>Procédures d'autorisation identifiées</i>	8
1.4. Enjeux identifiés par l'autorité environnementale.....	8
1.5. Avis sur le contenu général du dossier, le caractère complet de l'étude d'impact et le résumé non technique.....	8
1.6. Sur la justification des choix, le scénario de référence et les solutions de substitution envisagées.....	9
2. Avis sur le contenu de l'étude d'impact et la prise en compte de l'environnement par le projet au regard des enjeux environnementaux en présence.....	9
2.1. Sur la biodiversité y compris Natura 2000.....	9
2.2. Sur la qualité de l'air.....	14
2.3. Sur le paysage.....	15
2.4. Sur les risques industriels.....	16

Synthèse de l'avis

Le projet VELIO a pour objectif d'implanter un entrepôt pour le stockage de produits manufacturés dont combustibles et substances dangereuses (aérosols...), sur le territoire de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, dans le département des Bouches-du-Rhône (13). Le projet est installé dans la zone d'activités Distriport d'une superficie de 160 hectares entièrement dédiés à l'implantation d'installations logistiques. Cette opération s'inscrit dans le contexte environnemental spécifique de la zone industrialo-portuaire (ZIP) de Fos, sur laquelle coexistent étroitement un outil industriel de première importance et des espaces de grande qualité écologique et paysagère de l'écosystème humide du delta du Rhône. L'aménagement envisagé a pour conséquence la disparition à terme d'une surface actuellement vierge de toute construction caractéristique des paysages de Crau dans un processus global de consommation d'espace naturel lié à la multiplication des projets industriels à l'échelle de la ZIP de Fos.

L'Autorité environnementale considère que le projet ne peut être dissocié du projet Distriport et que les impacts environnementaux de cette plateforme doivent être évalués globalement.

Les principales insuffisances relevées par l'Autorité environnementale sont :

- les enjeux et impacts auraient dû être appréhendés de manière globale au niveau de la zone logistique Distriport ;
- au niveau biodiversité les mesures compensatoires proposées ne sont pas suffisamment justifiées et abouties. Le maître d'ouvrage devra également s'assurer que le projet respecte la réglementation relative aux espèces protégées ;
- au vu des forts enjeux et forts impacts, l'évaluation des incidences Natura 2000 est insuffisante ;
- le traitement de l'enjeu paysager est insuffisant ;
- avec un trafic routier important, l'enjeu qualité de l'air et de la santé humaine a été pris en compte au niveau de l'entrepôt mais n'a pas été pris en compte au niveau de la zone Distriport. Par ailleurs la conclusion d'un risque sanitaire acceptable du fait qu'il s'agit de rejets routiers est malheureuse.

Recommandations principales

- **Évaluer, conformément à l'alinéa III de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement, les incidences environnementales globales à l'échelle du périmètre de projet de la plate-forme logistique Distriport.**
- **Reprendre les mesures compensatoires en démontrant la prise en compte des fonctionnalités écologiques perturbées, le respect du principe d'additionnalité et d'équivalence écologique, l'absence de perte nette de biodiversité et d'atteinte aux espèces protégées. Mettre en place des mesures de suivi qui permettent de vérifier dans la durée le respect de ces principes.**
- **Démontrer pour toutes les espèces protégées affectées par le projet, l'absence d'incidences en phase exploitation, conformément à l'article L. 411-1 du code de l'environnement qui interdit les atteintes à ces espèces.**
- **Préciser, dans le cadre d'une approche globale des impacts du projet sur Distriport, les incidences potentielles du projet au regard des objectifs de conservation et des espèces et habitats de l'ensemble des sites Natura 2000 potentiellement affectés. Sur cette base, ré-évaluer la conclusion de l'étude d'incidences Natura 2000.**
- **Évaluer les incidences liées à la pollution de l'air due au trafic routier vis-à-vis des risques sanitaires et appliquer la séquence ERC aux impacts décelés à l'échelle de la zone logistique de Distriport**

Avis

1. Contexte et objectifs du projet, enjeux environnementaux, qualité de l'étude d'impact

1.1. Contexte et périmètre du projet

Le projet soumis à l'Autorité environnementale se situe dans la zone industrialo-portuaire (ZIP) de Fos et à l'intérieur de cette zone, au sein de la plate-forme logistique Distriport à Port-Saint-Louis-du-Rhône autorisée par arrêté préfectoral du 02/11/1995 complété le 27/07/2007.

Le projet de plateforme logistique a fait l'objet d'une autorisation de type « loi sur l'eau », suite à une demande d'autorisation présentée par le port autonome de Marseille le 20 avril 1995, comprenant notamment une étude d'impact et ayant fait l'objet d'une enquête publique. La plate-forme logistique représente 168 ha dont 160 ha réservés aux entrepôts et 8 a de zone humide avec des actions de préservation et valorisation telles que mentionnées dans l'étude d'impact.

L'article L. 122-1-1 du code de l'environnement précise à son alinéa III que : « Lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, installations, ouvrages ou autres interventions dans le milieu natu-

rel ou le paysage, il doit être appréhendé dans son ensemble, y compris en cas de fractionnement dans le temps et dans l'espace et en cas de multiplicité de maîtres d'ouvrage, afin que ses incidences sur l'environnement soient évaluées dans leur globalité. » Pour l'Autorité environnementale cette disposition du code de l'environnement a pour conséquences que le projet est bien celui de la plateforme Distriport qui doit faire l'objet d'une évaluation globale des impacts sur l'environnement. Elle reconnaît d'ailleurs que cela a été partiellement réalisé avec une approche globale de l'étude faune-flore Ecomed de juillet 2018 au niveau des trois projets : W Life, Virtuo Fos 1 et 2 et Vélio.

L'Autorité environnementale estime que le périmètre de projet étant celui de la zone logistique Distriport où divers entrepôt se sont installés depuis sa création, l'étude d'impact aurait dû actualiser celle de Distriport avec l'implantation au sein de celle-ci des quatre entrepôts : W Life, Virtuo Fos1, Virtuo Fos 2 et Vélio. Cela concerne notamment les solutions de substitution, l'évaluation des incidences Natura 2000 et tous les enjeux, notamment la biodiversité et la qualité de l'air.

Recommandation 1 : Évaluer, conformément à l'alinéa III de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement, les incidences environnementales globales à l'échelle du périmètre de projet de la plate-forme logistique Distriport.

1.2. Présentation du projet, contexte et objectifs

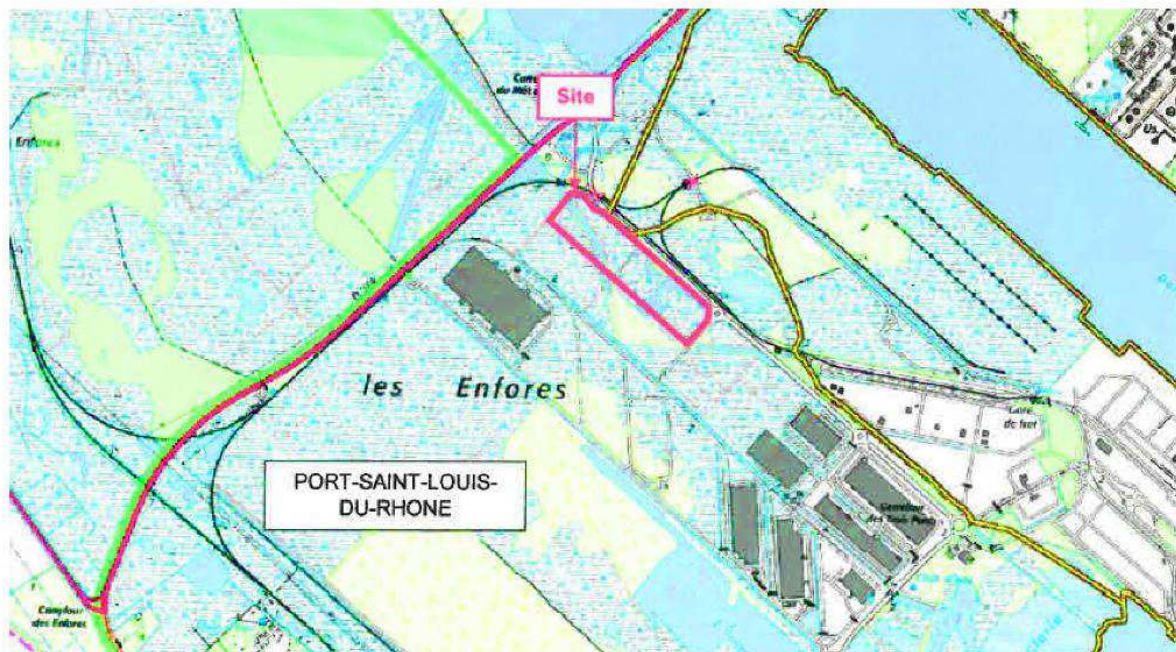


Figure 1 Plan de situation – source : étude d'impact

Le projet VELIO consiste en la création d'un entrepôt logistique couvert dans la zone de Distriport sur des parcelles non anthropisées d'une superficie de 14 a (figure 1)..

L'entrepôt VELIO comprend un bâtiment d'une surface d'environ 67 000 m² constitué de 12 cellules de stockage.

L'entrepôt comporte également des aménagements annexes : des bureaux et locaux sociaux, des locaux techniques (locaux de charge de batterie, maintenance, local électrique), des voiries et

places de stationnement, des bassins de régulation des eaux pluviales et des eaux d'extinction des incendies, des espaces verts.

L'objectif est de stocker dans ces bâtiments des matières combustibles réceptionnées, préparées et expédiées vers diverses destinations.

1.3. Procédures

1.3.1. Soumission à étude d'impact au titre de l'évaluation environnementale

Dans le cadre de sa procédure d'autorisation, l'entrepôt VELIO, compte-tenu de sa nature, de son importance, de sa localisation et de ses incidences potentielles sur l'environnement, est soumis à étude d'impact conformément aux articles L. 122-1 et R. 122-2 du code de l'environnement.

Déposé au titre de l'autorisation environnementale (ICPE²), il entre dans le champ de l'étude d'impact au titre de la rubrique 1 (ICPE) et de la rubrique 39 (travaux, constructions, opérations) du tableau annexe du R. 122-2 en vigueur depuis le 16 mai 2017.

Le contenu de l'étude d'impact est précisé à l'article R. 122-5 du code de l'environnement.

1.3.2. Procédures d'autorisation identifiées

L'entrepôt relève des procédures d'autorisation suivantes :

- autorisation environnementale
- permis de construire (saisine à venir)

Pour mémoire, les incidences sur l'environnement d'un projet dont la réalisation est subordonnée à la délivrance de plusieurs autorisations sont appréciées lors de la délivrance de la première autorisation (L. 122-1-1-III) et actualisées en procédant à une évaluation de ces incidences, dans le périmètre de l'opération pour laquelle l'autorisation a été sollicitée et en appréciant leurs conséquences à l'échelle globale du projet.

1.4. Enjeux identifiés par l'autorité environnementale

Le périmètre d'accueil de l'entrepôt logistique prend place sur la zone Distriport en partie remblayée par des sédiments provenant du creusement et du dragage des darses du port et recolonisée par la végétation, et de façon plus large sur l'emprise de la ZIP de Fos imbriquant des installations industrialo-portuaires et des espaces humides de grande qualité.

L'analyse de l'état initial de l'environnement, abordée dans ses composantes physiques, naturelles, et de cadre de vie, conduit à la mise en évidence des enjeux suivants :

- la protection de la biodiversité, et la préservation de la fonctionnalité écologique du secteur, notamment pour les milieux humides situés dans le voisinage du site de projet ;
- la qualité de l'air en lien avec le trafic de poids lourds supplémentaire généré par le projet, par rapport au trafic déjà existant au sein de la zone logistique Distriport ;
- l'insertion paysagère du projet, en termes de prise en compte de l'ambiance initiale du site caractéristique de la Crau, et des perceptions du site de projet ;
- les risques industriels induits par la mise en œuvre du projet et par la présence d'autres établissements industriels à proximité ;

² ICPE= installation classée pour la protection de l'environnement

- la gestion du risque d'inondation et de submersion marine dans un environnement humide, peu élevé au-dessus du niveau de la mer et proche de l'embouchure du bras principal du Rhône ;
- la préservation de la qualité des eaux de surface (étangs, Rhône, canaux et roubines³), ou souterraines, y compris celles destinées éventuellement à la consommation humaine, vulnérables en milieu péri-industriel, en lien avec les modalités d'assainissement du futur entrepôt logistique.

1.5. Avis sur le contenu général du dossier, le caractère complet de l'étude d'impact et le résumé non technique

L'étude d'impact comprend sur la forme les divers aspects de la démarche d'évaluation environnementale exigés par les articles L. 122-1 et R. 122-5 du code de l'environnement.

1.6. Sur la justification des choix, le scénario de référence et les solutions de substitution envisagées

L'étude d'impact ne présente pas la justification des choix, ni de solution de substitution envisagée, ce qui est ainsi justifié (p. 212) : « *La recherche de solutions de substitution à ce site ne s'est pas avérée nécessaire en raison des paramètres suivants :*

- *le site se trouve à l'écart des zones résidentielles, dans une ZAC (zone industrialo-portuaire de Fos-sur-mer) au sein d'une zone dédiée à la logistique (Distriport),*
- *le projet s'inscrit dans le cadre du développement de Distriport et de la ZIP de Fos,*
- *la superficie de la zone d'étude est adaptée aux installations et contraintes techniques des activités,*
- *la situation géographique du site est avantageuse au niveau de la desserte portuaire, routière et ferroviaire, propre à faciliter la réception et l'acheminement des marchandises,*
- *le site est situé en dehors de tout périmètre de protection Natura 2000, de monuments historiques, de sites classés ou inscrits,...*
- *l'emprise de la zone humide recensée en limite de site ne remet pas en cause la faisabilité du projet (la zone humide ne sera pas impactée). »*

Cet argumentaire confirme bien que le projet à prendre en compte est celui de la plateforme Distriport dont l'étude d'impact doit être actualisée au fur et à mesure des installations d'entrepôts.

Le projet de plate-forme logistique n'a pas fait l'objet de variantes, visant à l'amélioration de la prise en compte de l'environnement. La zone logistique Distriport a été définie comme zone d'accueil d'entrepôts logistiques dans le périmètre du GPMM dans le cadre de la DTA des Bouches du Rhône (2007) et des autorisations successives de la ZIP de Fos-sur-Mer (décret de création de la ZIP de 1965, DUP et ZAC de 1969). Le dossier n'explique pas en quoi il répond aux orientations de la DTA et des autorisations antérieures relatives à la ZIP de Fos-sur-Mer

Recommandation 2 : Compléter le dossier en démontrant que le projet répond aux orientations de la DTA et des autorisations antérieures relatives à la ZIP de Fos-sur-Mer .

³ Petit canal destiné à l'irrigation

2. Avis sur le contenu de l'étude d'impact et la prise en compte de l'environnement par le projet au regard des enjeux environnementaux en présence

Cet avis est ciblé sur la biodiversité et la qualité de l'air au vu des forts enjeux et impacts sur le milieu naturel, et ne se veut donc pas exhaustif sur l'ensemble des enjeux identifiés par l'autorité environnementale.

2.1. Sur la biodiversité y compris Natura 2000

Le site de projet situé dans la zone d'activité logistique Distriport de la ZIP de Fos est inclus en totalité dans la Znieff (5) de type II « Salins du Caban et du relais - Etang de l'oiseau ».

Il est situé à proximité de plusieurs périmètres à statut : cinq⁴ périmètres Natura 2000 situés à une distance comprise entre 1,5 et 5,5 km, huit⁵ Znieff situées à une distance comprise entre 3,7 à 7,5 km, le parc naturel régional de Camargue situé à 1,5 km, un périmètre réglementé par un arrêté préfectoral de protection biotope (APPB) « Grands Paluds-Gonon » situé à 8,5 km, deux périmètres relatifs aux plans d'action nationaux (Aigle de Bonelli et Faucon Crécerellette) situés à 1,5 km.

Espèces protégées :

Pour Vélios (Médiaco), au niveau des espèces protégées les principaux enjeux locaux de conservation (ELC) et les principaux impacts bruts (avant mesures ERC) en phase chantier sont les suivants :

- au niveau des oiseaux, l'étude indique : « les oiseaux présentant des capacités de déplacement très élevées, les individus sont susceptibles d'exploiter ou de survoler indifféremment les 4 parcelles étudiées. Dans un souci de cohérence biologique et écologique, il ne sera pas fait de distinction entre les impacts à l'échelle de chaque parcelle » ;
- Fauvette à lunettes : enjeu très fort et impacts (destruction d'individus et d'habitats) très forts ; Gravelot à collier interrompu et Echasse blanche : enjeu fort et impacts forts ; Goéland railleur, Flamant rose, Sterne naine, Effraie des clochers : enjeu fort et impacts modérés ; Pipit rousseline, Oedicnème criard et Petit gravelot : enjeu modéré et impacts forts ;
- au niveau des insectes : Lestes à grands stigmas : enjeu très fort et impacts forts ; Cincin-dèle des Marais : enjeu forts et impact forts ;
- au niveau des amphibiens : Pélobate cultripède : enjeu très fort (protégée nationalement) et impacts forts ;

Mesures d'évitement

Aucune mesure d'évitement n'est proposée, ce qui est ainsi justifié : « *partant du principe que les plans masses des différents pétitionnaires ont été fortement avancés et engagés à la date des premiers inventaires écologiques (janvier 2018), aucune mesure d'évitement au sens puriste n'a été proposée* ». Cette raison n'est pas acceptable pour l'Autorité environnementale. Les mesures ERC mettent en priorité l'évitement sur la réduction puis sur la compensation. La loi biodiversité a

⁴ Périmètres Natura 2000 dont zone spéciale de conservation (ZSC, habitats) : « Le Rhône aval », « Camargue » et « Marais de la vallée des Baux et marais d'Arles » et dont zone de protection spéciale (ZPS, oiseaux) : « Marais entre Crau et grand Rhône » et « Camargue ».

⁵ Znieff de type I : « They de la gracieuse They-de Roustan », « Etangs des salins-pointe de Beauduc », « They de la Palissade » et « Marais de l'Audience-Les grands paluds » ; Znieff de type II : « Le Rhône », « Camargue fluvio-lacustre et laguno-marine », « Cavaou-sansouires de Sollac » et « grand plan du bourg ».

introduit la notion d'absence de perte nette de biodiversité. Ces éléments ne sauraient être remis en cause par le calendrier du projet, au contraire, il est de la responsabilité des maîtres d'ouvrage de s'assurer, par des études en amont de leurs choix⁶, qu'il est possible d'éviter les impacts sur la biodiversité.

Mesures de réduction

Quatre mesures de réduction sont proposées :

- R1 : amélioration de l'état de conservation et des fonctionnalités écologiques des canaux de ceinture ;
- R2 : proscrire tout stationnement d'engins de chantier et tout dépôt de matériaux potentiellement polluants à proximité des cours d'eau ou au sein des zones à enjeu ;
- R3 : limitation et adaptation de l'éclairage – évitement de l'effarouchement de certaines espèces de chauve-souris ;
- R4 : adaptation de la clôture périmétrale des sites industriels au passage de la faune ;

Malgré les forts enjeux et forts impacts, une mesure de réduction telle que la limitation ou l'adaptation de l'emprise du projet n'a pas été étudiée.

Recommandation 3 : Pour la bonne application de la séquence ERC et du principe d'absence de perte nette de biodiversité à l'échelle du projet Distriport, proposer des mesures d'évitement et étudier la mesure de réduction liée à la limitation ou l'adaptation de l'emprise du projet.

Mesures de compensation

Trois mesures de compensation sont proposées :

- C1 : Restauration écologique et gestion adaptée à la biodiversité locale ;
- C2 : création de passages à faune ;
- C3 : création de mares fonctionnelles pour le Leste à grands stigmas

Les documents graphiques fournis par l'étude d'impact ne permettent pas de visualiser avec précision les zones de tension potentielle entre les aménagements prévus et les secteurs à enjeux écologiques du périmètre de projet.

À l'échelle des quatre parcelles, les principaux impacts résiduels sont les suivants :

- Oiseaux : Fauvette à lunettes : pas de mesures ERC et impacts très forts ; Gravelot à collier interrompu, Pipit rousseline et Oedicnème criard : pas de mesures ERC et impacts forts ; Echasse blanche et petit Gravelot : mesure de réduction (R1) et impact fort ;
- Flore : Limonium de Provence, Limonium dur et limonium de Girard : pas de mesures ERC, impacts forts ;
- Insectes : Leste à grands stigmas et Cincindèles des marais : mesures de réduction (R1 et R3), impacts forts ;
- Amphibiens : Pélobate cultripède, mesures de réductions (R1, R2 et R4) et impacts forts.

Le dossier indique « *Au regard des impacts résiduels pressentis sur la zone d'étude, le Grand Port Maritime de Marseille, garant de la partie compensation pour les porteurs de ce projet, propose un*

⁶ L'Autorité environnementale observe que le Grand port maritime de Marseille pourrait jouer un rôle actif dans l'anticipation des incidences sur la biodiversité afin d'éviter les situations où les maîtres d'ouvrages de chacun des projets se voient obligés de procéder à des inventaires préalablement à la définition de leurs projets.

certain nombre de mesures à vocation compensatoire. Ces mesures doivent faire l'objet de concertations avec le service instructeur, seul habilité à en juger la nécessité et la pertinence ».

Les mesures compensatoires sont de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage pour ce qui concerne leur définition, leur mise en œuvre et leur efficacité. La mutualisation des mesures compensatoires par le GPMM est, pour l'Autorité environnementale, une pratique intéressante, cependant, en l'état, le dossier ne présente aucun document attestant de l'engagement du GPMM à mettre en œuvre les mesures compensatoires.

Recommandation 4 : Joindre au dossier les documents attestant des engagements du GPMM à mettre en œuvre des mesures compensatoires pour les projets de la zone Distriport.

Une mesure de compensation avait été mise en place en 2007 pour l'ensemble de la zone Distriport. Or cette mesure n'a pas été correctement mise en œuvre. Elle est jugée actuellement peu opérationnelle ou fonctionnelle par Ecomed dans son volet naturaliste de l'étude d'impact (page 196).

La fonctionnalité écologique de cette mesure est mise à mal par plusieurs aménagements dont le château d'eau et une route. Cette mesure qui a été une des conditions d'autorisation du remblaiement de la zone aurait dû permettre de maintenir cet espace dans un bon état fonctionnel. Il importe donc de rétablir la fonctionnalité écologique de cette mesure avant toute nouvelle mesure compensatoire.

Pour les nouvelles mesures compensatoires, il convient de vérifier que les nouvelles zones de compensation proposées ne sont pas déjà concernées par une précédente mesure de compensation. En effet, ce type de mesures a été déjà proposé dans le passé par le GPMM.

La mesure C1 prévoit la « sanctuarisation » d'une zone naturelle d'environ 160 ha dans le voisinage du secteur de projet, assortie d'une gestion écologique pérenne et adaptée, suivant deux scénarios correspondant en fait à deux zones de compensation distinctes :

- Scénario 1, dans le secteur nord, adapté selon les indications de l'inventaire écologique :
 - aux espèces florales (saladelles),
 - aux insectes (Leste à grand stigma) par la création de « mares fonctionnelles ».
- Scénarios 2 et 3, porteurs d'une compensation *a priori* intéressante au titre :
 - du maintien voire de la restauration d'une continuité écologique nord-sud en partie ouest de la zone de projet entre le littoral et les milieux humides de l'intérieur des terres,
 - des espèces florales.

Les modalités de mise en œuvre de cette mesure de compensation sont insuffisamment décrites. Le dossier ne présente ni le ratio de compensation, ni la méthode utilisée. La démonstration de l'additionnalité des mesures compensatoires est insuffisante. Le dossier mentionne que le scénario 1 s'inscrit sur des habitats globalement en bon état écologique. Cela montre qu'il ne s'agit pas d'une véritable mesure de compensation puisqu'elle concerne un espace en bon état écologique. Or, une mesure compensatoire doit respecter le principe d'équivalence écologique et d'additivité écologique.

La mesure C2 pose aussi question, même si elle paraît utile : passages à faune entre le scénario 1 et la zone de compensation « 2007 » pour recréer une continuité entre l'actuelle zone compensatoire 2007 et les écosystèmes au nord de la route départementale". En effet, cette mesure n'est

pas une mesure de compensation au titre de ce dossier car elle est un pré-requis au bon fonctionnement de la mesure de "compensation de 2007" et n'est en aucun cas additionnelle.

Enfin, la démonstration de l'additionnalité des mesures compensatoires est insuffisante.

Recommandation 5 : Reprendre les mesures compensatoires en démontrant la prise en compte des fonctionnalités écologiques perturbées, le respect du principe d'additionnalité et d'équivalence écologique, l'absence de perte nette de biodiversité et d'atteinte aux espèces protégées. Mettre en place des mesures de suivi qui permettent de vérifier dans la durée le respect de ces principes.

La répartition de l'analyse des incidences entre phase travaux et phase d'exploitation de l'entrepôt n'est pas nettement établie. Seuls les « impacts bruts en phase de chantier » sont explicitement examinés de façon détaillée dans le volet naturaliste de l'étude d'impact, qui indique également de façon succincte que "les projets de plate forme logistique entraînent systématiquement la destruction des surfaces retenues sur l'ensemble des zones d'emprise, l'impact sur les espèces à enjeux sera maximal et continu".

Recommandation 6 : Démontrer pour toutes les espèces protégées affectées par le projet, l'absence d'incidences en phase exploitation, conformément à l'article L. 411-1 du code de l'environnement qui interdit les atteintes à ces espèces.

Natura 2000 :

Le dossier contient (annexe 11) une évaluation simplifiée des incidences Natura 2000 datée du 1^{er} août 2018. Les cinq sites à proximité sont bien répertoriés et elle a bien été réactualisée suite à la production du volet naturel de l'étude d'impact réactualisé (Etude Ecomed du 18/07/2018).

L'Autorité environnementale estime que l'évaluation des incidences Natura 2000 aurait dû être menée de manière globale au niveau de Distripot.

De nombreuses espèces d'intérêt communautaire (ou bien citées dans les Docob⁷) ayant motivé la désignation des sites Natura 2000 ont été identifiées sur la zone d'étude.

Certaines espèces communautaires subissent des impacts bruts modérés à très forts. Par exemple, Fauvette à lunettes (impacts bruts très forts), Gravelot à collier interrompu (impacts bruts forts).

Compte tenu des enjeux et des impacts potentiels sur le réseau Natura 2000, une étude d'incidences Natura 2000 appropriée (proportionnée) doit être conduite et fournie.

L'utilisation du formulaire simplifié n'est en effet pas opportune au regard de ces enjeux, des impacts bruts sur des habitats et des espèces d'intérêt communautaire et des liens fonctionnels existants entre les sites Natura 2000 et le site de projet.

L'étude des incidences Natura 2000 devra statuer de manière argumentée sur les incidences notables ou non du projet sur l'état de conservation des sites Natura 2000 concernés en se basant :

- sur un état initial écologique détaillé,
- sur une évaluation des impacts sur les habitats/espèces/fonctionnalités de la zone d'étude,

⁷ Docob = document d'objectifs du site Natura 2000

- sur une proposition de mesures ERC proportionnées aux enjeux et impacts, (pouvant être mutualisées avec les mesures ERC de droit commun),

Aussi, l'insuffisance de l'étude Natura 2000 constitue une faiblesse de l'évaluation environnementale du projet qui fait peser un risque juridique important pour le projet. Selon l'article L. 414-1 du code de l'environnement, Il n'est pas possible d'autoriser un projet si la démonstration de l'absence d'incidence significative sur les espèces et habitats qui ont justifié la désignation du site au titre du réseau Natura 2000 n'est pas faite.

Recommandation 7 : Préciser, dans le cadre d'une approche globale des impacts du projet sur Distriport, les incidences potentielles du projet au regard des objectifs de conservation et des espèces et habitats de l'ensemble des sites Natura 2000 potentiellement affectés. Sur cette base, ré-évaluer la conclusion de l'étude d'incidences Natura 2000.

Trame verte et bleue

Le secteur d'étude, malgré son étroite imbrication avec les installations industrialo-portuaires de la ZIP de Fos, présente encore à l'heure actuelle une relative intégrité écologique. Il s'inscrit plus largement entre Rhône, Camargue, plaine de Crau et mer Méditerranée, dans un vaste ensemble de haute qualité environnementale. Le système d'étangs, de canaux et roubines⁸ proches du site de projet complète sur le plan local plusieurs ensembles humides identifiées par le SRCE (4) de la région PACA et le Scot (3) Ouest Etang de Berre.

Au-delà de la caractérisation sommaire du lien écologique entre le secteur d'études et les espaces naturels à statuts situés dans le voisinage, le réseau local de continuités écologiques n'est pas caractérisé de façon détaillée.

Plusieurs mesures de réduction, d'évitement et de compensation, notamment en matière de maintien de réseau de canaux en périphérie du secteur d'études, sont favorables à la perméabilité écologique du secteur d'études.

Toutefois, on peut craindre que le colmatage des petits canaux par le remblaiement anarchique au fil des ans de la partie sud du site entraîne à terme une altération notable de la fonctionnalité de la zone humide salée, notamment pour les connexions écologiques entre le site Natura 2000 et le secteur de projet.

Recommandation 8 : Approfondir l'analyse de l'incidence du projet sur le réseau local de continuités écologiques en lien avec les mesures prévues pour l'aménagement global de la zone Distriport.

2.2. Sur la qualité de l'air

Le trafic des poids lourds (PL) lié à VELIO, est de 300 rotations/jour (180 rotations/jour avec la mise en place du quai fer). Il s'ajoute à celui des autres opérations du projet Distriport.

L'étude d'impact propose un état initial du trafic routier sur la RD 268 et quantifie le trafic avec mise en place du projet (avec et sans quai fer), ainsi que l'impact des émissions grâce au logiciel Impact-Ademe (annexe 10). Les résultats montrent une augmentation de 5,6 % des émissions de polluants (en moyenne, tous polluants confondus) de la partie est de la RD 68 et 6,06 % pour la

⁸ Petit canal destiné à l'irrigation

partie ouest. L'étude des risques sanitaires indique (p. 198) : « les rejets atmosphériques sont principalement constitués de gaz d'échappement des véhicules à moteur. Le risque sanitaire est considéré comme acceptable en raison de :

- la nature des rejets (trafic routier),
- du contexte local (bonne dispersion des polluants, proximité de la RD 268, contexte industriel marqué-le site s'inscrit dans le zone logistique de distriport, dans la Zip de Fos) »,

L'Autorité environnementale salue le travail du porteur de projet qui a quantifié les émissions de polluants pour Velio démontrant la faisabilité de cette quantification, rarement réalisée. Néanmoins, l'Autorité environnementale estime que cette étude aurait dû être menée au niveau de la zone logistique Distriport

Enfin l'Autorité environnementale considère que justifier l'acceptabilité du risque pour la santé humaine par le fait qu'il s'agit de rejets du trafic routier est inadapté.

Elle rappelle que les émissions atmosphériques polluantes représentent un enjeu majeur vis-à-vis de l'environnement et de la santé publique, à fortiori au niveau de la ZIP de Fos, et que sa position est constante comme en atteste l'avis récent émis le 27/03/2018 par la MRAe sur le thème de la qualité de l'air du PLU (2) de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône :

« La commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône est exposée à un transit routier important et accueille de nombreuses activités industrielles qui génèrent des impacts sur la qualité de l'air. L'analyse des émissions atmosphériques polluantes représente donc un enjeu majeur vis-à-vis de l'environnement et de la santé publique.

L'indice de la qualité de l'air (IQA) révèle d'importantes dégradations de l'air notamment liées à l'ozone (O3).

Afin de limiter les incidences négatives sur la qualité de l'air induites par les transports, le projet de PLU encourage les solutions alternatives à la voiture individuelle (maillage pour les déplacements actifs, promotion des transports collectifs) et prévoit le développement d'une offre multimodale pour les marchandises (fret ferroviaire, transport fluvial).

Toutefois, les incidences sur la qualité de l'air et sur la santé humaine des différents projets économiques (extensions des zones d'activités) ainsi que du projet de requalification et d'aménagement à 2 x 2 voies de la RD 26812 (augmentation du trafic routier) sont insuffisamment évaluées ce qui ne permet pas d'apprécier l'efficacité des mesures tendant à l'amélioration de la qualité de l'air.

L'autorité environnementale rappelle que ces incidences doivent également être évitées et, si ce n'est pas possible totalement, réduites.

Recommandation 15 : Évaluer les incidences du PLU sur les risques sanitaires liés à la pollution de l'air et appliquer la séquence « éviter – réduire » aux impacts décelés »

Recommandation 9 : Évaluer les incidences liées à la pollution de l'air due au trafic routier vis-à-vis des risques sanitaires et appliquer la séquence ERC aux impacts décelés à l'échelle de la zone logistique de Distriport

2.3. Sur le paysage

Le site de projet inclus dans la zone d'activité logistique Distriport n'est pas concerné par un monument ou un site bénéficiant d'une protection particulière. Le projet est particulièrement concerné par les vues rapprochées depuis la voirie d'accès au site et la route du Mât de Ricca.

L'état initial est insuffisant (pas de référence à l'atlas des paysages notamment), rien n'est indiqué au niveau des incidences, et les mesures paysagères (annexe 13) sont pauvres : quelques vues avec l'engagement de respecter le cahier des prescriptions architecturales de Distriport (annexe 3).

Recommandation 10 : Présenter un plan d'aménagement paysager détaillé représentatif de l'ambiance de type Crau caractéristique du site, et cohérent avec les mesures nécessaires au maintien des continuités écologiques sur la zone de projet.

2.4. Sur les risques industriels

Le site est implanté dans le périmètre du plan de prévention des Risques technologiques (PPRT) Fos Ouest en cours d'élaboration. Le projet prend en compte les dispositions du porter-à-connaissance du PPRT Fos Ouest. Il n'est pas concerné par un risque d'effets dominos dû à un sinistre sur un site industriel à proximité.

Aucune canalisation de transport de matières dangereuses n'est recensée à proximité du site. Le risque d'accident de transport de matières dangereuses (TMD) par transport routier et ferré est existant au niveau de l'aire d'étude du fait du transport de marchandises dangereuses en provenance du port autonome. Le site d'implantation est éloigné des voies de la zone Distriport concernées par le risque TMD (route du Mât de Ricca). Les protocoles de sécurité des transporteurs et les procédures de sécurité liées aux opérations de chargement/déchargement de marchandises sont respectées.

Glossaire

Acronyme	Nom	Commentaire
1. Natura 2000	Natura 2000	Les sites Natura 2000 constituent un réseau européen en application de la directive 79/409/CEE « Oiseaux » (codifiée en 2009) et de la directive 92/43/CEE « Habitats faune flore », garantissant l'état de conservation favorable des habitats et espèces d'intérêt communautaire. Les sites inventoriés au titre de la directive « habitats » sont des sites d'intérêt communautaire (SIC) ou des zones spéciales de conservation (ZSC), ceux qui le sont au titre de la directive « oiseaux » sont des zones de protection spéciale (ZPS).
2. PLU	Plan local d'urbanisme	En France, le plan local d'urbanisme (PLU) est le principal document d'urbanisme de planification de l'urbanisme au niveau communal ou éventuellement intercommunal. Il remplace le plan d'occupation des sols (POS) depuis la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains du 13 décembre 2000. Le PLU est régi par les dispositions du code de l'urbanisme, essentiellement aux articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants.
3. SCoT	Schéma de cohérence territoriale	Le schéma de cohérence territoriale (SCoT) est l'outil de conception et de mise en œuvre d'une planification intercommunale, remplace l'ancien schéma directeur.
4. SRCE	Schéma régional de cohérence écologique	Élaboré, mis à jour et suivi conjointement par la région et l'État. Il vise à la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques. Il a vocation à être intégré dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires. (cf. L.371-3 du code de l'environnement)
5. Znieff	Zone naturelle d'intérêt floristique et faunistique	L'inventaire des Znieff est un programme d'inventaire naturaliste et scientifique lancé en 1982 par le ministère chargé de l'environnement et confirmé par la loi du 12 juillet 1983 dite Loi Bouchardeau. La désignation d'une Znieff repose surtout sur la présence d'espèces ou d'associations d'espèces à fort intérêt patrimonial. La présence d'au moins une population d'une espèce déterminante permet de définir une Znieff.

5.7-Avis de la MRAe relatif au permis de construire



Mission régionale d'autorité environnementale
Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Avis de la Mission Régionale
d'Autorité environnementale
de Provence-Alpes-Côte d'Azur
sur la création d'entrepôts logistiques sur la
plateforme Distriport (13)**

n° MRAe – 2018 –
2073 – 2074 - 2083

Préambule

En application des dispositions prévues par les articles L. 122-1 et R. 122-7 du code de l'environnement, l'Autorité environnementale a été saisie par la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône sur les dossiers de permis de construire situés sur son territoire :

- 1) des deux plates-formes logistiques Virtuo Fos 1 et Virtuo Fos 2. Les maîtres d'ouvrage du projet sont Virtuo Fos 1 SARL et Virtuo Fos 2 SARL
- 2) de la plate-forme logistique Velio. Le maître d'ouvrage du projet est la société Velio (groupe Mediaco)
- 3) de l'entrepôt logistique de la société WLife. Le maître d'ouvrage du projet est la société WLife.

Les dossiers soumis sont séparés et comportent notamment :

- les plans de situation,
- la demande de permis de construire et des annexes,
- une étude d'impact sur l'environnement incluant une évaluation des incidences Natura 2000 (juillet 2018).

La DREAL PACA¹ a accusé réception des dossiers Virtuo Fos 1&2 à la date du 26/11/18, et du dossier WLife le 4/12/18, date de départ du délai de deux mois pour formuler l'avis de l'Autorité environnementale.

Suite à la décision du Conseil d'État n°400559 en date du 6 décembre 2017, la mission régionale d'Autorité environnementale de la région Provence Alpes Côte d'Azur, a adopté le présent avis.

Pour établir son avis, la DREAL PACA a consulté, conformément aux dispositions prévues par l'article R.122-7 du code de l'environnement, l'Agence régionale de santé (ARS) et le préfet de département au titre de ses attributions en matière d'environnement.

L'avis porte sur la qualité de l'étude d'impact présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le projet.

L'avis devra être porté à la connaissance du public par l'autorité en charge de le recueillir, dans les conditions fixées par l'article R.122-7 du code de l'environnement, à savoir le joindre au dossier d'enquête publique ou le mettre à disposition du public dans les conditions fixées par l'article R.122-7 du code de l'environnement.

Conformément aux dispositions de l'article R.122-7-II, l'avis est également publié sur le SIDE (système d'information développement durable environnement) :

<http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/EXPLOITATION/DRPACA/avis-ae-projets-paca.aspx>

accessible via le site internet de l'autorité environnementale / DREAL :

<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/autorite-environnementale-r1406.html>

L'avis de l'autorité environnementale est un avis simple qui ne préjuge en rien de la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution du projet prise par l'autorité compétente. En application des dispositions de l'article L.122-1-1, cette décision prendra en considération le présent avis.

L'article L. 122-1 du code de l'environnement fait obligation au porteur de projet d'apporter une réponse écrite à l'Autorité environnementale. Cette réponse doit être mise à disposition du public, par voie électronique, au plus tard au moment de l'ouverture de l'enquête publique ou de la participation du public par voie électronique. L'Autorité environnementale recommande que cette réponse soit jointe au dossier d'enquête ou de participation du public.

Enfin, une transmission de la réponse à la DREAL serait de nature à contribuer à l'amélioration des avis et de la prise en compte de l'environnement par les porteurs de projets.

¹ Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avis

Les projets soumis à l'Ae pour avis comportent des études d'impact identiques à celles qui avaient été présentées lors de l'établissement des demandes d'autorisation environnementale de chacun des trois projets. À cette occasion l'Autorité environnementale a émis trois avis :

- [Avis du 27 septembre 2018 sur la création de deux entrepôts logistiques Virtuo Fos 1 et Virtuo Fos 2](#) ;
- [Avis du 6 octobre 2018 sur la création d'un entrepôt logistique Velio](#) ;
- [Avis du 25 septembre 2018 sur le projet d'entrepôt logistique de la société Wlife sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône \(13\)](#).

En l'absence d'éléments nouveaux, l'autorité environnementale n'a rien à ajouter aux avis présentés ci-dessus.

5.8-Avis du Conseil National de la Protection de la Nature (CNP)

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE

art. L411-1 et L411-2 du livre IV du code de l'environnement

Référence Onagre du projet : n°2018-12-18-01549 Référence de la demande : n°2018-01549-041-001

Dénomination du projet : Aménagement de la ZIP Distriport

Demande d'autorisation environnementale - Date de mise à disposition : 13/12/2018

Lieu des opérations : -Département : Bouches-du-Rhône -Commune(s) : 13270 - Fos-sur-Mer.

Bénéficiaire : Bocognano Jean-Michel - Grand Port Maritime de Marseille (GPMM)

MOTIVATION ou CONDITIONS
<p>Le GPMM (Grand Port Maritime de Marseille) propose un aménagement dans le cadre de l'achèvement des lots A5 et A8 du lotissement de Distriport.</p> <p>Les quatre nouveaux entrepôts logistiques à implanter couvrent une surface de 45 hectares dans la suite d'une zone d'activité autorisée depuis 1995 par arrêté préfectoral sur une superficie de 160 hectares. Cet aménagement s'installe dans un espace de grande qualité écologique et paysagère typique de l'écosystème humide du delta du Rhône.</p> <p>Les remarques du CNPN sont disposées dans une suite logique de l'instruction d'une demande de dérogation à la protection des espèces protégées :</p> <p>Absence de solutions alternatives à cette installation :</p> <p>Il est dit dans le dossier que "cette activité est un relais de croissance vital face au déclin structurel définitif de l'industrie de raffinage concrétisé par la fermeture de nombreux sites fossés".</p> <p>Pourquoi alors ne pas avoir envisagé la reconversion de ces sites abandonnés ? Il n'est fait aucune référence au recyclage, ni à la reconversion de ces sites industriels à l'abandon.</p> <p>Les inventaires de flore et de faune :</p> <p>Même dégradés et partiellement remblayés, les milieux humides conservent des caractéristiques écologiques fortes grâce aux sansouïres/prés salés méditerranéens riches de sept espèces protégées de flore, dont la Saladelle de Provence et la Saladelle de Girard qui couvrent 23,9 hectares et comprenant des milliers de pieds détruits par le projet, ainsi que le Lys maritime et le Chiendent du littoral. On remarque également les oiseaux, dont des oiseaux d'eau comme la Sterne naine, l'Echasse blanche, le Gravelot à collier interrompu et des oiseaux des buissons comme la Fauvette à lunettes rare ; les amphibiens, dont les Pélodytes ponctués et cultripèdes ; les reptiles dont la cistude ; les mammifères enfin avec la présence de la loutre et du campagnol amphibie, sans oublier les chiroptères dont on peut regretter l'absence du formulaire cerfa, car ce sont des espèces à PNA qui chassent sur les corridors écologiques et zones humides correspondant à leurs domaines vitaux.</p> <p>Certains groupes ont mal été étudiés : absence impossible du Crapaud calamite et de la Couleuvre de Montpellier, impasse totale sur les espèces aquatiques comme les poissons migrateurs et invertébrés, hydrophytes non recherchées et notamment Althenia filiformis, Riella helicophylla, Tolypella salina...</p> <p>Evaluation des enjeux :</p> <p>Malgré l'intérêt ci-dessus mentionné, comment peut-on conclure à des enjeux modérés en terme d'habitats naturels et avec autant d'espèces rares et menacées à l'échelle nationale détruites ?</p> <p>A noter que la Fauvette à lunettes est placée en NT au niveau des menaces, alors qu'elle est en EN (en danger) sur la liste UICN actuelle.</p> <p>Effets cumulés :</p> <p>Il apparaît, à la lecture du dossier, que d'autres extensions du port à proximité sont envisagées sur ces mêmes sansouïres... Mais rien n'est dit à ce titre dans la présente demande.</p>

MOTIVATION ou CONDITIONS

Mesures d'évitement :

Aucune mesure d'évitement sérieuse n'est proposée dans ce dossier, tant sur les espaces les plus remarquables de flore et de faune, que sur les bordures, zones de refuge de flore et de faune, pas même une proposition visant le maintien de fossés/canaux dans le but de conserver des continuités écologiques.

N'y-a-t-il pas possibilité de mieux disposer les bâtiments et terres-pleins pour sauvegarder des stations ?

Mesures compensatoires :

La MC1 couvre 71 hectares et est située au nord de la route en continuité de la Mesure Compensatoire dite de 2007, d'un précédent aménagement dans un secteur non aménageable du GPMM. Où est l'additionnalité écologique dans le cas présent ? Où se trouve la plus-value écologique dans un espace déjà géré par un pâturage extensif en faveur de la préservation de la biodiversité et qui ne sera jamais aménagé ?

L'acquisition de connaissances sur la biodiversité en année 1 est prévue dans cette MC1 pour permettre la mise en œuvre d'un plan de gestion, puis de mesures de restauration dans un second temps. Ces phases auraient dû être engagées et présentées au présent dossier de demande de dérogation. C'est en effet un préalable à la mesure de compensation, car devant servir au calcul de la perte, puis de gain en faveur de la biodiversité protégée.

Par ailleurs, le dimensionnement de la compensation écologique ne repose pas sur des critères de destruction/dégradations de zones humides prévues par le SDAGE, ni sur des ratios de compensation liés à la destruction d'espèces, selon leur importance hiérarchisée : au bas mot, si l'on tenait compte de l'ensemble de ces critères (ratio de 2/1 pour destruction de ZH remarquables + ratio de 3 à 4/1 pour la valeur écologique des espèces détruites), c'est de l'ordre de 250 à 300 hectares qu'il serait nécessaire de compenser, si possible sur partie de sites dégradés ou mal gérés du domaine propriété du GPMM.

La MC2, quant à elle, consiste à restaurer les continuités écologiques par la création de passages de faune pour relier la MC1 et la Mesure Compensatoire de 2007. Cette mesure n'est pas recevable en mesure de compensation, car elle apparait comme pré-requis au bon fonctionnement de la Mesure Compensatoire de 2007 et n'est en aucun cas additionnelle, même si c'est une mesure pertinente pour permettre son désenclavement.

Aucune garantie, quant à la durabilité des mesures compensatoires proposées et de leur gestion, n'est apportée véritablement.

Si l'on résume les coûts consacrés à l'ensemble de ces mesures (660.000 €), 200.000 € sont consacrés aux suivis, 400.000 € consacrés aux travaux occasionnés par la MC2... Que reste-t-il pour les mesures de gestion et restauration des espaces à gérer de façon pérenne ?

Le dossier de demande de dérogation au sens strict ne respecte pas deux des trois conditions d'octroi prévues par les textes en cas de destruction d'espèces protégées, à savoir :

- absence de solutions alternatives satisfaisantes,
- la dérogation ne nuira pas au maintien dans un état de conservation favorable les populations d'espèces concernées par le projet dans leur aire de répartition naturelle.

C'est pourquoi un avis défavorable est prononcé sur la demande de dérogation à la protection des espèces protégées.

Il est constaté (et reproché) que le GPMM n'adopte pas la démarche des autres ports autonomes métropolitains qui ont depuis des années réalisé un inventaire global de leur espace concédé en matière d'habitats naturels et de répartition des espèces de flore et de faune qui les habitent + définition des fonctionnalités écologiques existantes, donnant lieu à un schéma d'aménagement prospectif de leur territoire tant en matière d'aménagement portuaire (y compris les réhabilitations de zones à l'abandon), que de conservation/protection de sites naturels (sorte d'avoires de biodiversité) qui seraient échangés au gré de l'avancement des projets.

C'est dans cet esprit que le CNPN souhaite revoir ce projet si une suite lui est donnée.

Sans cette vision prospective globale des projets de développement, il ne peut y avoir une amélioration dans l'état de dégradation de la biodiversité protégée dans l'espace du GPMM.

Par délégation du Conseil national de la protection de la nature :

Le Président de la Commission Espèces et communautés biologiques : Michel Métais

AVIS : Favorable ☐

Favorable sous conditions ☐

Défavorable ☒

Fait le : 22 février 2019

Signature :



5.9-Mémoire de la société VELIO en réponse à l'avis de la MRAe

VELIO
Siège social : 17 avenue André Roussin - Espace Jean Jacques Vernazza - 13016 MARSEILLE
Tél. : 04 91 09 59 00 – Fax : 04 91 60 34 99
SAS au capital de 100 000 €
N° Siret 832 419 238 00015 – APE 6820 B

Mémoire de réponse à l'avis de la Mission Régionale environnementale de Provence-Alpes- Côte d'Azur sur la création d'un entrepôt logistique par la société VELIO

Dossier réalisé avec le concours du Bureau VERITAS
Service Maîtrise des Risques - Environnement

Novembre 2018

Pages : 1/8

VELIO
Siège social : 17 avenue André Roussin - Espace Jean Jacques Vernazza - 13016 MARSEILLE
Tél. : 04 91 09 59 00 – Fax : 04 91 60 34 99
SAS au capital de 100 000 €
N° Siret 832 419 238 00015 – APE 6820 B

1 RAPPEL DE LA SYNTHÈSE DE L'AVIS ET DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Dans ce chapitre, nous avons repris la synthèse de l'avis de la MRAE ainsi que les principales recommandations auxquelles nous nous attacherons d'apporter des éléments de réponses.

La MRAE conclut que :

Le projet a pour objectif d'implanter deux entrepôts pour le stockage de produits manufacturés (dont combustibles et substances dangereuses (aérosols,...) sur le territoire de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône, dans le département des Bouches-du-Rhône (13). Le projet est installé dans la zone d'activités Distriport d'une superficie de 160 hectares entièrement dédiés à l'implantation d'installations logistiques. Cette opération s'inscrit dans le contexte environnemental spécifique de la zone industrialo-portuaire (ZIP) de Fos, sur laquelle coexistent étroitement un outil industriel de première importance et des espaces de grande qualité écologique et paysagère de l'écosystème humide du delta du Rhône. L'aménagement envisagé a pour conséquence la disparition à terme d'une surface actuellement vierge de toute construction caractéristique des paysages de Crau dans un processus global de consommation d'espace naturel lié à la multiplication des projets industriels à l'échelle de la ZIP de Fos. L'Autorité environnementale considère que le projet ne peut être dissocié du projet Distriport et que les impacts environnementaux de cette plateforme doivent être évalués globalement.

Les principales insuffisances relevées par l'Autorité environnementale sont :

- les enjeux et impacts auraient dû être appréhendés de manière globale à l'échelle du projet de la zone logistique Distriport ;*
- au niveau biodiversité les mesures compensatoires proposées ne sont pas suffisamment justifiées et abouties .Le maître d'ouvrage devra également s'assurer que le projet respecte la réglementation relative aux espèces protégées ;*
- au vu des forts enjeux et forts impacts, l'évaluation des incidences Natura 2000 est insuffisante ;*
- avec un trafic routier important, l'enjeu qualité de l'air et de la santé humaine n'a pas été pris en compte.*

La MRAE émet les recommandations principales suivantes :

1/ Évaluer, conformément à l'alinéa III de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement, les incidences environnementales globales à l'échelle du périmètre de projet de la plate-forme logistique Distriport.

2/ Reprendre les mesures compensatoires en démontrant la prise en compte des fonctionnalités écologiques perturbées, le respect du principe d'additionnalité et d'équivalence écologique, l'absence de perte nette de biodiversité et d'atteinte aux espèces protégées. Mettre en place des mesures de suivi qui permettent de vérifier dans la durée le respect de ces principes.

3/ Démontrer pour toutes les espèces protégées affectées par le projet, l'absence d'incidences en phase exploitation, conformément à l'article L. 411-1 du code de l'environnement qui interdit les atteintes à ces espèces.

4/ Préciser, dans le cadre d'une approche globale des impacts du projet sur Distriport, les incidences potentielles du projet au regard des objectifs de conservation et des espèces et habitats de l'ensemble des sites Natura 2000 potentiellement affectés.

Sur cette base, ré-évaluer la conclusion de l'étude d'incidences Natura 2000.

5/ Evaluer les incidences liées à la pollution de l'air due au trafic routier vis-à-vis des risques sanitaires et appliquer la séquence ERC aux impacts décelés à l'échelle de la zone logistique de Distriport

ML

VELIO
Siège social : 17 avenue André Roussin - Espace Jean Jacques Vernazza - 13016 MARSEILLE
Tél. : 04 91 09 59 00 – Fax : 04 91 60 34 99
SAS au capital de 100 000 €
N° Siret 832 419 238 00015 – APE 6820 B

2 REPONSE A LA RECOMMANDATION 1

Recommandation 1 : Évaluer, conformément à l'alinéa III de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement, les incidences environnementales globales à l'échelle du périmètre de projet de la plate-forme logistique Distriport.

L'autorité environnementale estime que le périmètre du projet est celui de la plateforme logistique Distriport. Cette plateforme logistique est autorisée au titre de la loi sur l'eau par arrêté du 2 novembre 1995 autorisant le Port Autonome de Marseille à aménager et à exploiter la plate-forme logistique « DISTRIPORT » à PORT SAINT LOUIS DU RHONE et par l'arrêté complémentaire n°36-2007 EA du 24 septembre 2007.

Le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) commercialise donc des terrains à vocation logistique nécessitant uniquement un dépôt de permis de construire et sa propre demande d'autorisation environnementale. La société VELIO a donc élaboré ces dossiers pour la création de chacun de ses bâtiments en y étudiant les incidences propres à ses 2 projets.

L'analyse des incidences environnementales globales à l'échelle de la zone DISTRIPORT n'est pas du ressort de chacun des pétitionnaires. Cette analyse a été effectuée et présentée dans le dossier de demande d'autorisation du Port Autonome de Marseille pour l'aménagement de la plateforme, en date d'avril 1995.

3 REPONSE A LA RECOMMANDATION 2

Recommandation 2 : Compléter le dossier en démontrant que le projet répond aux orientations de la DTA et des autorisations antérieures relatives à la ZIP de Fos-sur-Mer .

Pour rappel, la DTA, définie par l'article L-111.1.1 du code de l'urbanisme, fixe les principaux objectifs de l'Etat en matière de localisation des grandes infrastructures de transport et des grands équipements et de préservation des espaces naturels, des sites et des paysages.

Elle fixe les orientations fondamentales de l'Etat en matière d'aménagement et d'équilibre entre les perspectives de développement, de protection et de mise en valeur des territoires.

Elle peut également préciser les modalités d'application des dispositions particulières au littoral adaptées aux caractéristiques géographiques locales.

La DTA des Bouches-du-Rhône a été approuvée par le décret n° 2007-779 du 10 mai 2007. Elle s'impose depuis aux autres documents d'urbanisme: les plans locaux d'urbanisme et schémas de cohérence territoriale (SCOT) doivent être compatibles avec ses orientations.

Tel que précisé dans l'étude d'impact au chapitre 3.9.1, les projets de VELIO sont compatibles avec la DTA de 2007. Pour mémoire, la DTA prévoit en particulier que le môle Graveleau soit dédié à l'accueil d'activités logistiques en lien avec les terminaux à conteneurs en Darse 2. La plateforme logistique DISTRIPORT constitue l'un des éléments majeurs de cet équipement, et les projets logistiques de VELIO s'inscrivent parfaitement dans cette orientation.

Par ailleurs, l'étude d'impact démontre également la compatibilité des projets VELIO aux orientations du SCOT (chapitre 3.9.2) et règlement de la ZIP (chapitre 3.9.3).

VELIO
Siège social : 17 avenue André Roussin - Espace Jean Jacques Vernazza - 13016 MARSEILLE
Tél. : 04 91 09 59 00 – Fax : 04 91 60 34 99
SAS au capital de 100 000 €
N° Siret 832 419 238 00015 – APE 6820 B

4 REPONSES AUX RECOMMANDATIONS 3 A 10

Recommandations sur la biodiversité y compris Natura 2000 :

Recommandation 3 : Pour la bonne application de la séquence ERC et du principe d'absence de perte nette de biodiversité à l'échelle du projet Distriport, proposer des mesures d'évitement et étudier la mesure de réduction liée à la limitation ou l'adaptation de l'emprise du projet.

Dans cette recommandation, la MRAE fait référence à un périmètre d'étude à l'échelle de la zone DISTRIPORT.

La société VELIO a fait l'acquisition de 2 lots pour y implanter 2 bâtiments logistiques dans le respect de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment l'arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et le respect du règlement de la ZIP.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale démontre la conformité des 2 projets à ces différentes réglementations.

Le volet biodiversité du secteur de la zone de DISTRIPORT est pris en compte au travers de 2 arrêtés préfectoraux de la zone (arrêtés préfectoraux de 1995 et 2007 pour rappel). La société VELIO s'était donc initialement appuyée sur ces éléments et aucune mesure d'adaptation de l'emprise du projet ne s'avérait donc nécessaire.

C'est à la lumière des nouvelles investigations de terrains réalisées par ECO-MED au cours du 1^{er} semestre 2018 que des enjeux biodiversité ont été mis en évidence sur des remblais récents, pour la plupart liés à des espèces pionnières et opportunistes. A ce stade, les dossiers de demande d'autorisation environnementale et permis de construire sont en cours d'instruction et aucune adaptation du projet n'a pu être envisagée.

Par ailleurs, si l'on se réfère à une prise en compte à l'échelle de la zone DISTRIPORT, force est de constater que seul le GPMM est en mesure d'apporter des éléments de réponse, pour les mêmes raisons que celles évoquées à la recommandation n°1. Vous trouverez, en annexe de ce mémoire de réponse, l'acte d'engagement du GPMM visant à répondre aux recommandations émises dans l'avis de la MRAE. Toutefois, il peut être noté que des dispositions d'évitement avaient été prises en compte lors de l'établissement de DISTRIPORT.

Ainsi, un certain nombre de mesures ont été retenues par le GPMM et sont détaillées dans l'étude d'impact au chapitre 8.2.2.

Ces mesures ont permis une réévaluation des impacts bruts significative.

Recommandation 4 : Joindre au dossier les documents attestant des engagements du GPMM à mettre en œuvre des mesures compensatoires pour les projets de la zone Distriport.

Bien que les mesures de réduction aient permis de réévaluer les impacts bruts, des impacts résiduels subsistent et des mesures compensatoires ont donc été proposées dans l'étude d'impact au chapitre 8.2.3 et son annexe 4.

VELIO

Siège social : 17 avenue André Roussin - Espace Jean Jacques Vernazza - 13016 MARSEILLE

Tél. : 04 91 09 59 00 – Fax : 04 91 60 34 99

SAS au capital de 100 000 €

N° Siret 832 419 238 00015 – APE 6820 B

Ces mesures devant être portées par le GPMM, ce dernier s'engage par écrit à les mettre en œuvre. Ce courrier est joint au présent mémoire.

De plus, un dossier de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées va être également élaboré en parallèle de la procédure d'autorisation environnementale et sera porté par le GPMM qui dispose de toute la légitimité pour le faire compte tenu du fait que les mesures définies le sont à l'échelle de l'ensemble des lots A restant à aménager dans le lotissement logistique DISTRIPORT.

Recommandation 5 : Reprendre les mesures compensatoires en démontrant la prise en compte des fonctionnalités écologiques perturbées, le respect du principe d'additionnalité et d'équivalence écologique, l'absence de perte nette de biodiversité et d'atteinte aux espèces protégées. Mettre en place des mesures de suivi qui permettent de vérifier dans la durée le respect de ces principes.

Ces mesures seront explicitées dans le dossier de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées porté par le GPMM. Vous trouverez, en annexe de ce mémoire de réponse, l'acte d'engagement du GPMM visant à répondre aux recommandations émises dans l'avis de la MRAE.

Toutefois, l'étude d'impact aborde d'ores et déjà le suivi des mesures compensatoires dans son chapitre 8.2.4 et son annexe 4.

Recommandation 6 : Démontrer pour toutes les espèces protégées affectées par le projet, l'absence d'incidences en phase exploitation, conformément à l'article L. 411-1 du code de l'environnement qui interdit les atteintes à ces espèces.

Cette démonstration sera faite dans le dossier de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées porté par le GPMM. Vous trouverez, en annexe de ce mémoire de réponse, l'acte d'engagement du GPMM visant à répondre aux recommandations émises dans l'avis de la MRAE.

Recommandation 7 : Préciser, dans le cadre d'une approche globale des impacts du projet sur Distriport, les incidences potentielles du projet au regard des objectifs de conservation et des espèces et habitats de l'ensemble des sites Natura 2000 potentiellement affectés. Sur cette base, ré-évaluer la conclusion de l'étude d'incidences Natura 2000.

Le périmètre d'étude requis par le MRAE dans cette recommandation concerne la zone DISTRIPORT et non spécifiquement les projets VELIO.

Cette analyse n'étant pas du ressort de la société VELIO, le GPMM va prendre en charge ces études à l'échelle de l'ensemble des lots A restant à aménager dans le lotissement logistique DISTRIPORT..

Une nouvelle approche de l'étude d'incidences Natura 2000 sera donc menée et portée par le GPMM. Vous trouverez, en annexe de ce mémoire de réponse, l'acte d'engagement du GPMM visant à répondre aux recommandations émises dans l'avis de la MRAE.

Recommandation 8 : Approfondir l'analyse de l'incidence du projet sur le réseau local de continuités écologiques en lien avec les mesures prévues pour l'aménagement global de la zone Distriport.

NL

Pages : 6/8

VELIO

Siège social : 17 avenue André Roussin - Espace Jean Jacques Vernazza - 13016 MARSEILLE

Tél. : 04 91 09 59 00 – Fax : 04 91 60 34 99

SAS au capital de 100 000 €

N° Siret 832 419 238 00015 – APE 6820 B

Le périmètre d'étude requis par le MRAE dans cette recommandation concerne la zone DISTRIPORT et non spécifiquement les projets VELIO.

Cette analyse n'étant pas du ressort de la société VELIO, le GPMM va prendre en charge ces études à l'échelle de de l'ensemble des lots A restant à aménager dans le lotissement logistique DISTRIPORT..

L'analyse de l'incidence du projet sur le réseau local de continuités écologiques en lien avec les mesures prévues pour l'aménagement global de l'ensemble des lots A restant à aménager dans le lotissement logistique DISTRIPORT sera donc menée et portée par le GPMM. Vous trouverez, en annexe de ce mémoire de réponse, l'acte d'engagement du GPMM visant à répondre aux recommandations émise dans l'avis de la MRAE.

Recommandations sur la qualité de l'air :

Recommandation 9 : Evaluer les incidences liées à la pollution de l'air due au trafic routier vis-à-vis des risques sanitaires et appliquer la séquence ERC aux impacts décelés à l'échelle de la zone logistique de Distriport

Pour rappel, le service compétent pour ce domaine est l'Agence Régionale de la Santé et ce service a été consulté pendant la phase d'instruction des dossiers. L'ARS a conclu que les informations fournies dans l'étude d'impact répondaient à la réglementation applicable à ce type d'installation et que les émissions n'étaient pas à quantifier.

L'analyse qualitative de l'impact du trafic, comme le prévoit la circulaire du 09/08/13 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation, est réalisée au chapitre 5.3.6 de l'étude d'impact.

Par ailleurs, pour les impacts de la plateforme DISTRIPORT, il convient de se référer au dossier de demande d'autorisation du Port Autonome de Marseille en date d'avril 1995.

Recommandations sur les risques industriels

Recommandation 10 : Joindre au dossier et prendre en compte les dispositions du porter-à-connaissance du PPRT FOS OUEST auraient pu être prises en compte.

L'analyse de la vulnérabilité des projets VELIO aux risques technologiques est réalisée au chapitre 6.1.2 de l'étude d'impact. Le projet VELIO est notamment impacté par les servitudes du site GCA et les mesures d'aménagement prévues dans l'arrêté préfectoral portant servitudes d'utilité publique ont été prévues par VELIO. Le détail de ces mesures est précisé au chapitre 3.9.4 de l'étude d'impact.

Quant au PPRT FOS OUEST, il a été précisé que ce dernier était toujours en cours d'élaboration. Au moment du dépôt du dossier, VELIO n'avait pas connaissance d'un porter à connaissance portant sur le PPRT FOS OUEST.

Après consultation sur le site de préfecture des Bouches-du-Rhône, il s'avère que ce porter à connaissance présente les zones de dangers et aléas liés aux sites industriels de la zone Ouest de la commune de Fos-sur-Mer, ainsi que les dispositions en matière d'urbanisme.

Au vu de ce porter à connaissance, il apparaît que les projets VELIO se trouve dans la zone d'aléas M+. Dans cette zone, l'activité logistique est autorisée et il est recommandé que les projets prennent les dispositions visant à protéger les occupants contre les accidents tels qu'identifiés sur les cartes d'aléas du porter à connaissance.

nl

VELIO

Siège social : 17 avenue André Roussin - Espace Jean Jacques Vernazza - 13016 MARSEILLE

Tél. : 04 91 09 59 00 – Fax : 04 91 60 34 99

SAS au capital de 100 000 €

N° Siret 832 419 238 00015 – APE 6820 B

Comme mentionné dans le porter à connaissance, nous nous sommes rapprochés de la préfecture pour obtenir les informations détaillées sur les niveaux d'intensité des phénomènes dangereux auxquels nos sites sont susceptibles d'être exposés. Le phénomène dangereux redouté est ici l'effet toxique.

Comme évoqué précédemment, Le projet VELIO est déjà impacté par les servitudes du site GCA et les mesures d'aménagement prévues dans l'arrêté préfectoral portant servitudes d'utilité publique ont été prévues par VELIO. Le détail de ces mesures est précisé au chapitre 3.9.4 de l'étude d'impact. Ainsi, un local de confinement est prévu : deux salles serviront de local de confinement (une salle de réunion et le réfectoire de surfaces respectives 37,2 et 33,3 m²). Ces locaux seront dans le bloc bureaux/locaux sociaux implanté dans le coin Ouest du bâtiment.

Cet aménagement permet de couvrir le risque énoncé dans le porter à connaissance du PPRT FOS OUEST. Il sera appliqué de la même manière sur le bâtiment VELIO .



Marc Liotta.



Direction Générale

SAS VELIO, groupe MEDIACO

**Espace Jean-Jacques Vernazza
17 avenue André Roussin
13016 MARSEILLE**

A l'attention de **M. Marc LIOTTA**

Marseille, le **10 DEC. 2018**

Objet : Dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées sur Distriport

Monsieur,

Les terrains – lot A5, lot A6, lot A7 et lot A8 – sur la zone de Distriport ont fait l'objet de promesses unilatérales de vente entre le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM), le propriétaire, et respectivement les sociétés VIRTUO FOS 2, VIRTUO FOS 1, WLIFE et VELIO, acquéreurs desdits terrains, en vue de l'édification d'entrepôts logistiques.

A la demande des services de l'Etat en charge de l'instruction des demandes d'autorisation environnementale des projets logistiques, l'appréciation des impacts sur la biodiversité résiduelle sur ces terrains, qui ont pourtant été largement remaniés (dépôt de remblais) dans le cadre de l'aménagement global de la zone, a dû être actualisée et réévaluée de manière plus fine et précise. En corollaire des mesures de réduction et de compensation proportionnées avec ces impacts réévalués, ont dû être définies.

Les parties prenantes (porteurs de projets logistiques, services de l'Etat et GPMM) ont convenu qu'une globalisation de ces mesures était un gage de pertinence et d'efficacité. Dans ce contexte, les acquéreurs des terrains concernés ont coordonné leurs études environnementales, en particulier la mise à jour des investigations écologiques.

Les acquéreurs ont déposé leurs dossiers de demande d'autorisation environnementale complétés avec un addendum établi par le bureau d'études ECOMED le 18 juillet 2018 auprès des services de l'Etat. Ces dossiers décrivent les dispositions prises pour éviter, réduire et compenser les impacts des différents projets.

Cet addendum fait état d'impacts résiduels notables non substantiels sur quelques espèces protégées situées sur les différentes parcelles. Pour réaliser les différents projets logistiques, une dérogation d'interdiction à la destruction d'espèces protégées est donc nécessaire.

Je tenais à vous informer que le GPMM accepte de porter la demande de dérogation à la destruction d'espèces protégées sur les terrains en question, dans le cadre d'une demande d'arrêté complémentaire à l'arrêté préfectoral d'aménagement de Distriport de 1995, modifié en 2007.

GRAND PORT MARITIME DE MARSEILLE
23, Place de la Joliette - CS 81965 - 13226 Marseille Cedex 02

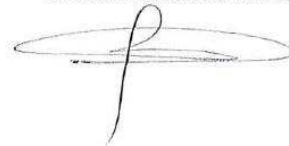
Cette demande liste les mesures dites de réduction, de compensation et d'accompagnement (cf. annexe) sur lesquelles le port est engagé. Ces mesures représentent un engagement financier maximal estimé à 640 k€ HT. Elles s'intègrent dans le cadre plus large commun aux quatre projets concernés et seront donc prises en charge globalement et mises en œuvre par le GPMM dans le cadre de sa stratégie d'intégration des enjeux de biodiversité de la zone industrialo-portuaire en cohérence avec les mesures d'ores et déjà mises en œuvre pour l'aménagement de la plateforme Distriport.

Dans le cas où des mesures complémentaires seraient exigées par l'autorité administrative, un tour de table financier avec l'ensemble des parties prenantes sera organisé.

En espérant que ces éléments permettent de faire prospérer votre projet, je vous prie de croire, Monsieur, à l'expression de mes respectueuses salutations.

La Présidente du Directoire

Christine Cabau-Woehrel





Partie 4 : Propositions de mesures d'atténuation

15. CHIFFRAGE ET PROGRAMMATION DES MESURES PROPOSÉES

15.1. MESURES DE RÉDUCTION

	Opérations et budget estimé	Période de mise en œuvre
Mesure R1 : Amélioration de l'état de conservation et des fonctionnalités écologiques des canaux de ceinture	-Enlèvement des déchets et arrachage des espèces invasives d'octobre à février : 15 jours ouvrés soit 15 000€.	Phases chantier et fonctionnement Entretien écologique pendant 30 ans
Mesure R2 : Proscrire tout stationnement d'engins de chantier et tout dépôt de matériaux potentiellement polluants à proximité des cours d'eau et des zones humides	Compris dans le coût du projet	Phase chantier
Mesure R3 : Limitation et adaptation de l'éclairage – Limitation de l'effarouchement de certaines espèces de chauves-souris	Compris dans le coût du projet	À intégrer dès la phase conception Effectif en phase fonctionnement
Mesure R4 : Adaptation de la clôture périmétrale des sites industriels au passage de la faune	Compris dans le coût du projet	Phase chantier Effectif en phase fonctionnement
Mesure R5 : Adaptation du calendrier des travaux à la phénologie des espèces	Compris dans le coût du projet	Phase chantier

La mise en place des mesures de réduction s'élève à un budget estimé à 15 000 €. L'entretien des canaux sera ensuite intégré à la gestion courante du GPMM tout le long de l'exploitation future *sur a minima* 30 ans.



Partie 4 : Propositions de mesures d'atténuation

15.2. MESURES DE COMPENSATION**Mesure C1-A : Amélioration des connaissances sur la biodiversité sur les parcelles compensatoires (durée 1 an)**

Activité	Poste	Unité	Quantité estimée	Budget estimatif
1) Inventaire de la biodiversité				
Flore (recherches diurnes)	Expert	Jour	12	7 800
Entomofaune	Expert	Jour	6	3 900
Amphibiens	Expert	Jour	6	3 900
	Expert	Nuit	6	4 200
Reptiles	Expert	Jour	5	3 300
Avifaune	Expert	Jour	12	7 800
Mammifères / Chiroptères	Expert	Jour	5	3 500
	Expert	Nuit	12	8 500
Cartographie	SIGiste	Jour	1,5	900
Sous-total estimatif « Inventaire » en €				43 800
2) Restitution des données				
Rédaction de rapports d'expertises	Expert	Jour	18	11 000
Coordination	Chef de projet	Jour	2	1 400
Réunions de concertation	Chef de projet	-	1	800
Sous-total estimatif « Restitution » en €				13 200
Budget estimatif en €				57 000 €

Mesure C1-B : Élaboration d'un plan de gestion environnemental et socio-économique adapté en contexte fortement vulnérable et anthropisé – 30 ans

Opération		
Rédaction d'un plan de gestion sur 71 ha sur la base des résultats d'inventaire (Mission en rapport avec la réalisation d'inventaires sur le terrain chiffrés dans C1-A ci-avant)	~25 jours ouvrés d'experts naturalistes	20 000
Budget estimatif mesure C1-B en €		20 000 €

Mesure C1-B.1 : Soutien au pâturage extensif des prés salés

Opération		
Mise en place d'une convention de pâturage et rédaction du cahier des charges, concertation avec un éleveur	4 jours d'ingénierie agricole	4 000
Budget estimatif mesure C1-B.1 en €		4 000 €



Partie 4 : Propositions de mesures d'atténuation

Mesure C1-B.2 : Lutte contre les espèces végétales exotiques envahissantes

Activité	Poste	Nb d'individus à arracher	Unité	Quantité estimée	Budget estimatif
Lutte contre les espèces végétales exotiques envahissantes dans la zone compensatoire (2007) - phase expérimentale (mesure « pilote » d'efficacité)					
Arrachage du Séneçon en arbre	Entreprise privée/GPMM/ Exploitant/Chantier d'insertion	28	Jour	5	2500
Arrachage de l' Herbe de la Pampa	Entreprise privée/GPMM/ Exploitant/Chantier d'insertion	97	Jour	8	4000
Bâchage pour asphyxie des racines	Achat bâches	-	Bâche	10	900
	Fixation des bâches	-	Jour	2	1000
Coordination scientifique de la mesure	Expert écologue (botaniste)	-	Jour	3	2 100
Budget estimatif mesure C1-B.2 en €					10 500 €

Mesure C3 : restauration des continuités écologiques via la création de passages à faune entre la zone de compensation « 2007 » et les écosystèmes au nord (chiffrage source GPMM)

Opérations de gestion (source : GPMM)	
Conception	6 000 €
Crapauducs	60 000 €
Murets anti-franchissement	209 000 €
Crapauduc sous voie ferrée	7 000 €
Budget estimatif mesure C3 en €	282 000 €

La somme estimative globale budgétée pour la mise en œuvre des mesures compensatoires s'élève à 373 500 €



Partie 4 : Propositions de mesures d'atténuation

15.3. MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Intitulé de la mesure	Opérateur et durée	Budget estimatif	Période
Mesure A1 : Transplantation du Lys maritime et du Scille fausse-Jacynthe	1 jour botaniste	1 000€	Avant chantier
Mesure A2 : Préservation de l'indigénat de la flore locale	Compris dans le suivi du chantier S1	Cf. S1 ci-après	Phase chantier
Mesure A3 : Approfondissement des connaissances relatives à la Fauvette à lunettes à l'échelle de la ZIP	Ornithologue : réalisation d'inventaires, cartographie, rapport.	36 600 € Cf. détail ci-dessous	Dès l'autorisation du projet Durée totale : 4 ans

Chiffrage détaillé de la mesure A3 d'approfondissement des connaissances relatives à la Fauvette à lunettes à l'échelle de la ZIP et calendrier :**Suivi annuel de la population reproductrice et hivernante de la ZIP (3 ans)**

Ce protocole inclus du temps de terrain, de l'analyse, de la cartographie, de la rédaction et du temps de coordination (acteurs locaux, mise en place du programme de recherche). Sur une base de 15 jours de terrain, 2 jours de cartographie, 2 jours d'analyse et rédaction, 1 réunion et 4 jours de coordination par an, le tableau suivant récapitule les frais sur 3 ans.

Activité	Poste	Unité	Quantité estimée	Budget estimatif
Inventaire				
Avifaune	Ornithologue	Jour	45	29 300
Cartographie	SI Giste	Jour	3	1 800
Restitution des données				
Rédaction de rapport	Ornithologue	Jour	6	3 600
Réunion	Ornithologue	Jour	2	1 900
Total estimatif de la mesure en €				36 600

Le montant total pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnement écologique s'élève à 37 600 €

15.4. SUIVIS CONTRÔLE ET ÉVALUATION

Intitulé de la mesure	Poste et durée	Budget estimatif	Période
S1 : audit écologique des travaux : formation et sensibilisation des maîtres d'œuvre à la prise en compte des enjeux écologiques	14 jours écologue	10 000 €	Avant-pendant-post chantier (durée du chantier : 13 mois)



Partie 4 : Propositions de mesures d'atténuation

Sc1 : Suivi global des mesures écologiques proposées sur les parcelles compensatoires et de la reconquête des espèces impactées autour de l'emprise - durée 30 ans	En moyenne 5 jours écologue par an pendant 30 ans + 2 jours annuels pour rédaction d'un bilan de suivi	4 500 € annuels soit 135 000€ sur 30 ans	À partir du début de la réalisation d'actions compensatoires
Sc2 : Suivi de l'efficacité des mesures mises en place en faveur des chiroptères et de la faune terrestre (passages à faune) – 3 années de suivi sur une durée de 5 ans : N, N+2, N+5.	Suivi passage à faune	42 200 €	Dès l'autorisation du projet
	Mesure de l'efficacité des aménagements compensatoires en termes de fonctionnalité écologique pour les chiroptères	17 000 €	

Chiffrage détaillé du suivi de l'efficacité des mesures par rapport aux chiroptères et aux mammifères terrestres :

Le nombre de détecteurs à poser et le nombre de passages à faune n'étant pas encore clairement défini, ce chiffrage est un minimum.

Activité	Poste	Unité	Quantité estimée	Budget estimatif
1. Mesurer l'efficacité des aménagements compensatoires en termes de fonctionnalité écologique pour les chiroptères : N, N+2, N+5.				
a. Mise en évidence des connexions écologiques favorables aux chiroptères				
Cartographie et mise en place du protocole	SIGiste/Expert	Jour	1	600
b. Suivi acoustique sur 3 années				
Terrain de repérage et de pose des détecteurs passifs (1 jour terrain/an)	Expert	Jour	3	2 000
Nuit d'écoute active (3 N/an)	Expert	Nuit	9	6 300
c. Analyse des résultats et production d'un rapport annuel				
Analyse des sons (0,5 jour bureau/N à 2 détecteurs passifs)	Expert	Jour	4,5	2 700
Rapport de synthèse annuelle (années 1 et 2)	Expert	Jour	2	1 200
Rapport final (bilan des 3 années)	Expert	Jour	1	600
Cartographie	SGIste	Jour	1,5	900
Coordination	Chef de projet	Jour	3	2 100
Total estimatif sur 3 années du suivi des chiroptères en €				17 000
2. Mesurer l'efficacité des passages à faune installés le long de la voie ferrée : N, N+2, N+5.				
2.1 Suivi des passages à faune spécifiques aux chiroptères				
a. Suivi acoustique et visuel sur 3 années				
Achat de matériel de vision nocturne	Forfait	-	1	4 500
Application du protocole sur le terrain (2 N/an)	Expert	Nuit	6	4 200
b. Analyse des résultats et production d'un rapport annuel				
Analyse des sons (0,5 B/N)	Expert	Jour	3	2 100



Partie 4 : Propositions de mesures d'atténuation

Activité	Poste	Unité	Quantité estimée	Budget estimatif
Rapport de synthèse annuelle (années 1 et 2)	Expert	Jour	2	1 200
Rapport final (bilan des 3 années)	Expert	Jour	1	600
Cartographie	SGIste	Jour	1	600
Coordination	Chef de projet	Jour	1,5	1 000
Sous-total estimatif sur 3 années				14 200
2.2 Suivi des passages à faune terrestres de petite et moyenne taille				
a. Suivi par piégeage photographique sur 3 années				
Achat de pièges photographiques (pour 6 passages suivis avec 3 pièges)	Forfait	-	18	9 000 minimum
Application du protocole sur le terrain (mutualisé avec 1.b.)	Expert	-	-	-
b. Analyse des résultats et production d'un rapport annuel				
Analyse des photos (1 B/passage/an)	Expert	Jour	25	15 000
Rapport de synthèse annuelle (années 1 et 2)	Expert	Jour	2	1 200
Rapport final (bilan des 3 années)	Expert	Jour	1	600
Cartographie	SGIste	Jour	1	600
Coordination	Chef de projet	Jour	2	1 600
Sous-total estimatif minimum sur 3 années				28 000
Total sur 3 ans du suivi des passages à faune en €				42 200

La mise en place des mesures de suivi s'élèvera à un montant total de 204 200 €

15.5. COÛT TOTAL DES MESURES

Nature des mesures	Chiffrage
Mesures d'évitement	Intégré à la conception et à la planification du programme DISTRIPORT
Mesures de réduction	15 000 € HT
Mesures de compensation*	373 500 € HT
Mesures d'accompagnement	37 600 € HT
Mesures de suivi	204 200 € HT
TOTAL	630 300 € HT

*Le GPMM possédant déjà la maîtrise foncière des parcelles compensatoires, aucune acquisition de parcelles compensatoires n'est nécessaire.

5.10-Mémoire du GPMM en réponse à l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN)

Port-Saint-Louis-du-Rhône, Société VELIO permis de construire et d'exploitation d'un entrepôt logistique ; arrêté préfectoral du 18 janvier 2019 M. le Préfet des Bouches-du-Rhône; enquête du 15/02/2019 au 18/03/2019- Annexes



GRAND PORT MARITIME DE MARSEILLE
23, Place de la Joliette - CS 81965 – 13226 Marseille Cedex 02

MEMOIRE EN REPONSE A L'AVIS DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE (CNP) du 22/02/19

PROJET D'ACHEVEMENT DE L'AMENAGEMENT DES LOTS A DU LOTISSEMENT DISTRIPORT (lots A5 à A8) PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE (13)



Demande d'arrêté complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 95-221/19-1995 EA du 02/11/1995 autorisant le Grand Port Maritime de Marseille à aménager et à exploiter la plate-forme logistique « DISTRIPORT » à Port-Saint-Louis-du-Rhône (13)

Dossier de saisine du CNPN relatif à la demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées

Suivi de la version du document

19/03/2019 – Version 4

Porteur du projet

Nom du porteur de projet (personne morale) : Grand Port Maritime de Marseille (GPMM)

Adresse : 23, Place de la Joliette – CS 81625 – 13226 Marseille Cedex 02

Contact projet : Jean-Michel Bocognano, Responsable de l'Activité Développement Durable à la Direction de l'Aménagement du GPMM

Coordonnées : Jean-Michel.Bocognano@marseille-port.fr / 04.91.39.40.00 (standard)

PREAMBULE

Le Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) aménage la zone de Distriport au fur et à mesure du développement de l'activité logistique et du besoin exprimé en entrepôts par les exploitants. Cet aménagement s'inscrit d'une part en conformité avec l'arrêté préfectoral n° 95-221/19-1995 EA du 02/11/1995 d'une durée de validité de 30 ans, autorisant le GPMM à aménager et à exploiter cette plateforme logistique ; il est d'autre part en cohérence avec la Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) des Bouches-du-Rhône de 2007. Depuis moins de cinq ans, le GPMM a entrepris le remblaiement des derniers lots aménageables du secteur A de la plate-forme avec l'aval des services de l'Etat.

Aujourd'hui, trois sociétés de promotion logistique : WLife, Virtuo, et Mediaco, ont exprimé leur souhait de venir s'implanter au sein de ce lotissement et ont matérialisé leur engagement auprès du GPMM via la signature de promesses unilatérales de vente en vue de l'implantation 4 entrepôts sur les derniers lots A5, A6, A7 et A8 de la plateforme.



Vue aérienne de l'emplacement du projet

La validité de l'arrêté préfectoral du 02/11/1995 pour autoriser les travaux d'aménagement du GPMM de ces derniers lots a été confirmée par les services de l'Etat. Des inventaires naturalistes ont été lancés en 2017 sur les conseils de la DREAL PACA pour compléter les quatre dossiers de demande d'autorisation d'exploiter au titre de la réglementation sur les ICPE des trois pétitionnaires. Les résultats de ces prospections réalisées jusqu'à l'été 2018 par le bureau d'études écologiques ECO-MED ont révélé la présence de plusieurs espèces protégées sur ces emprises.

En novembre 2018, pour poursuivre les procédures d'instruction de ces dossiers, les services de l'Etat ont confirmé que le GPMM pouvait porter une demande au titre du Code de l'Environnement qui dégagerait les trois porteurs des projets logistiques, maîtres d'ouvrage, d'une obligation de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées (DEP).

A cet effet, il a été demandé au GPMM d'engager une demande d'arrêté préfectoral complémentaire comprenant une dérogation à l'interdiction de destruction des espèces protégées, en s'appuyant sur l'arrêté d'autorisation de 1995, modifié en 2007.

Un dossier de saisine du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN), pour cette demande de dérogation, a été déposé pour instruction le 13/12/2018. Un avis défavorable a été rendu par le CNPN en date du 22/02/2019.

Le présent document a pour objectif d'apporter des éléments de réponse aux différents points mis en avant dans l'avis rendu par le CNPN.

REPONSES POINT PAR POINT A L'AVIS DU CNPN DU 22/02/2019

Cet avis comporte 17 points qui appellent des éléments de réponse du GPMM. Chacune de ces remarque/motivation formulée par le CNPN est numérotée et reportée ci-après.

- 1. Point n° 1 (page 1 de l'avis) :** L'avis indique dans son en-tête que le dossier porté à l'instruction concerne une « *Demande d'autorisation environnementale* ».

Réponse du GPMM :

Le Grand Port Maritime de Marseille bénéficie depuis le 02/11/1995 d'un arrêté préfectoral (n°95-221/19-1995 EA) l'autorisant à aménager et à exploiter la plate-forme logistique Distriport dans son intégralité (surface : 160 ha), dont les derniers lots A5 à A8. Cet arrêté préfectoral d'une durée de validité de 30 ans est toujours en vigueur. Il a été pris en visant les rubriques suivantes de la nomenclature Loi sur l'eau de l'époque :

« Rubrique 5.3.0 : Rejets d'eaux phiviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant supérieure ou égale à 20 ha,

Rubrique 6.4.0 : Création d'une zone imperméabilisée supérieure à 5 ha d'un seul tenant, à l'exception des voies publiques affectées à la circulation. »

Cet arrêté prescrivait la préservation d'une zone humide de 8 ha au sein de la plateforme.

Le 27/09/2007, un arrêté préfectoral complémentaire (n° 36-2007-EA) à l'arrêté précité de 1995 a été pris au titre de l'article R.214-18 du code de l'environnement de l'époque relocalisant au Nord de la plate-forme la zone humide initialement à préserver de 8 ha, en la redimensionnant sur une emprise de 11 ha. Cette zone de 11 ha a fait l'objet d'un programme de restauration, de préservation, de valorisation des milieux naturels et de suivi jusqu'en 2010 conformément aux engagements prévus dans le dossier de 2007.

Le dossier qui est aujourd'hui porté à l'instruction relève du même principe de demande d'arrêté complémentaire à l'arrêté Distriport de 1995 toujours en vigueur au titre des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement du fait de la destruction d'espèces protégées par la mise en œuvre du projet de remblaiement des derniers lots A5 à A8.

- 2. Point n° 2 (page 1 de l'avis) :** L'avis indique à la troisième phrase que « *Cet aménagement s'installe dans un espace de grande qualité écologique et paysagère typique de l'écosystème humide du delta du Rhône* ».

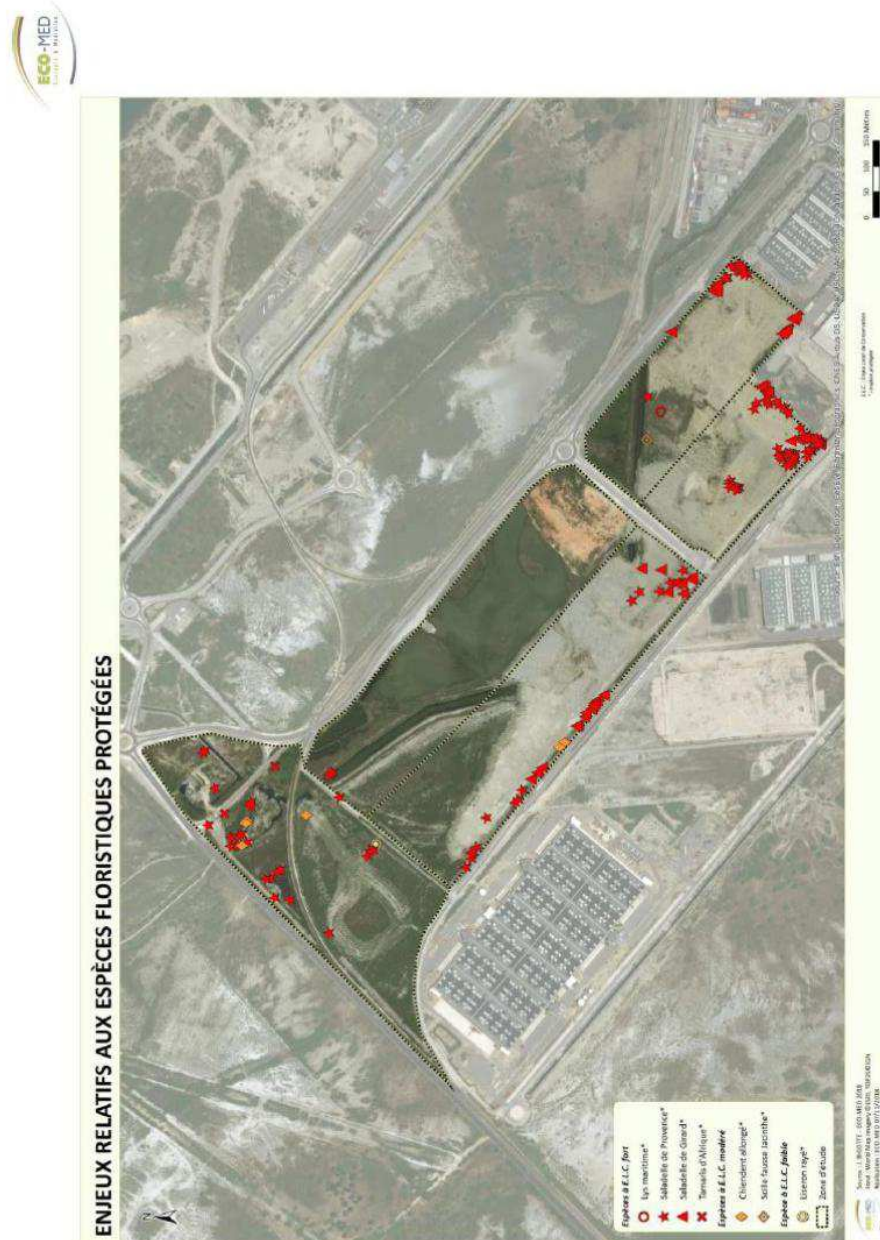
Réponse du GPMM :

A l'échelle macroscopique, la plate-forme de Distriport et plus largement la Zone Industriolo-Portuaire (ZIP) de Fos-sur-Mer au sein de laquelle se situe la plate-forme, sont implantées à l'interface des paysages de la Camargue à l'Ouest et de la Crau à l'Est.

A l'échelle du projet, les aménagements projetés sont au droit d'anciens prés salés dégradés par divers remblais, les plus récents ayant moins de 5 ans, autorisés par l'arrêté préfectoral de 1995, dont la dernière opération en date concerne la valorisation des terres excavées du chantier du tramway de Nice (500 000 tonnes). Une dynamique végétale de

recolonisation a récemment repris avec des cortèges d'espèces pionnières opportunistes, majoritairement des Saladelles.

La cartographie des inventaires floristiques (carte 17 page 86 du dossier de saisine du CNPN), est rappelée ci-après. Elle localise précisément ces espèces sur les récents remblais réalisés sur site, ce qui relativise fortement la qualité des habitats des espèces visées. Nous ne retrouvons pas à contrario ou de manière très marginale de spécimens de flore protégée sur les espaces non remaniés de ces lots voués à l'aménagement. La zone de compensation 2007 au Nord de Distriport recèle en revanche des stations de ces espèces à enjeu.



3. **Point n° 3 (page 1 de l'avis) :** Dans le paragraphe « *Absence de solutions alternatives à cette installation* », le CNPN rappelle un élément du dossier qui indique que « *cette activité est un relais de croissance vital face au déclin structurel définitif de l'industrie de raffinage concrétisé par la fermeture de nombreux sites fossés* ». Le CNPN pose alors la question: « *Pourquoi alors ne pas avoir envisagé la reconversion de ces sites abandonnés ? Il n'est fait aucune référence au recyclage, ni à la reconversion de ces sites industriels à l'abandon* ».

Réponse du GPM :

Les sites impactés par la crise du raffinage sur le pourtour de l'étang de Berre sont en reconversion, et aucun n'est abandonné au sens littéral du terme. Un exemple actuel de reconversion in situ d'une raffinerie est celui de Total la Mède qui a décidé de reconvertir son activité de raffinage traditionnel de brut en bioraffinerie. C'est une interprétation erronée de la justification de l'intérêt public majeur présentée dans le dossier : si des sites ont bien fermé, ils se situent dans l'hinterland industriel de la ZIP de Fos, qui inclut des implantations jusqu'en Suisse et en Allemagne, mais pas dans la couronne logistique locale.

Comme évoqué précédemment, l'implantation de la plate-forme logistique de Distriport est actée et autorisée depuis 1995. Elle est par ailleurs conforme à la DTA des Bouches-du-Rhône de 2007, qui traduit la politique de développement et d'aménagement prescrite et impulsée par l'Etat. Un extrait de la DTA (pages 72 et 73) sur les objectifs de développement de la ZIP de Fos-sur-Mer est rappelé ci-après :

1.2 - LA ZONE INDUSTRIALO-PORTUAIRE DE FOS

La zone industrialo-portuaire de Fos se situe au débouché de grands sites et milieux naturels tels le delta du Rhône et la Crau.

A la fin des années soixante, ce territoire a fait l'objet d'investissements majeurs de l'Etat avec la création d'une plate-forme industrielle et portuaire dont l'ambition était d'atteindre un niveau comparable à celui des plates-formes d'Europe du Nord (Anvers, Rotterdam, Zeebrugge, Hambourg...). Il faut souligner le fait que cet espace constitue avec ses quelques 10 000 hectares un ensemble unique en Europe et représente un enjeu fondamental pour le développement du département dans les 20 prochaines années.

Conformément à l'objectif de positionnement de l'activité portuaire dans le Sud français et méditerranéen et au contexte géographique dans lequel s'inscrit la ZIP, l'évolution de cet espace suppose une étroite articulation entre logique de développement et logique de protection qui tienne compte :

- ✓ des caractéristiques du site et de son rôle dans l'aménagement du territoire au titre à la fois de l'espace qu'il représente pour l'accueil d'entreprises ou installations fortement consommatrices d'espaces, d'activités industrielles plus difficilement acceptables en zones urbaines, et d'espaces au contact d'un vaste territoire naturel et agricole de grande qualité.
- ✓ des liens nécessaires entre fonctions portuaire, logistique et diversification industrielle pour la constitution d'un véritable hinterland,
- ✓ du renforcement essentiel des relations maritimes et fluviales et qui nécessitent le prolongement de la darse n° 2 jusqu'au canal d'accès au Rhône,
- ✓ de la mise en place de navettes avec les autres ports du bassin méditerranéen tels que Gênes, La Spezia, Livourne, Barcelone, Valence et la Corse,

Dans ce cadre, les objectifs suivants sont à prendre en compte :

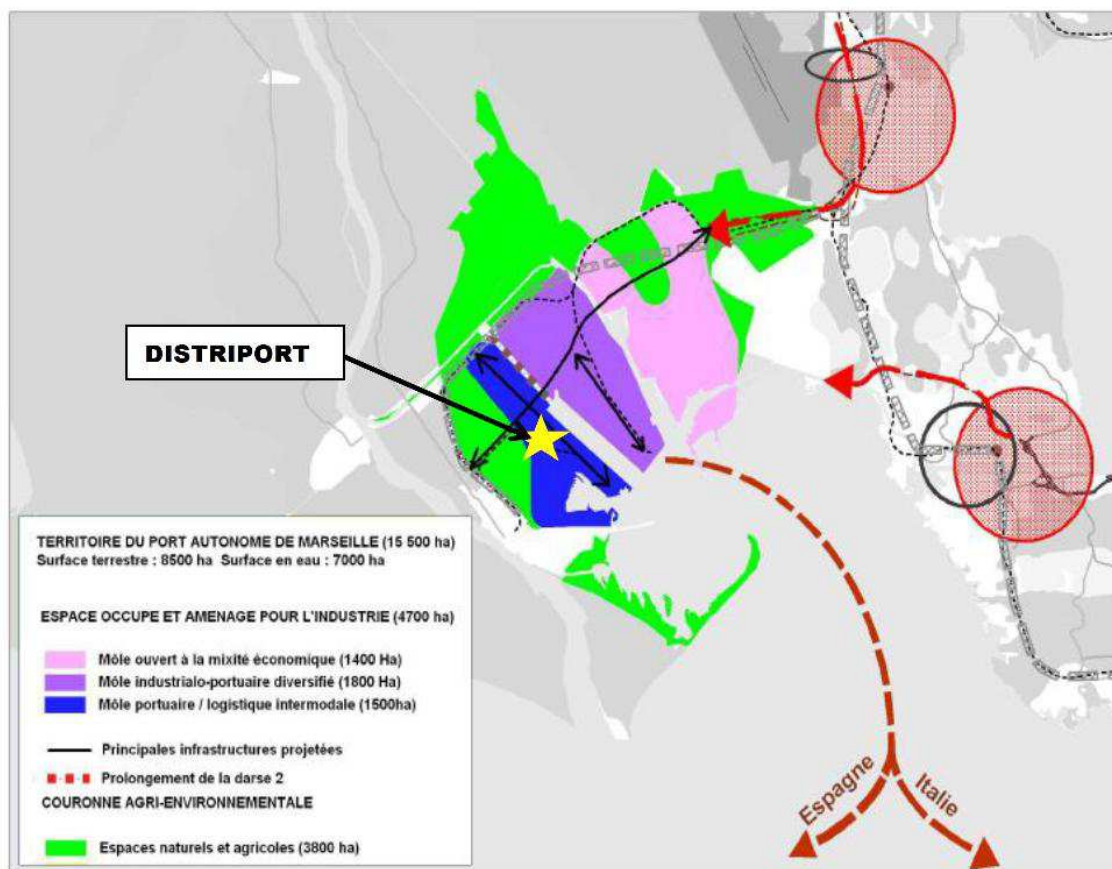
- ✓ développer les activités portuaires, logistiques et industrielles (Fos 2 XL, énergies nouvelles, ...),
- ✓ préserver les paysages et les milieux les plus intéressants,
- ✓ terminer l'aménagement global du secteur en faisant la part entre les espaces destinés aux activités économiques d'une part, et d'autre part les espaces préservés et destinés à demeurer

à l'état naturel qui pourront le cas échéant être utilisés au titre des mesures compensatoires des activités économiques développées dans la zone.

► Orientations

Les documents d'urbanisme doivent être compatibles avec les principes d'aménagement exprimés dans le schéma ci-dessous, et intégrer les modalités d'application de la loi littoral sur ce secteur, telles qu'exprimées dans le chapitre IV par le paragraphe consacré au secteur à enjeux particuliers de la ZIP de Fos.

Principes d'aménagement de la Zone Industrielle de Fos



Par ailleurs, la proximité de la plate-forme Distriport avec les terminaux à conteneurs permet de réduire les trajets de transports de conteneurs importés, exportés et retournés une fois vides aux armateurs. Pour les trafics de grands imports / exports, la localisation unique de la plateforme Distriport et l'avantage comparatif de son embranchement fer (par rapport à une autre plateforme dans le département permettent de réduire la pression sur les réseaux de transport viaires.

4. **Point n° 4 (page 1 de l'avis) :** Dans le paragraphe « *Les inventaires de flore et de faune* », le CNPN évoque pour le taxon des mammifères « *la présence de la loutre et du campagnol amphibie* ».

Réponse du GPMM :

La présence de ces deux espèces, Loutre d'Europe et Campagnol amphibie, n'a pas été avérée lors des prospections de terrains par le bureau d'études écologiques ECO-MED. Ces espèces sont présentées comme potentielles dans le dossier. Néanmoins, le GPMM a tenu à prendre en compte le Campagnol amphibie dans la liste des espèces soumises à la demande de dérogation du fait de sa capacité de fuite limitée face au risque potentiel de destruction d'individu en phase travaux, contrairement à la Loutre d'Europe nettement plus vagile.

Concernant la loutre, il convient de noter que, dans le cadre du Plan de Gestion des Espaces Naturels du GPMM, l'équipe de gardes gestionnaires participe aux recherches organisées au titre du Plan National d'Action de cette espèce. Depuis 2011, cela n'a pas permis de détecter d'indices de présence dans la circonscription du GPMM.

5. **Point n° 5 (page 1 de l'avis) :** Dans le paragraphe « *Les inventaires de flore et de faune* », le CNPN regrette pour l'ordre des Chiroptères « *l'absence du formulaire cerfa, car ce sont des espèces à PNA qui chassent sur les corridors écologiques et zones humides correspondant à leurs domaines vitaux* ».

Réponse du GPMM :

Deux espèces à enjeu local de conservation modéré, Pipistrelle pygmée et Sérotine commune, ont été avérées dans la zone d'étude en chasse et potentiellement en transit. Aucun gîte n'a été identifié sur les parcelles devant être aménagées. Seul le château d'eau situé dans la zone de compensation de 2007 pourrait potentiellement abriter des Chiroptères.

Les experts chiroptérologiques qui ont réalisé les inventaires argumentent que seules les espèces soumises à une destruction directe d'individus sont à intégrer dans le dossier de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées et donc au formulaire cerfa qui accompagne la demande. Ce qui n'est pas le cas ici du fait de l'absence de gîte sur site. Les deux espèces avérées de Chiroptères précitées ne sont donc pas intégrées au cerfa.

Néanmoins, l'ensemble des Chiroptères avérés ou potentiellement présents sur la zone d'étude bénéficieront :

- de la mesure d'évitement (E1) des canaux de ceinture des lots à aménager, corridors de transit et de chasse pour les Chiroptères, présentée au point n°10 du présent mémoire ;
- de l'ensemble des mesures de réduction proposées dans le dossier (mesures R1 à R4) ;
- de la mesure opérationnelle de compensation C2 de passage à faune.

6. **Point n° 6 (page 1 de l'avis) :** Dans le paragraphe « *Les inventaires de flore et de faune* », le CNPN indique dans son avis que « *Certains groupes ont mal été étudiés : absence impossible du Crapaud calamite et de la Couleuvre de Montpellier* ».

Réponse du GPMM :

Les pressions et périodes d'inventaires rappelées dans le tableau ci-après ont été telles que ces deux groupes : Amphibiens et Reptiles, ont été étudiés sur site à une période favorable à leur observation.

D'autres espèces appartenant à ces deux groupes ont été par ailleurs contactées au cours de ces inventaires : Pélobate cultripède, Pélodyte ponctué, Grenouille de Graf, Rainette méridionale pour les amphibiens ; Lézard des murailles, Couleuvre vipérine pour les Reptiles, et d'autres traitées dans le dossier en potentielles : Cistude d'Europe, Couleuvre à échelons, Coronelle girondine.

Groupe étudié	Expert	Date des prospections	Nombre de passages	Terrain	Rédaction
Flore / Habitats naturels	Jean BIGOTTE	02 février 2018 11 février 2018 19 mars 2018 16 avril 2018 24 et 28 mai 2018 19 juin 2018	7 passages diurnes (1 journée et 6 demi-journées)	X	X
Faune globale	Julien VIGLIONE	02 février 2018 11 février 2018 20 mars 2018	3 passages diurnes	X	X
Insectes	Alexandre CREGU	23 mai 2018 4 juin 2018 28 juin 2018 29 juin 2018 6 juillet 2018	5 passages diurnes	X	X
Amphibiens	Pierre VOLTE	13 mars 2018 05 mai 2018 21 mai 2018	1 passage diurne 3 passages nocturnes	X	X
Reptiles	Pierre VOLTE	11 juin 2018 15 juin 2018	2 passages diurnes	X	X
Oiseaux	Pierrick DEVOUCOUX	24 mai 2018 31 mai 2018 22 juin 2018	3 passages diurnes	X	X
Mammifères	Roland JAMAULT (sous-traitant)	16 juin 2018 (D+N) 18 juin 2018 (D+N)	2 passages diurnes 2 passages nocturnes	X	X
	Justine PRZYBILSKI (ECO-MED)	-	-	-	X
TOTAL			23 passages diurnes, 5 passages nocturnes		

Il est à noter que les mesures proposées d'atténuation (mesures R1 à R4) et de restauration des continuités écologiques (mesure C2) dans le dossier ne sont pas mono-spécifiques. Elles bénéficieront à l'ensemble des espèces présentes et potentielles de ces deux groupes, et de fait également aux deux espèces potentielles évoquées dans l'avis du CNPN : Crapaud calamite et Couleuvre de Montpellier.

7. **Point n° 7 (page 1 de l'avis) :** Dans le paragraphe « *Les inventaires de flore et de faune* », le CNPN indique dans son avis que le dossier présenté fait l'« *impasse totale sur les espèces aquatiques comme les poissons migrateurs et invertébrés, hydrophytes non recherchées et notamment *Althenia filiformis*, *Riella helicophylla*, *Tolypella salina*...* ».

Réponse du GPMM :

Les pressions d'inventaires pour la constitution du dossier ne se sont pas concentrées sur le milieu aquatique qui, pour l'ensemble des lots à aménager, correspond aux canaux périphériques existants. Ceux-ci qui seront conservés/évités, ainsi que cela est décrit dans la mesure d'évitement (E1) au point n° 10 du présent mémoire.

Par ailleurs, l'analyse bibliographique menée en préparation des inventaires de terrain à mener, a conclu que le secteur de Distriport n'était pas identifié comme habitat potentiel des espèces d'hydrophytes mentionnées dans l'avis, dont le biotope est la lagune méditerranéenne saumâtre (études 2012 à 2014, Conservatoire Botanique National Méditerranéen de Porquerolles et Tour du Valat, GPMM).

Le GPMM propose cependant, en complément de la mesure R1 visant l'amélioration de l'état de conservation des canaux de ceinture, de réaliser un état initial de la biodiversité en présence dans ce milieu et un suivi sur 3 ans après la mise en œuvre des actions identifiées dans la mesure R1 pour confirmer les bénéfices de ladite mesure. Les coûts estimés de ce suivi sont de 25 000 € HT, à savoir : 10 000 € HT pour la réalisation de l'état initial et 5 000 € HT par an pendant 3 années (sur la base de 5 jours d'écologie pour les visites de terrain et 2 jours pour la rédaction de chaque bilan annuel de suivi). Cette mesure de suivi sera dénommée par la suite **mesure Sc3**, en cohérence avec l'arborescence des mesures proposées dans le dossier.

8. **Point n° 8 (page 1 de l'avis) :** Dans le paragraphe « *Evaluation des enjeux* », le CNPN pose la question « *Comment peut-on conclure à des enjeux modérés en terme d'habitats naturels et avec autant d'espèces rares et menacées à l'échelle nationale détruites ? A noter que la Fauvette à lunettes est placée en NT au niveau des menaces, alors qu'elle est en EN (en danger) sur la liste UICN actuelle* ».

Réponse du GPMM :

Il convient de remettre dans leur contexte ces espèces protégées qui sont pionnières dans des milieux ouverts (telle que les Saladelles prépondérantes sur site), qui se sont installées sur des terrains récemment remblayés (cf. carte des inventaires floristiques point n°2 ci-avant). Il s'agit là d'un contexte particulier de recolonisation d'un milieu remanié par l'homme ; le climax de ce type de milieu récemment transformé est par ailleurs incertain. La fermeture progressive par une strate arbustive ou arborée ultérieurement se révélerait défavorable au maintien des espèces visées par la demande de dérogation. Le bureau d'étude en écologie n'a donc pas qualifié ces habitats remaniés au même niveau d'enjeu que les espèces protégées qui s'y sont développées de manière opportuniste.

Pour ce qui est du statut de la Fauvette à lunettes, le bureau d'études a commis une erreur dans le dossier déposé. Toutefois, cette espèce a bien été prise en compte dans la demande de dérogation et bénéficiera bien des mesures proposées dans le dossier, appropriées au regard de l'évolution de son statut dans la liste de l'UICN.

- 9. Point n° 9 (page 1 de l'avis) :** Dans le paragraphe « *Effets cumulés* », le CNPN indique dans son avis : « *Il apparaît, à la lecture du dossier, que d'autres extensions du port à proximité sont envisagées sur ces mêmes sansouïres...Mais rien n'est dit à ce titre dans la présente demande* ».

Réponse du GPMM :

L'analyse des effets cumulés dans le dossier a été réalisée conformément à la réglementation (article R.122-5 du code de l'environnement modifié par le décret n° 2016-1110 du 11/08/2016), soit en tenant compte :

- des projets ayant fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale au titre du R.181-14 du code de l'environnement et d'une enquête publique,
- ainsi que ceux ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du code de l'environnement et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.

En effet, d'autres projets d'extension (ex : programme Distriport 2) à proximité sont en cours d'étude, mais ne sont à ce stade pas suffisamment avancés pour pouvoir être intégrés dans la démarche d'analyse au titre des effets cumulés. Néanmoins, les dossiers réglementaires qui seront déposés pour ces prochains projets prendront en compte au titre de l'analyse de leurs effets cumulés les éléments du présent projet d'achèvement de l'aménagement des lots A de Distriport.

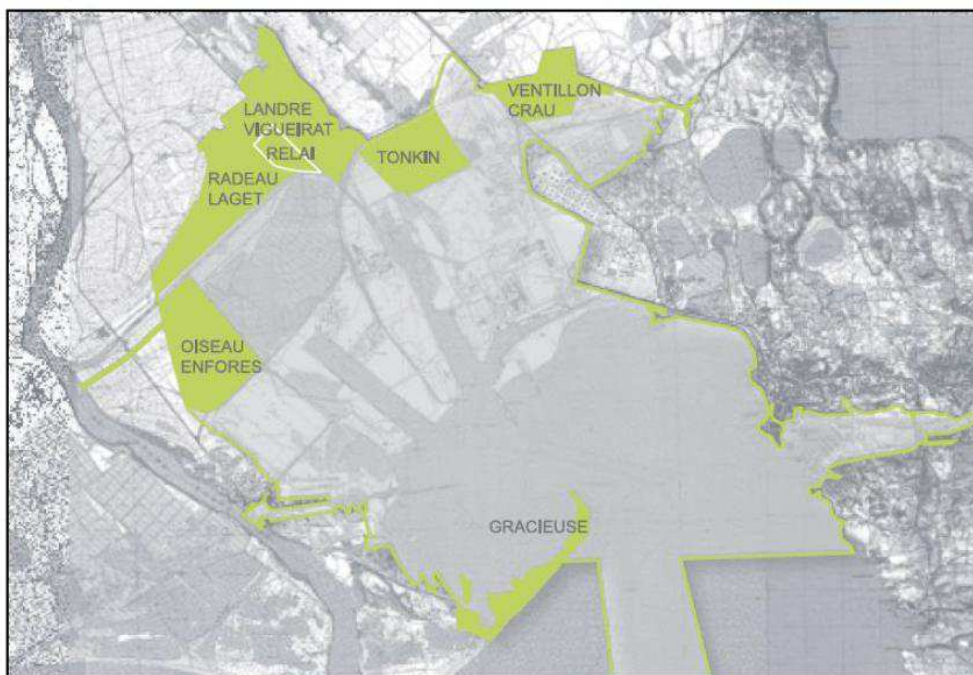
- 10. Point n° 10 (page 2 de l'avis) :** Dans le paragraphe « *Mesures d'évitement* », le CNPN indique : « *Aucune mesure d'évitement sérieuse n'est proposée dans ce dossier, tant sur les espaces les plus remarquables de flore et de faune, que sur les bordures, zones refuges de flore et de faune, pas même une proposition visant le maintien de fossés/canaux dans le but de conserver des continuités écologiques. N'y-a-t-il pas possibilité de mieux disposer les bâtiments et terre-pleins pour sauvegarder des stations ?* ».

Réponse du GPMM :

Il a été rappelé dans le dossier la situation de ces projets qui finalisent l'aménagement de la plateforme Distriport, autorisée à être aménagée dans son intégralité (160 ha comprenant les derniers lots présentés dans la demande) par l'arrêté préfectoral de 1995.

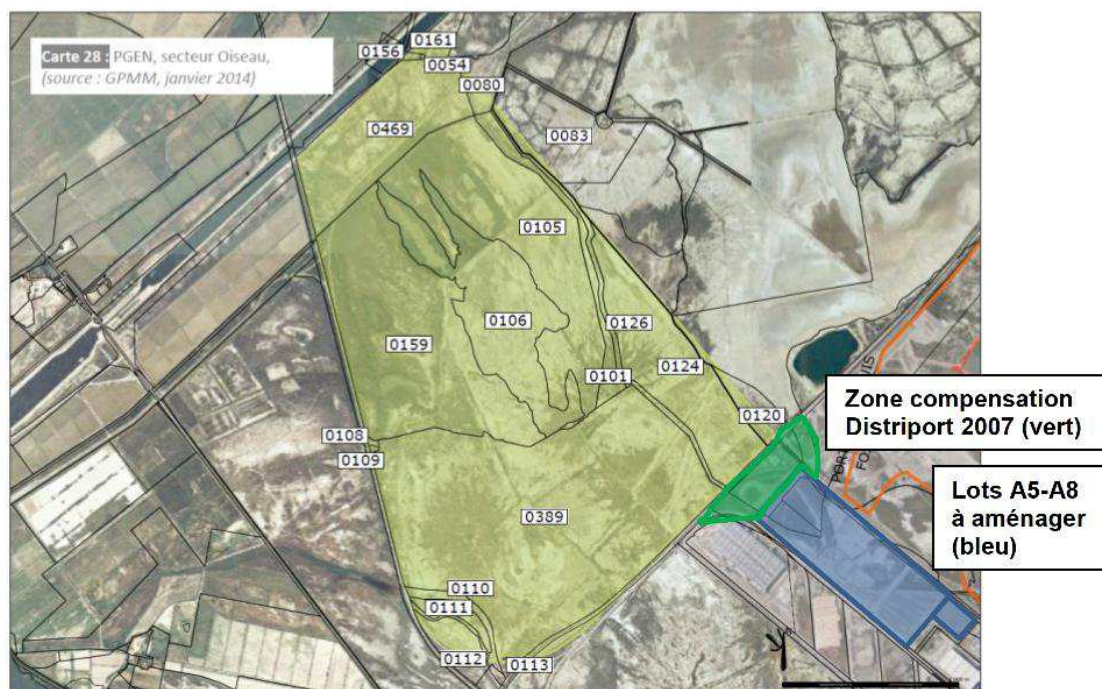
La mesure d'évitement à plus large échelle selon les grands principes de la DTA des Bouches-du-Rhône de 2007 (zones aménageables et couronne agri-environnementale) a bien été présentée dans la demande.

Au sein de cette couronne, le GPMM met en œuvre depuis 2007 par plans quinquennaux son Plan de Gestion des Espaces Naturels (PGEN) qui comporte 60 fiches-actions à mener sur l'intégralité des 2500 ha de ces espaces naturels. La cartographie ci-dessous illustre l'étendue de la couronne agri-environnementale bénéficiant de ce PGEN.



La couronne agri-environnementale de la ZIP de Fos-sur-Mer

Un zoom est réalisé sur la cartographie ci-après sur le secteur de l'Oiseau, jouxtant au Nord la plate-forme Distriport, au sein duquel sont proposées, dans le dossier initial et en complément dans le présent mémoire en réponse, des actions fortes de compensation en lien avec le projet d'aménagement.



Zoom sur le secteur de l'Oiseau inclus au PGEN

Il est à souligner que l'aménagement des derniers lots de Distriport a été pensé dès son origine en préservant/évitant les remblaiements des canaux de ceinture des parcelles afin de maintenir des corridors écologiques entre les secteurs littoraux au Sud et les espaces naturels de la couronne agri-environnementale au Nord. Ce point particulier de la préservation des canaux de ceinture n'est, à tort, pas présenté dans la demande comme une mesure d'évitement (E1).

Le GPMM s'engage donc à mettre en œuvre dans le cadre d'une mesure d'évitement E1 à l'échelle du projet la préservation des canaux de ceinture des lots A5 à A8 à aménager. Quelques points de passage busés seront réalisés (notamment pour le raccordement de la voie ferrée). La longueur de canaux (linéaire en bleu sur l'extrait cartographique ci-dessous) préservés est d'environ 1 800 mètres. Ces derniers permettront de maintenir une connexion écologique entre les zones littorales au Sud et les espaces naturels de la couronne agri-environnementale au Nord.



Cet évitement permet par ailleurs de répondre à l'objectif de préservation fixée dans la trame bleue du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) au sein de laquelle se situe le projet (cf. carte 12 page 58 du dossier).

En revanche, il n'a pas été possible de repositionner les aménagements afin de préserver certains individus/stations d'espèces protégées. Considérant qu'à terme, cette préservation par évitement au sein de la plateforme logistique qui entraîne l'enclavement/isollement de quelques

individus/stations aurait pour effet de conduire à leur disparition, le GPMM n'a donc pas privilégié cette approche.

11. Point n° 11 (page 2 de l'avis) : Dans le paragraphe « *Mesures compensatoires* », le CNPN indique : « *La MCI couvre 71 hectares et est située au nord de la route en continuité de la Mesure Compensatoire dite de 2007, d'un précédent aménagement dans un secteur non aménageable du GPMM. Où est l'additionnalité écologique dans le cas présent ? Où se trouve la plus-value écologique dans un espace déjà géré par un pâturage extensif en faveur de la préservation de la biodiversité et qui ne sera jamais aménagé ?* ».

Réponse du GPMM :

La mesure C1 proposée dans le dossier comprend 2 volets:

- C1-A qui correspond à l'acquisition de connaissances écologiques approfondies en vue d'établir un plan de gestion (mesure C1-B) de la zone qui sera destinée à la compensation. Cette mesure porte à la fois sur la zone de 60 ha destinée à la compensation au Nord de Distriport, mais également en additionnalité sur la zone de compensation de 2007 (11 ha) dont les derniers suivis datent de 2010, mais également sur une zone aménageable à proximité de 132 ha, d'habitats similaires de sansouïres et de prés salés afin de mieux identifier/connaitre les populations d'espèces en présence dans le secteur, ainsi que leurs fonctionnalités écologiques.
- C1-B qui correspond à la mise en œuvre du plan de gestion environnemental sur 71 ha (60 ha sur le secteur de l'Oiseau + 11 ha sur la parcelle compensatoire de 2007)

Au sein de la mesure C1-B, le dossier propose une action complémentaire (C1-B.1) de soutien au pâturage extensif des prés salés créant une plus-value écologique par la réouverture ou le maintien de milieux ouverts favorables à la préservation et aux développements des Saladelles, ainsi qu'une action C1-B.2 d'éradication des espèces envahissantes exogènes sur le site de compensation de 2007.

La parcelle de 60 ha vouée à la compensation au nord de Distriport s'inscrit déjà dans la couronne agri-environnementale du GPMM (secteur de l'Oiseau). Néanmoins, à ce jour, parmi les 60 fiches actions que comptent le PGEN couvrant l'intégralité des 2 500 ha de la couronne agri-environnementale, il n'existe pas d'action spécifique portant sur la parcelle proposée. Le plan de gestion environnementale proposé comme mesure de compensation C1-B et le soutien apporté au pâturage extensif des prés salés (mesure C1-B.1) apporteront donc une réelle plus-value écologique pour le site, et viendront renforcer les actions prévues au PGEN. Il est rappelé que la DTA des Bouches-du-Rhône de 2007 préconise que les espaces naturels de la couronne agri-environnementale puissent accueillir les mesures compensatoires rendues nécessaires par les aménagements dans les secteurs en développement (cf. Point 3, page 8 du présent mémoire). La mesure C1-B s'inscrit bien dans ce principe.

Les steppes salées méditerranéennes, habitat préférentiel des Saladelles, présentes sur le secteur de l'Oiseau, caractérisées dans le PGEN, sont particulièrement menacées par le développement rapide d'espèces envahissantes exogènes que sont l'Herbe de la pampa et le Sénéçon en arbre encore appelé Baccharis (cf. photos ci-dessous).



Le GPMM propose à cette fin de renforcer le dispositif de mesures compensatoires proposées dans le dossier par la mise en œuvre de deux mesures supplémentaires :

- Mesure C3 : Traitement du Baccharis par arrachage manuel et/ou mécanique sur deux emprises précises du secteur de l'Oiseau (cf. carte globale des mesures annexée au mémoire) :

- ✓ Zone B de compensation du projet (surface : 22 ha)

- ✓ Zone C de compensation du projet (surface : 2 ha)

En considérant une densité moyenne estimée à 100 pieds par hectare, pour un coût unitaire moyen d'arrachage lissé (mécanique/manuel) de 30 € HT par pied, cela représentera pour le traitement du Baccharis sur la surface globale de 24 ha un montant de 72 000 € HT.

En parallèle, un suivi périodique biannuel pendant 30 ans de la repousse de cette espèce invasive et une action de traitement, le cas échéant, par arrachage préventif des jeunes pousses en cas de réapparition, sera mis en place et intégré au suivi de routine de l'équipe de gestion des espaces naturels du GPMM sur ces deux zones. Les coûts liés à ce suivi, estimés à 6 000€/ 2 ans, soit 90 000 € HT sur 30 ans, seront internalisés.

- Mesure C4 : Traitement de l'Herbe de la Pampa par arrachage manuel et/ou mécanique sur la zone D de compensation du projet située dans le secteur de l'Oiseau (cf. carte globale des mesures annexée au mémoire) :

- ✓ Zone D de compensation du projet (surface : 91 ha)

En considérant la même densité de présence que ci-dessus pour le Baccharis (densité moyenne estimée de 100 pieds par hectare), pour un coût unitaire moyen d'arrachage lissé (mécanique/manuel) également de 30 € HT par pied, cela représente pour le traitement de l'Herbe de la Pampa sur la surface globale de 91 ha un montant de 273 000 € HT.

En parallèle, un suivi périodique biannuel pendant 30 ans de la repousse de cette espèce invasive et une action de traitement, le cas échéant, par arrachage préventif des jeunes pousses en cas de réapparition, sera également mis en place et intégré au suivi en gestion courante de l'équipe interne de gestion des espaces naturels du GPMM sur cette zone. Les coûts liés à ce suivi estimés à 24 000 €/ 2 ans, soit 360 000 € HT sur 30 ans, seront internalisés.

Le GPMM s'engage donc à mettre en œuvre dans le cadre du renforcement du dispositif de mesures proposées dans le dossier initial, deux mesures (C3 et C4) de traitement des espèces envahissantes exogènes, Baccharis et Herbe de la Pampa, sur 3 zones identifiées dans le secteur de l'Oiseau, au Nord de Distriport, sur une surface globale de 115 ha, renfermant des habitats de type steppes salées à Saladelles, pour un coût global supplémentaire de 795 000 € HT dont 345 000 € HT d'arrachage et 450 000 € HT de suivi sur 30 ans. Ces deux mesures ajouteront une véritable plus-value écologique pour ce secteur, et notamment pour l'habitat de steppes salées renfermant des populations de Saladelles (espèces protégées et habitats d'espèces comparables impactées par le projet), en venant renforcer le dispositif de gestion courante et de suivi dans le cadre du PGEN.

- 12. Point n° 12 (page 2 de l'avis) :** Dans le paragraphe « *Mesures compensatoires* », le CNPN indique : « *L'acquisition de connaissances sur la biodiversité en année 1 est prévue dans cette MC1 pour permettre la mise en œuvre d'un plan de gestion, puis de restauration dans un second temps. Ces phases auraient dû être engagées et présentées au présent dossier de demande de dérogation. C'est en effet un préalable à la mesure de compensation, car devant servir au calcul de la perte, puis de gain en faveur de la biodiversité protégée* ».

Réponse du GPMM :

Le calcul des pertes et gains de biodiversité est présenté dans le dossier déposé au paragraphe 10.4 « Réflexion sur le ratio de compensation et en conformité avec le principe fondamental de la compensation » pages 197 à 206. Il prend en compte l'équivalence selon ses trois piliers fondamentaux : équivalence géographique, temporelle et écologique, et les superficies. L'analyse de l'équivalence et de la plus-value écologique est présentée dans le dossier au paragraphe 10.6 pages 207-208.

La mesure d'acquisition des connaissances proposée sur le site voué à la compensation a été présentée comme une mesure de compensation dans le dossier (mesure C1) car elle a pour objectif de préciser les facteurs de gestion (menaces, évolution...) à prendre en compte dans un plan de gestion environnemental de la parcelle centré sur les espèces visées par la demande de dérogation.

Il a également été fait le choix pour cette mesure d'étendre le périmètre d'inventaire/acquisition des connaissances sur 1 an au-delà de la seule parcelle vouée à la compensation sur une parcelle de 132 ha supplémentaire (zone verte à l'Ouest de Distriport sur la carte globale des mesures jointe en annexe), afin d'avoir une connaissance plus approfondie des sites naturels à proximité, jouant vraisemblablement un rôle important dans l'écosystème global du secteur de Distriport.

- 13. Point n° 13 (page 2 de l'avis) :** Dans le paragraphe « *Mesures compensatoires* », le CNPN indique dans son avis que : « *Le dimensionnement de la compensation écologique ne repose pas sur des critères de destruction/dégradations de zones humides prévues par le SDAGE, ni sur des ratios de compensation liés à la destruction d'espèces, selon leur importance hiérarchisée [...] (ratio 2/1 pour destruction ZH remarquables + ratio de 3 à 4/1 pour la valeur écologique des espèces détruites)* ».

Réponse du GPMM :

L'aspect destruction de zones humides par remblaiement relevant de la Loi sur l'eau a fait l'objet en 1995 puis en 2007 d'une instruction sur ce point ayant abouti à la définition, à la restauration et à la préservation d'une zone naturelle de compensation (notamment zone humide à sansouïres) de 11 ha. Il a donc été considéré qu'il n'y avait pas lieu de traiter cet aspect dans la présente demande de dérogation au titre de l'interdiction de destruction d'espèces protégées et de calculer des surfaces de compensation de zones humides. Seul un calcul sur la base du ratio régulièrement utilisé a été réalisé pour les espèces protégées détruites ; les pages 197 à 208 de la demande de dérogation détaillent ce point.

Une partie des espèces soumises à la présente demande de dérogation étant inféodées à ce type d'habitat (sansouïres), il a été proposé comme compensation la préservation et la gestion d'une parcelle (zone A de compensation du projet sur la carte globale des mesures annexée)

abritant ce type d'habitat spécifique, répondant ainsi au critère d'équivalence écologique attendue par la réglementation.

- 14. Point n° 14 (page 2 de l'avis) :** Dans le paragraphe « Mesures compensatoires », le CNPN indique vis-à-vis de la proposition de compensation MC2 : « Cette mesure n'est pas recevable en mesure de compensation, car elle apparaît comme pré-requis au bon fonctionnement de la Mesure Compensatoire de 2007 et n'est en aucun cas additionnelle, même si c'est une mesure pertinente pour permettre son désenclavement ».

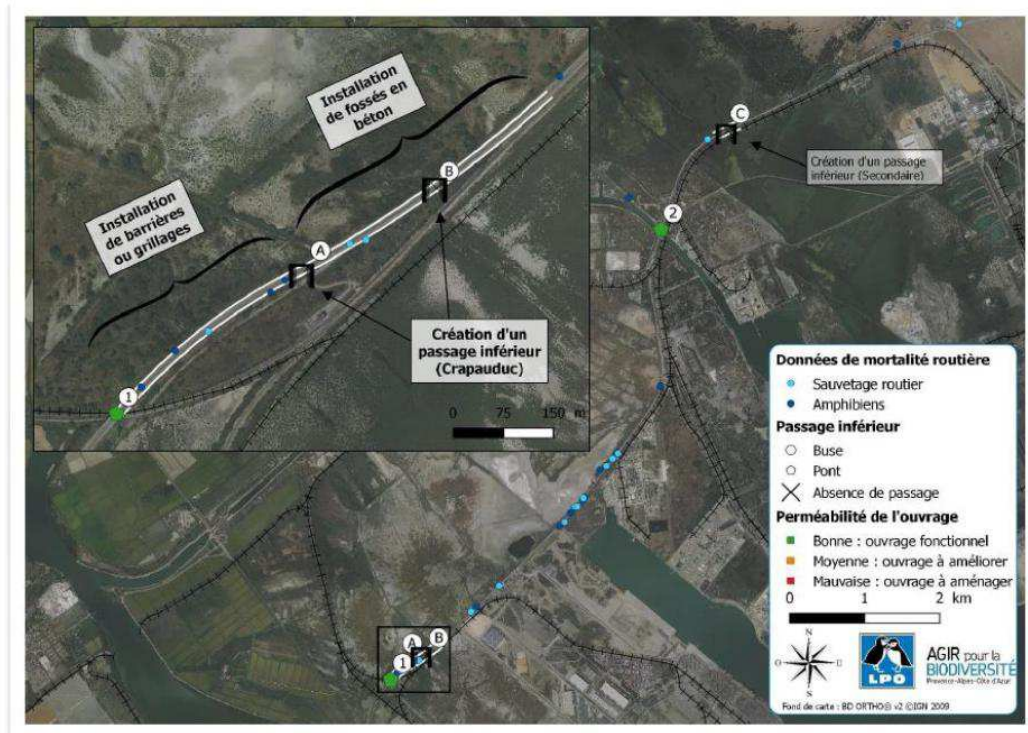
Réponse du GPM :

Les inventaires réalisés en 2018 en parallèle des inventaires sur les zones restant à aménager de Distriport par le même bureau d'études écologique confirment la présence d'espèces remarquables protégées comme : la Saladelle de provence, le Chiendent allongé et le Liseron rayé pour la flore; Pélodote cultripède, Pélodyte ponctué et Grenouille de Graf pour les batraciens; des colonies établies (espèces nicheuses) d'oiseaux tels que : Oedicnème criard, Guêpier d'Europe, Pipit rousseline, Tadorne de Belon, Cisticole des joncs, Bruant proyer, Cochevis huppé; et de nombreux contacts d'espèces de Chiroptères. La valeur écologique de la zone de compensation 2007 a donc été confirmée par ces derniers inventaires.

La mesure proposée C2 de reconnexion de cette zone avec le site de compensation plus au Nord vient donc en additionnalité au bon fonctionnement de celle-ci car elle permettra de reconnecter les populations de la petite faune (batraciens, mammifères notamment) aux populations du secteur de l'Oiseau au Nord, et limiter l'effet d'enclavement de la zone de compensation 2007 qui menace le site avec le développement des infrastructures et installations alentours.

La mesure proposée C2 de reconnexion écologique par la mise en œuvre de passages à faune sous la forme de crapauducs répond par ailleurs aux préconisations formulées par la LPO dans sa dernière étude (2019) sur la mortalité des batraciens sur la RD268, route séparant la zone de compensation 2007 à la zone de compensation nord proposée. Cette étude découle d'un projet plus global portant sur la conservation des amphibiens dans le territoire Fos/Berre, qui a permis d'identifier la RD268 comme l'une des deux routes les plus critiques de cet espace. Un extrait du diagnostic de cette étude est annexé au présent document.

Au regard des préconisations formulées dans l'étude LPO sur cette thématique, le GPM propose d'adapter le dispositif prévu de restauration des continuités via la création de passages similaires à faune sous la RD 268 (mesure C2 dans le dossier) entre la zone de compensation de 2007 et le secteur de l'Oiseau au Nord, en déplaçant deux passages inférieurs sous la route plus à l'Ouest, identifiés A et B sur la carte B3.12 page 170 de l'étude de la LPO annexée, et rappelée ci-dessous.



Carte B3.12 : Cartographie détaillée des aménagements préconisés sur la D268

170 | LPO PACA – paca.lpo.fr – Continuités écologiques pour les amphibiens de l'Etang de Berre

15. **Point n° 15 (page 2 de l'avis) :** Dans le paragraphe « *Mesures compensatoires* », le CNPN indique que : « *Aucune garantie, quant à la durabilité des mesures compensatoires proposées et de leur gestion, n'est apportée véritablement. Si l'on résume les coûts consacrés à l'ensemble de ces mesures (600.000 €), 200.000 € sont consacrés aux suivis, 400.000 € consacrés aux travaux occasionnés par le MC2... Que reste-t-il pour les mesures de gestion et restauration des espaces à gérer de façon pérenne ?* ».

Réponse du GPM :

Le GPM a notamment pour mission (4° de l'article L5312-2 du Code des transports) « La gestion et la préservation du domaine public naturel et des espaces naturels dont il est propriétaire ou qui lui sont affectés » ; par le statut d'Etablissement Public National (EPN) et par la maîtrise foncière des zones destinées à la compensation, des assurances solides sont donc avancées sur la durabilité des mesures compensatoires et de gestion proposées.

L'additionnalité des mesures compensatoires est évaluée par différence entre l'état de conservation et la richesse des milieux dans le cadre d'une gestion courante ou bien dans le cadre d'actions de protection, restauration, reconnexion, génie écologique à forte valeur ajoutée pour les milieux.

Le GPM dispose, pour rappel, d'une équipe (2 gardes gestionnaires, 1 technicien de gestion et 1 écologue) dédiée à la gestion de ces espaces naturels, et structurée au sein de l'Activité Développement Durable de la Direction de l'aménagement. Les propositions de

restauration (y compris les travaux afférents) et de gestion environnementale courante qui ressortiront de l'étude préalable des connaissances (mesure C1) seront explorées, arbitrées en fonction des disponibilités des ressources et mises en œuvre le cas échéant.

Les coûts globaux de l'ensemble des mesures proposées dans le dossier (paragraphe 15.5 page 227) sont rappelés ci-après :

Nature des mesures	Chiffrage
Mesures d'évitement	Intégré à la conception et à la planification du programme DISTRIPORT
Mesures de réduction	15 000 € HT
Mesures de compensation*	373 500 € HT
Mesures d'accompagnement	37 600 € HT
Mesures de suivi	204 200 € HT
TOTAL	630 300 € HT

*Le GPMM possédant déjà la maîtrise foncière des parcelles compensatoires, aucune acquisition de parcelles compensatoires n'est nécessaire.

Les compléments apportés par le GPMM au dossier initial et détaillés ci-avant portent le bilan financier des mesures à :

- Mesure E1 : Evitement des canaux de ceinture des lots A5 à A8 à aménager : 0 € HT
- Mesure Sc3 : Suivi biodiversité du milieu aquatique préservé (canaux de ceinture) : 25 000 € HT
- Mesure C3 : Traitement des espèces envahissantes exogènes type Baccharis (zones B et C secteur de l'Oiseau) : 162 000 € HT
- Mesure C4 : Traitement des espèces envahissantes exogènes type Herbe de la Pampa (zone D secteur de l'Oiseau) : 633 000 € HT
- Adaptation de la mesure C2 (déplacement 2 crapauds) : 0 € HT
- Adaptation du suivi de la mesure Sc2 : 0 € HT

Soit un coût global estimé pour l'ensemble des mesures complémentaires au dispositif initial de **820 000 € HT**, soit un coût total des mesures du projet d'achèvement de l'aménagement des derniers lots de Distriport de **1 450 300 € HT**.

- 16. Point n° 16 (page 2 de l'avis) :** Dans le relevé conclusif de l'avis, le CNPN indique que : *« Le dossier de demande de dérogation au sens strict ne respecte pas deux des trois conditions d'octroi prévues par les textes en cas de destruction d'espèces protégées, à savoir : absence de solutions alternatives satisfaisantes ; la dérogation ne nuira pas au maintien dans un état de conservation favorable les populations d'espèces concernées par le projet dans leur aire de répartition naturelle ».*

Réponse du GPMM :

Concernant l'absence de solutions alternatives satisfaisantes au projet, il a notamment été précisé, en réponse au point n°3, que le projet s'inscrit dans une démarche globale, encadrée par la DTA des Bouches-du-Rhône de 2007 qui traduit la politique de développement et d'aménagement prescrite et impulsée par l'Etat.

L'aménagement de la plateforme Distriport a été confirmé dans les deux derniers projets stratégiques du GPMM pour lesquels l'Autorité environnementale a rendu un avis qui ne remettait pas en cause le principe de fin d'aménagement de Distriport.

Il est également rappelé l'importance de la proximité de la plateforme Distriport avec les terminaux à conteneurs qui permet à la fois :

- De réduire les trajets de transports de conteneurs importés, exportés et retournés une fois vides aux armateurs ;
- De réduire la pression sur les réseaux de transport viaires si une autre localisation de la plate-forme devait être faite dans le département.

In fine, le projet actualisé en tenant compte de l'évitement des canaux de ceinture et de l'extension des mesures compensatoires et de suivis présentés dans ce mémoire, permet ainsi d'assurer la non dégradation de l'état de conservation des espèces concernées.

- 17. Point n° 17 (page 2 de l'avis) :** Dans le relevé conclusif de l'avis, le CNPN mentionne le fait que : *« Il est constaté (et reproché) que le GPMM n'adopte pas la démarche des autres ports autonomes métropolitains qui ont depuis des années réalisé un inventaire global de leur espace concédé en matière d'habitats naturels et de répartition des espèces de flore et de faune qui les habitent ; définition des fonctionnalités écologiques existantes, donnant lieu à un schéma d'aménagement prospectif de leur territoire tant en matière d'aménagement portuaire (y compris les réhabilitations de zones à l'abandon), que de conservation/protection de sites naturels (sorte d'avoirs de biodiversité) qui seraient échangés au gré de l'avancement des projets. [...] Sans cette vision prospective globale des projets de développement, il ne peut y avoir une amélioration dans l'état de dégradation de la biodiversité protégée dans l'espace du GPMM ».*

Réponse du GPMM :

Le GPMM, par la mise en œuvre de la méthode d'évaluation et de cotation des enjeux de biodiversité des secteurs aménageables de la ZIP de Fos-sur-Mer (Gomila, Naturalia, 2008), a été, il y a 10 ans, précurseur dans ce domaine. Les autres ports métropolitains ont suivi son exemple pour établir leur stratégie en matière de biodiversité.

Cette approche globale et les rendus cartographiques qui en ont découlé, ont été présentés et reçus favorablement par le CNPN en juin et septembre 2008 sans remise en cause de l'aménagement de Distriport.

Ces données ont permis d'établir consécutivement le Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) de la ZIP de Fos-sur-Mer, et de caractériser les secteurs

aménageables au regard de ces enjeux écologiques hiérarchisés. Ces éléments ont également permis de définir les perspectives d'aménagement du GPMM dans les différents projets stratégiques sur lesquels l'Autorité Environnementale a pu se prononcer.

Comme évoqué en séance plénière du CNPN du 22/02/2019 par le représentant du GPMM, le GPMM a décidé de réaliser un Schéma Directeur du Patrimoine Naturel (SDPN) qui intégrera la prospective d'aménagement et la gestion des espaces naturels, en prenant en compte les enjeux spatialisés de biodiversité et de fonctionnalités écologiques, afin d'établir un plan d'action et d'investissement cohérent avec le patrimoine naturel global du territoire.

BILAN ACTUALISE DES MESURES PROPOSEES

Sur la base des éléments présentés en réponse à l'avis du Conseil National du Patrimoine Naturel en date du 22/02/2019, le bilan des mesures proposées dans le dossier de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées a été réactualisé comme suit :

Mesures d'évitement

➤ Mesure E1 : Préservation des canaux de ceinture contigus aux lots A5 à A8 aménageables (nouvelle proposition d'évitement)

Le GPMM s'engage à mettre en œuvre dans le cadre d'une mesure d'évitement E1 à l'échelle du projet la préservation des canaux de ceinture des lots A5 à A8 à aménager (linéaire en bleu sur l'extrait cartographique ci-dessous). Quelques points de passage busés seront réalisés (notamment pour le raccordement de la voie ferrée). La longueur de canaux préservés est d'environ 1 800 mètres. Ces derniers permettront de maintenir une connexion écologique entre les zones littorales plus au Sud et les espaces naturels de la couronne agri-environnementale au Nord.



Mesures de réduction

- **Mesure R1 : Amélioration de l'état de conservation et des fonctionnalités écologiques des canaux de ceinture (page 141 du dossier)**

Mesure inchangée.

- **Mesure R2 : Proscrire tout stationnement d'engins de chantier et tout dépôt de matériaux potentiellement polluants à proximité des cours d'eau ou au sein des zones à enjeu (page 143 du dossier)**

Mesure inchangée.

- **Mesure R3 : Limitation et adaptation de l'éclairage – Evitement de l'effarouchement de certaines espèces de chauve-souris (page 143 du dossier)**

Mesure inchangée.

- **Mesure R4 : Adaptation de la clôture périmétrale des sites industriels au passage de la faune (page 145 du dossier)**

Mesure inchangée.

Mesures de compensation

- **Mesure C1-A : Amélioration des connaissances sur la biodiversité locale (page 185 du dossier)**

Mesure inchangée.

- **Mesure C1-B : Mise en œuvre d'un plan de gestion environnemental et socio-économique adapté en contexte fortement vulnérable et anthropisé (durée minimum : 30 ans) (page 187 du dossier)**

Mesure inchangée.

- **Mesure C1-B.1 : Soutien au pâturage extensif des prés salés (page 188 du dossier)**

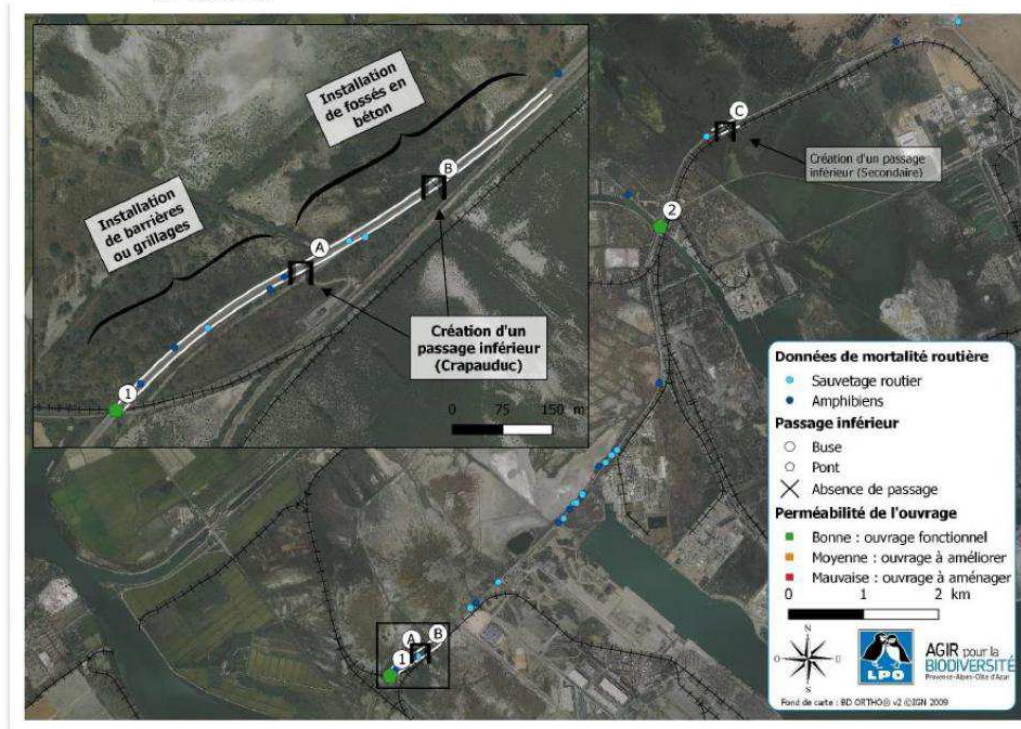
Mesure inchangée.

- **Mesure C1-B.2 : Lutte contre les espèces exotiques envahissantes par arrachage mécanique ou manuel (page 189 du dossier)**

Mesure inchangée.

➤ **Mesure C2 : Restauration des continuités écologiques via la création de passages à faune entre la zone de compensation « 2007 » et les écosystèmes au nord (page 192 du dossier) (adaptation de la mesure)**

La mesure initiale est adaptée par le déplacement de deux passages inférieurs à faune supplémentaires sous la route au niveau des points A et B identifiées sur la carte B3.12 page 170 de l'étude de la LPO annexée au mémoire et rappelée ci-dessous. Ces crapauducs seront similaires à ceux décrits dans la mesure C2 du dossier.



Carte B3.12 : Cartographie détaillée des aménagements préconisés sur la D268

170 | LPO PACA – paca.lpo.fr – Continuités écologiques pour les amphibiens de l'Etang de Berre

➤ **Mesure C3 : Traitement du Baccharis par arrachage manuel et/ou mécanique sur les emprises B et C du secteur de l'Oiseau : cf. carte des mesures globales annexée (nouvelle proposition de compensation)**

Le GPMM s'engage à réaliser afin de renforcer le dispositif de mesures de compensation proposé dans le dossier, une mesure supplémentaire C3 de traitement par arrachage mécanique et/ou manuel du Sénéçon en arbre, aussi appelé Baccharis, sur les zones B et C du secteur de l'Oiseau (surface globale traitée : 24 ha), renfermant des habitats de types steppes salées à Saladelles, espèce et habitat d'espèces impactés sur les emprises du projet d'aménagement.

En parallèle, un suivi périodique biannuel pendant 30 ans minimum de la repousse de cette espèce invasive et une action de traitement, le cas échéant, par arrachage préventif des jeunes pousses en cas de réapparition seront mis en place

et intégrés au suivi de routine de l'équipe interne de gestion des espaces naturels du GPMM sur ces deux zones. Les coûts liés à ce suivi seront intégrés au budget annuel de fonctionnement de l'équipe.

- **Mesure C4 : Traitement de l'Herbe de la Pampa par arrachage manuel et/ou mécanique sur l'emprise D du secteur de l'Oiseau : cf. carte des mesures globales annexée (nouvelle proposition de compensation)**

Le GPMM s'engage à réaliser afin de renforcer le dispositif de mesures de compensation proposé dans le dossier, une mesure supplémentaire C4 de traitement par arrachage mécanique et/ou manuel de l'Herbe de la Pampa, sur la zone D du secteur de l'Oiseau (surface globale traitée : 91ha), renfermant des habitats de types steppes salées à Saladelles, espèce et habitat d'espèces impactés sur les emprises du projet d'aménagement.

En parallèle, un suivi périodique biannuel pendant 30 ans minimum de la repousse de cette espèce invasive et une action de traitement, le cas échéant, par arrachage préventif des jeunes pousses en cas de réapparition seront mis en place et intégrés au suivi de routine de l'équipe interne de gestion des espaces naturels du GPMM sur cette zone. Les coûts liés à ce suivi seront intégrés au budget annuel de fonctionnement de l'équipe.

Mesures d'accompagnement écologique

- **Mesure A1 : Transplantation du Lys maritime et du Scille fausse-jacinthe (page 209 du dossier)**

Mesure inchangée.

- **Mesure A2 : Préservation de l'indigénat de la flore locale (page 209 du dossier)**

Mesure inchangée.

- **Mesure A3 : Approfondissement des connaissances relatives à la Fauvette à lunettes à l'échelle de la ZIP (page 209 du dossier)**

Mesure inchangée.

Mesures de suivi

- **Mesure S1 : Audit écologique des travaux : formation et sensibilisation des maîtres d'œuvre à la prise en compte des enjeux écologiques (page 150 du dossier)**

Mesure inchangée.

- **Mesure Sc1 : Suivi des mesures écologiques proposées sur les parcelles compensatoires et de la reconquête des espèces impactées autour de l'emprise (durée : 30 ans) (page 215 du dossier)**

Mesure inchangée.

- **Mesure Sc2 : Suivi de l'efficacité des mesures mises en place en faveur des chiroptères et des mammifères terrestres (durée : 3 années de suivi étalées sur 5 ans N ; N+2 ; N+5) (page 216 du dossier) (adaptation de la mesure)**

Du fait du déplacement de deux passages à faune sous la RD268 dans le cadre de l'adaptation de la mesure C2, le protocole de suivi (Sc2) de l'efficacité de cette mesure intégrera le suivi de ces deux crapauds, selon les modalités décrites dans le dossier initial.

- **Mesure Sc3 : Etat initial et suivi de la biodiversité des milieux aquatiques préservés : canaux de ceinture des lots A5 à A8 (durée : 3 années de suivi après réalisation de l'état initial à l'année N) (nouvelle proposition de suivi)**

Afin de s'assurer de l'efficacité de la mesure d'évitement E1 des canaux périphériques des lots A5 à A8, et de la mesure de réduction R1 d'amélioration de l'état de conservation et des fonctionnalités écologiques de ces canaux, le GPM engagera au travers d'une mesure spécifique de suivi Sc3 des milieux aquatiques la réalisation :

- D'un état initial de la biodiversité aquatique (poissons, invertébrés, hydrophytes) à l'année N ;
- D'un suivi sur 3 années sur les mêmes compartiments biologiques consécutivement à la réalisation de l'état initial.

ANNEXES

Annexe 1 - Extrait étude LPO mortalité batraciens RD268

Annexe 2 – Cartographie des mesures globales

5.11-Avis du maire de Fos-sur-Mer



POLE DEVELOPPEMENT

Le 7 mars 2019

Service Risques Majeurs

M. André FRANÇOIS
Commissaire enquêteur désigné pour l'enquête
publique VELIO

Affaire suivie par Anthony DESGRES

N° de téléphone : 04 42 47 71 13
Courriel : anthony.desgres@mairie-fos-sur-mer.fr

N/Réf. : JH/CD/NF/MJ/AD 2019-10

Objet : Remarques de la commune de Fos-sur-Mer

Monsieur,

La société VELIO a formulé une demande d'exploitation d'un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône. Une enquête publique se déroule ainsi du 15 février au 18 mars sur cette commune, ainsi que sur celle de Fos-sur-Mer, afin que le public puisse prendre connaissance des pièces du dossier et émettre des observations.

La commune souhaite attirer l'attention sur l'effet lié à l'accroissement du trafic routier sur son territoire. Bien que la création d'emplois associée au projet soit appréciable, son impact sur le trafic routier n'est pas négligeable au vu de celui existant et de la faiblesse des infrastructures routières présentes.

Le dossier fait en effet part d'un trafic quotidien de 300 poids-lourds et de 180 véhicules légers lié à cette nouvelle activité. L'augmentation du trafic liée au projet (flux journalier maximum) est ainsi évaluée à 6,9 % en l'absence de mise en place du quai fer (5% avec un quai fer diminuant de 40% les PL, de 300 à 180).

Ce cumul et cette hausse du trafic routier engendreront une élévation des nuisances : encombrement du réseau routier et notamment aux heures de pointes, augmentation des accidents impliquant des poids-lourds, accroissement des émissions de particules et de la pollution de l'air, hausse du bruit et du trafic sur les axes proches des zones d'habitations (notamment la RN569 reliant Fos-sur-Mer à Istres et à l'A54 en longeant le quartier des Carabins, et la RN568 entre le carrefour St-Gervais et le quartier du Pont-du-Roy).

Trois autres enquêtes publiques, concernant d'autres entrepôts logistiques sur la zone DISTRIPOORT, se déroulent sur cette même période. Les dossiers de ces projets font également part d'un trafic routier associé à l'activité. Ces projets cumulés pourraient engendrer jusqu'à 750 poids-lourds supplémentaires quotidiennement (flux journalier maximum), et ainsi augmenter le trafic poids-lourds d'environ 12% sur ce secteur (de 5390 à 6140 poids-lourds).

Ce trafic supplémentaire aggravera la pollution sur un territoire qui connaît, de surcroît, des problématiques de santé publique mis en avant par plusieurs études récentes en santé-environnement, et suscitant de vives inquiétudes au sein de la population.

VILLE DE FOS-SUR-MER
www.fos-sur-mer.fr

BOUCHES-DU-RHÔNE - ARRONDISSEMENT D'ISTRES
HÔTEL DE VILLE - AVENUE RENÉ CASSIN - BP 5 - 13771 FOS-SUR-MER CEDEX
TÉL. : 04 42 47 70 00 - FAX : 04 42 05 52 15

Des solutions doivent par conséquent être mises en œuvre pour limiter ce trafic. Dans le cadre de ce projet, le raccordement au réseau ferroviaire doit être une priorité et ce mode de transport privilégié.

Par ailleurs, il demeure essentiel de travailler sur un aménagement routier à la hauteur de l'activité de la zone industrialo-portuaire et de son développement.

La commune fera part de ses inquiétudes et réitérera ses arguments dans le cadre des trois autres enquêtes publiques parallèles, et défendra la pertinence de sa position en faveur d'un itinéraire routier repensé pour répondre aux besoins actuels et futurs.

J'appelle donc à la mise en œuvre de solutions pour limiter ce trafic à l'échelle de la zone industrialo-portuaire, et rappelle qu'il demeure essentiel que le réseau routier soit à la mesure des enjeux économiques qui se jouent sur un territoire accueillant le 1^{er} port maritime français, identifié au niveau de l'Europe comme la référence sud d'accès aux marchés européens.

Le Maire,
Jean HETSON



Copie à : M. le Maire, DGS, Pôle Dev.

6. - Observations du public et compléments d'information

6.1- Procès-verbal des observations du public et demande de compléments d'information

Monsieur André FRANÇOIS
1 rue des Bruants
13800 Istres

Istres le 25/03/2019

à

Monsieur Denis LIOTTA
Président de VELIO
Espace Jean-Jacques Vernazza
17 avenue André Roussin
13016 Marseille

Objet : Procès-verbal de synthèse

Référence : Arrêté préfectoral du 18 janvier 2019

Pièce-jointe : Contribution de la DDTM du 13 février 2018

Monsieur le Président,

L'article 5 de l'arrêté préfectoral mentionné en référence me fait obligation de vous rencontrer sous huitaine, à compter de la date du 18 mars 2019, soit avant le 27 mars, et de vous communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse.

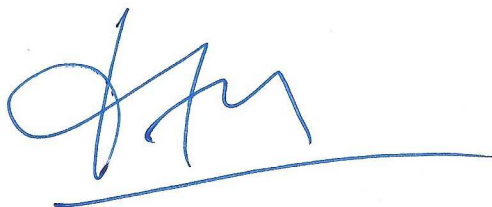
C'est dans ce cadre que j'ai demandé à vous rencontrer le vendredi 22 mars 2019, et que je me suis rendu sur votre site porte 4 du Port de Marseille.

Vous trouverez ci-joint le procès-verbal de synthèse que je dois vous adresser et les questions dont les réponses pourraient éclairer ce dossier.

Vous voudrez bien me faire réponse, conformément à ce même article de l'arrêté préfectoral, dans un délai de quinze jours.

Veuillez agréer, Monsieur le Président l'expression de mes meilleures salutations

André FRANÇOIS
Commissaire enquêteur



Procès verbal de synthèse

L'enquête publique qui s'est déroulée du 15 février au 18 mars 2019 n'a pas suscité d'intervention du public. Ainsi les registres ne comportent pas de remarques hormis celles fournies par le Maire de Fos-sur-Mer, sur lesquelles je reviendrais infra.

Par ailleurs le conseil municipal de Port-Saint-Louis-du-Rhône a délibéré, et fourni un avis détaillé laissant quelques questions en suspens.

Je ne peux ignorer d'autre part que pendant cette phase d'enquête publique, le Conseil National pour la Protection de la Nature (CNPN), sollicité par le GPMM, a rendu un avis défavorable à la demande de dérogation à la protection des espèces protégées.

Cet avis vient, pour certains items, confirmer celui de la MRAe, qui avait cependant fait l'objet d'une réponse de votre part et du GPMM, en vue de proposer des compensations comme le suggérait cette instance.

La demande que vous avez formulée pour la construction et l'exploitation de votre futur entrepôt, ne peut donc être dissociée de la responsabilité du GPMM en matière environnementale, et c'est de concert avec cet organisme qu'il me paraît nécessaire de répondre aux questions laissées en suspens, tout particulièrement par le CNPN et les municipalités de Fos et Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Je note cependant que les observations ayant motivé l'avis défavorable du CNPN sont de portée globale et ne distinguent pas les différentes zones faisant l'objet d'une demande ICPE.

En vue d'éclairer le dossier d'enquête publique concernant VELIO, je vous demanderais donc d'apporter, dans la mesure du possible, vos réponses aux questions qui suivent.

Question relative au trafic routier et à l'usage de la voie ferrée :

La ville de Fos-sur-Mer par l'intervention de son maire, a fait part de son inquiétude relative au surcroît de trafic qu'engendrera la mise en œuvre du projet VELIO, affectant les conditions de circulation du secteur et l'aggravation corrélative de la pollution aérienne. Il demande que soit privilégié le transport ferroviaire et que le raccordement au réseau devienne une priorité.

La délibération du conseil municipal de Port-Saint-Louis-du-Rhône, exprime des considérations de même ordre sur le sujet, et demande aussi que le transport par voie ferrée soit optimal, en vue de ne pas augmenter le flux de la circulation des poids lourds.

Dès lors se pose la question de savoir comment la société VELIO envisage de favoriser voire de privilégier le mode de transport ferroviaire, quelle planification envisage-t-elle, quelles incitations pourrait-t-elle produire ?

Question relatif à la définition et la mise en œuvre d'un PDE :

Dans le même esprit, le conseil municipal de Port-Saint-Louis-du-Rhône, a relevé l'intention annoncée par VELIO de produire un Plan de Déplacement d'Entreprise (PDE). Elle souhaite que ce plan soit réalisé et mis en place.

En effet en page 237 de la demande figure le chapitre 17, comportant en page 239 le § 17-4, rappelés ci-dessous :

17. MODALITES DE SUIVI DES MESURES D'EVITEMENT

.....

17.4. TRAFIC ROUTIER

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) des Bouches-du-Rhône rend les Plans de Déplacements Entreprises (PDE) obligatoires pour les entreprises de plus de 250 salariés. VELIO s'engage à réaliser son PDE dès que le site atteindra les 250 salariés.

La question posée est relative à la planification de ce PDE, à son organisation voire son anticipation et à la certitude de sa mise en œuvre par VELIO.

Questions relatives aux avis de la MRAe et du CNPN et des réponses fournies par le GPMM :

Le CNPN, sollicité par le GPMM, et dans une moindre mesure la MRAe, dans leurs observations traitent globalement du futur aménagement des zones A5 à A8 de la ZIP Distriport.

Afin d'éclairer le dossier VELIO il conviendrait de faire l'inventaire des questions, observations, mesures préconisées qui sont pertinentes ou non pertinentes au regard du projet VELIO. Pour ce second type de mesures il s'agit de celles qui trouvent leur fondement dans des dossiers ne concernant pas des informations ou des effets liés à la zone A8.

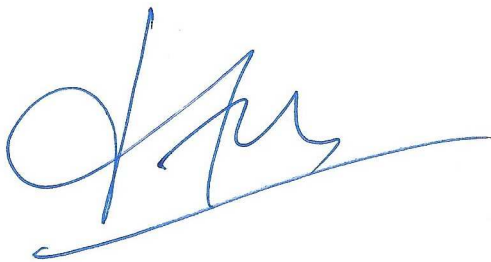
Ces demandes d'informations touchent aussi la réponse faite à la MRAe par le GPMM et la demande faite à la CNPN, que je ne possède pas, et qu'il conviendrait de me faire parvenir.

Enfin en vue de clarifier le dossier, je vous demanderais de me faire savoir aussi la réponse éventuelle que vous avez faite à la contribution de la DDTM jointe en annexe.

Par ailleurs vous pourrez me faire part à votre convenance de toute autre information qui pourrait éclairer ce dossier et qui n'aurait pas fait l'objet d'une question précise de ma part.

Veillez agréer, Monsieur le Président l'expression de mes meilleures salutations

André FRANÇOIS
Commissaire enquêteur



6.2-Complément d'information fourni par la société VELIO



Monsieur Denis LIOTTA
Président de VELIO
17 avenue André Roussin
13016 Marseille

Monsieur André FRANÇOIS
1 rue des Bruants
13800 Istres

Marseille le 08 Avril 2019

Lettre LRAR N°1A1476833145 0

Objet : retour lettre commission d'enquête publique VELIO
Référence : Arrêté préfectoral du 18 janvier 2019

Monsieur le Commissaire enquêteur

Conformément à l'arrêté préfectoral mentionné en référence, nous vous adressons nos réponses à vos questionnements dressés le 25 mars 2019 à la suite de notre entretien du 18 mars 2019.

Veuillez agréer, Monsieur le commissaire enquêteur l'expression de mes salutations les meilleures.

M LIOTTA

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "M. Liotta", written over a horizontal line.

Procès-verbal de synthèse

Question relative au trafic routier et à l'usage de la voie ferrée :

La ville de Fos-sur-Mer par l'intervention de son maire, a fait part de son inquiétude relative au surcroît de trafic qu'engendrera la mise en œuvre du projet VELIO, affectant les conditions de circulation du secteur et l'aggravation corrélative de la pollution aérienne. Il demande que soit privilégié le transport ferroviaire et que le raccordement au réseau devienne une priorité. La

délibération du conseil municipal de Port-Saint-Louis-du-Rhône, exprime des considérations de même ordre sur le sujet, et demande aussi que le transport par voie ferrée soit optimal, en vue de ne pas augmenter le flux de la circulation des poids lourds.

Dès lors se pose la question de savoir comment la société VELIO envisage de favoriser voire de privilégier le mode de transport ferroviaire, quelle planification envisage-t-elle, quelles incitations pourrait-t-elle produire ?

Notre réponse :

Mediaco gère déjà deux dépôts avec voie ferrée sur DISTRIPORT. Celle-ci est particulièrement utile pour les trafics de masse (papier, eaux minérales, acier, ...) et nous la proposons systématiquement à nos clients éloignés qui ont de tels trafics.

La présence de la voie ferrée est un atout dans la zone car aujourd'hui seule 3 sites en sont équipés et notre idée est de trouver des synergies avec l'ensemble de nos clients. Par exemple, utiliser les retours de wagons vides, ceci de manière à compenser le surcout lié à la rupture de charge de ce type de transport.

Question relatif à la définition et la mise en œuvre d'un PDE :

Dans le même esprit, le conseil municipal de Port-Saint-Louis-du-Rhône, a relevé l'intention annoncée par VELIO de produire un Plan de Déplacement d'Entreprise (PDE). Elle souhaite que ce plan soit réalisé et mis en place.

En effet en page 237 de la demande figure le chapitre 17, comportant en page 239 le § 17-4, rappelés ci-dessous :

17. MODALITES DE SUIVI DES MESURES D'EVITEMENT

17.4. TRAFIC ROUTIER

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) des Bouches-du-Rhône rend les Plans de Déplacements Entreprises (PDE) obligatoires pour les entreprises de plus de 250 salariés. VELIO s'engage à réaliser son PDE dès que le site atteindra les 250 salariés.

La question posée est relative à la planification de ce PDE, à son organisation voire son anticipation et à la certitude de sa mise en œuvre par VELIO.

Notre réponse :

Bien que Mediaco vrac soit bien en dessous des seuils réglementaires pour élaborer un Plan de Déplacement d'Entreprise, nous nous sommes déjà penchés sur le sujet en proposant un poste en télétravail pour notre service informatique.

De plus, depuis notre installation sur la ZIP de Distriport en 2011, Mediaco vrac a permis à ses salariés de minimiser le nombre de trajet Marseille – Port saint louis avec la mise à disposition d'une navette 7 places permettant de regrouper les déplacements de l'ensemble de nos salariés résidents à Marseille.

Toujours dans un souci d'optimiser les déplacements, Mediaco privilégie depuis deux ans déjà, les démarches locales (Port st louis, Istres, Martigues, ...) pour ses salariés, mais surtout pour ses fournisseurs permettant ainsi une réactivité optimale d'intervention.

Questions relatives aux avis de la MRAe et du CNPN et des réponses fournies par le GPMM :

Le CNPN, sollicité par le GPMM, et dans une moindre mesure la MRAe, dans leurs observations traitent globalement du futur aménagement des zones A5 à A8 de la ZIP Distriport.

Afin d'éclairer le dossier VELIO il conviendrait de faire l'inventaire des questions, observations, mesures préconisées qui sont pertinentes ou non pertinentes au regard du projet VELIO. Pour ce second type de mesures il s'agit de celles qui trouvent leur fondement dans des dossiers ne concernant pas des informations ou des effets liés à la zone A8.

Ces demandes d'informations touchent aussi la réponse faite à la MRAe par le GPMM et la demande faite à la CNPN, que je ne possède pas, et qu'il conviendrait de me faire parvenir.

Enfin en vue de clarifier le dossier, je vous demanderais de me faire savoir aussi la réponse éventuelle que vous avez faite à la contribution de la DDTM jointe en annexe.

Notre réponse :

Le terrain sur lequel sera édifié l'entrepôt VELIO a fait l'objet d'une autorisation préfectorale d'aménager (notamment remblaiement des terrains) attribuée au titre du Code de l'Environnement au Port Autonome de Marseille (devenu depuis GPMM), en date du 2 novembre 1995. Cette autorisation est toujours en vigueur.

Par ailleurs le Port a posté pour l'ensemble des trois projets une demande de destruction des espèces protégées. Il s'agit là, d'une étude générale demandée par la DREAL et il en ressort que la parcelle du lot A8 est la moins impactée par la demande de destruction des espèces.

Ce projet fait l'objet d'un projet d'arrêté de la préfecture qui sera mise en œuvre par le Port et les pétitionnaires.

Une réponse à la contribution de la DDTM est en cours de rédaction et nous ne manquerons pas de vous la faire parvenir.